

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

**ACCAPAREMENT DE L'ÉTAT ET AFFAIBLISSEMENT DE LA LÉGITIMITÉ ÉTATIQUE :
FAILLES DU PROCESSUS TRANSITIONNEL RUSSE**

PAR

CLARA J. SZYJAN

Directeur de recherche
M. LUC DUHAMEL

Département de Science Politique
Faculté des Arts & des Sciences

*

Mémoire présenté à la Faculté des Études Supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise ès Sciences (M.Sc.)

Avril 2005

© Clara J. Szyjan, 2005

JA

39

U54

2005

V. 017

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Accaparement de l'État et affaiblissement de la légitimité étatique : failles du processus
transitionnel russe

Présenté par :
Clara Haggai

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Charles Blattberg

.....
Président-rapporteur

Luc Duhamel

.....
Directeur de recherche

Dominique Caouette

.....
Membre du jury



« (...) toutes les révolutions ont été des révolutions pour la protection d'un certain genre de propriété contre un autre genre de propriété. Elles ne peuvent pas protéger l'un sans léser l'autre. »

F. Engels

RÉSUMÉ

La corruption en Russie ne naît pas avec l'avènement de la société de marché. Cependant, si l'on se fie à divers paramètres statistiques, il en résulte que l'époque des privatisations se caractérise par une forte augmentation du niveau de corruption dans le pays : une forte majorité de russes estiment en effet qu'au moment de la transition économique, la corruption est plus présente que durant l'ère soviétique. Une problématique majeure alors se pose : comment expliquer que le passage à l'économie de marché marqué par les privatisations massives ait eu pour corollaire une forte augmentation du degré de corruption ? L'hypothèse de recherche proposée est la suivante : le taux de corruption lors du processus transitionnel est dû à un accaparement de l'État qui a nui au bon déroulement des opérations de privatisation. L'« accaparement de l'État » ou « *state capture* » est un concept développé par la Banque Mondiale qui implique le fait que l'intérêt collectif soit sacrifié en vue de la satisfaction d'intérêts privés, externes ou internes, à l'appareil d'État. Une telle notion pose fondamentalement la question de la légitimité étatique. Cette étude sera, pour une large part, basée sur l'utilisation de concepts weberiens et tentera de comprendre comment la tentative d'édification d'un système capitaliste légitime, fondé sur la convention et le droit, a pu se matérialiser en création d'un ordre basé sur des « motifs rationnels en finalité », c'est-à-dire, pour reprendre les termes weberiens, un ordre dans lequel les personnes orientent leur comportement d'après leurs « propres intérêts subjectifs et typiques ».

MOTS-CLÉ Corruption, transition, légitimité étatique, élites

ABSTRACT

Corruption in Russia did not begin with the creation of a market economy. However, statistical data does suggest that the privatization process is synonymous with a significant increase in the level of corruption. Indeed, the vast majority of Russians think that corruption during the transition process is worse than during the Soviet era. A major question thus arises: how can we explain the apparent link between the transition towards a market economy and increase of the level of corruption in Russia? The answer begins with the recognition of the phenomenon of “state capture” that has severely plagued the privatization process and led to corruption on a wide scale. The concept of “state capture” refers to the satisfaction of sectoral interests, internal or external to the state, as opposed to those of the whole. As stated by the World Bank, this concept exclusively focuses on illicit, illegitimate and non-transparent forms of influence. As framework for our study, Weberian concepts will be used to help us understand why the creation of a capitalist system based on law and convention eventually led to an “order which is adhered to from motives of pure expediency” and where the ultimate goal is the satisfaction of “typical economic interests”.

KEY WORDS Corruption, transition, state legitimacy, elites

REMERCIEMENTS

J'aimerais tout particulièrement remercier M. Luc Duhamel pour sa grande expertise, sa lecture attentive de mon travail ainsi que pour tous ses judicieux conseils. Ma gratitude va également à mes parents qui ont toujours su me soutenir et apprécier la valeur de mon travail.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iv
Introduction	1
Chapitre I : Accaparement étatique externe : mutations, rôle et composition organique de l'élite	14
1-Émergence d'une classe possédante et mutations systémiques	15
a) Stratification par le statut ou situation de classes : une perspective wébérienne	15
b) Membres de l'ex-nomenklatura : arbitres incontrôlés des privatisations?	18
c) Réfutation de la reproduction pure de l'ancienne élite : rôle de l'intelligentsia	25
2-Élite économique et oligarchie	31
a) Mécanismes d'ascension de l'élite économique : origine des oligarques	31
b) Relation « fermée » et déviance oligarchique	35
c) « Politisation des industriels » et « industrialisation des politiciens »	37
Chapitre II : Accaparement interne : corruption administrative et appropriation des privilèges liés à la fonction	42
1-Appropriation de la fonction et satisfaction d'intérêts personnels	43
a) Attributs wébériens des fonctionnaires dans l'idéal-type légal-rationnel	43
b) Dynamique de la corruption : le droit comme marchandise	46
2-Hybridité des relations État-citoyen : importance de la personnalisation des rapports sociaux	51
a) Influence des échanges sociaux sur les relations économiques	51
b) Défaillances du système de redistribution et recours aux réseaux informels	54
c) Processus transitionnel : maintien ou renouvellement de la fonction publique?	59

Chapitre III : Corruption et affaiblissement du niveau de légitimité étatique	65
1-Vide juridictionnel et problème d'encadrement légal des activités de marché	66
a) Légitimité et monopole de la coercition	66
b) Processus transitionnel et établissement d'un nouveau corpus juridico-légal	69
c) Taxation et rôle des institutions bancaires : affaiblissement des prérogatives étatiques	74
2-Fondements de la légitimité, confiance populaire et capital social	78
a) Rapport État-société : de l' « autonomie » à l' « imbrication sociale » ..	78
b) « Confiance unilatérale » et « confiance réciproque » : complémentarité ou incompatibilité?	82
Conclusion : Corruption et mise en péril de l'émergence démocratique	89
Bibliographie	94
Annexes	103

Bien avant la chute du régime socialiste, le système soviétique semble avoir présenté certains signes précurseurs de déliquescence idéologique et organisationnelle. Ainsi Adam Przeworski dénonce t-il l'embourgeoisement progressif des leaders communistes à l'ère brejnevienne. Ce phénomène se manifeste notamment par une perte de discipline des bureaucrates du parti désormais « incapables de consacrer leurs nuits aux réunions, de porter les uniformes de la classe ouvrière, de scander des slogans lors de marches organisées, de s'abstenir d'une consommation ostentatoire »¹. Le communisme avait alors implicitement perdu sa vocation de modèle social du futur et avait pris une autre voie, indistincte et confuse. Tels étaient les prémisses de l'affaiblissement du régime.² Le socialisme avait effectivement pour objectif l'abolition des rapports de domination d'un groupe sur l'autre mais engendrait parallèlement la création d'une nouvelle élite de techniciens, administrateurs, coordinateurs, fonctionnaires et membres du parti dont le pouvoir s'est considérablement accru. Ainsi a-t-on assisté à la création d'un phénomène de « collectivisme bureaucratique »³ où l'État est devenu à la fois patron et directeur économique avec l'aide d'une nouvelle classe privilégiée. Selon la vision léniniste⁴, le but était de briser la machine administrative capitaliste pour en construire une nouvelle qui, ensuite, devrait permettre de supprimer graduellement tout fonctionnarisme avec l'accession à la phase supérieure de la société communiste et au

¹ Adam Przeworski, « Eastern Europe : The Most Significant Event in Our Life Time? » in Challenges to Pluralism in Eastern Europe, Adamski et Wnuk-Lipinski Ed., Polish Academy of Sciences/Institute of Sociology and Philosophy, Varsovie, 1991

² Ibid. « *We did not understand how feeble the communist system had become* ». On pourrait aussi appliquer la phrase de Rakovski qui décrit le début du développement bureaucratique : « D'un État prolétarien à déformation bureaucratique, nous sommes en train de passer à un État bureaucratique à survivance communiste », Evelyne Pisier-Kouchner, Les Interprétations du Stalinisme, PUF, Collection Recherches Politiques, Paris, 1984.

³ Bruno Rizzi, L'URSS : Collectivisme Bureaucratique : La Bureaucratization du Monde, Ed. Champ Libre, Paris, 1976

⁴ Lénine, L'État et la Révolution, Ed. du Progrès, Paris, 1971

dépérissement ultime de l'État. Cet État et l'administration qui lui était rattachée étaient donc vus comme des attributs essentiels de la phase de transition mais néanmoins provisoires. Or, loin de s'éteindre, le contrôle bureaucratique s'est trouvé renforcé et il semble que l'élite soit devenue détentrice d'un monopole qui lui a permis de « gérer le fonctionnement et le développement de l'économie, de lui imprimer les finalités qui correspondent à ses propres intérêts ».⁵

Devant un tel constat de puissance de l'élite, il semble évident que son rôle soit un paramètre majeur pour la compréhension adéquate du phénomène de transition économique qui s'ensuit. L'élite est traditionnellement vue comme regroupant les membres d'un « groupe minoritaire occupant la place supérieure dans la société et s'arrogeant le droit de régler les affaires communes ».⁶ Un découpage est souvent opéré en ce qui concerne les diverses sphères de ce groupe dominant. La classification en cinq groupes proposée par Raymond Aron semble appropriée car sont ainsi distingués : les dirigeants politiques, les administrateurs de l'État, les maîtres de l'économie, les meneurs de masse et les chefs militaires. Le terme russe *nomenklatura* qualifie la liste des postes à responsabilités pour lesquels l'approbation par le Parti Communiste était indispensable. Par extension, on désigne ainsi les occupants de ces fonctions soit, pour reprendre la terminologie de Milovan Djilas, la « nouvelle classe »⁷ ou élite bureaucratique qui, selon lui, avait supplanté la précédente élite capitaliste. La politique de réforme du système socialiste, la *pérestroïka*, s'apparente à un type de transition « par le haut » (*transition*

⁵ Pierre Kende et Z. Strmiska, « Égalité et inégalités en Europe de l'Est », *Soviet Studies*, 37,1, 1985

⁶ Giovanni Busino, *Élites et Élitisme*, PUF, Paris, 1992

⁷ Milovan Djilas, *The New Class: An Analysis of the Communist System*, Harvest Books, N.Y., 1983

from above)⁸ c'est à dire initié par le sommet de l'appareil de l'État avec peu ou pas de participation populaire au processus. Ce type de transition diffère notamment des transitions négociées (*negotiated transition*) qui reposent sur une concertation entre l'élite au pouvoir et les principales forces d'opposition, tel que ce fut le cas en Pologne où divers représentants syndicaux et même ecclésiastiques furent invités à prendre part aux négociations.⁹ En dépit du passage à l'économie de marché et du putsch de 1991 qui sonne le glas du système soviétique, certaines données sont troublantes : bien que Boris Eltsine ait su attirer un nouveau groupe de jeunes économistes, avocats et autres professionnels, de nombreux membres de la nouvelle élite sont issus de l'ancien régime. Au sein de son administration, plus d'un tiers des membres avaient commencé leur carrière à l'époque de Brejnev et plus d'un tiers d'entre eux étaient en poste sous Gorbatchev.¹⁰ Il semble donc exister une évidente continuité bureaucratique-politique. Sur le plan économique, en 1996, on estime, selon des données de l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences de Russie, que 61% de l'élite dans le monde des affaires provient de l'ex-nomenklatura. Cela met en lumière un potentiel lien entre l'appartenance à l'ancienne élite et la réussite dans une économie de marché.

De surcroît, l'opacité des transactions de privatisation des anciens biens étatiques s'est avérée être un terrain particulièrement propice à la corruption. La corruption, autre terme clé de notre analyse, s'avère se rapporter à un phénomène polymorphe et donc difficilement définissable. Deux branches principales sont cependant à distinguer :

⁸ George Szablowski et Hans-Ulrich Derlien, « East European Transitions, Elites, Bureaucracies and the European Community », *Governance*, Vol.6, n.3, juillet 1993

⁹ Ibid. Les divers types de transition sont notamment abordés, le cas russe correspondant, selon la perspective ici développée à une « *transition from above*. »

¹⁰ Olga Kryshatanovskaya et Stephen White, « From Soviet Nomenklatura to Russian Elite », *Europe-Asia Studies*, 48, n.5, Juillet 1996

l'économie criminelle qui relève principalement des agissements de la mafia et du crime organisé et l'économie illégale qui comprend notamment le versement de pots-de-vin, le trafic de coupons de privatisation ou encore la dilapidation de ressources étatiques. Ce dernier sens, essentiellement économique, sera ici retenu et désigne des activités qui ne peuvent s'effectuer qu'en « raison des carences du système légal »¹¹. Si l'on se réfère à un sondage d'opinion effectué en 1997, 74% des russes estiment que la corruption actuelle est pire que durant l'ère soviétique.¹² Une problématique alors se pose : **Comment, en effet, expliquer que le passage à l'économie de marché marqué par les privatisations massives ait eu pour corollaire une forte augmentation du degré de corruption?**

La corruption est, depuis 1992, effectivement devenue un thème phare des préoccupations politiques russes. Ainsi, dans son important discours du 10 avril 1997, le président Boris Eltsine assure vouloir « mettre un terme à tout ce vice, à ces pratiques pernicieuses où la fonction devient source de profit »¹³. Le lien supposé entre la fonction et l'extraction potentielle de dividendes nous renvoie au concept intéressant d'« accaparement de l'État » ou *state capture*. Outil analytique précieux, le phénomène d'« accaparement de l'État » se rapporte aux actions d'individus, de groupes, d'entreprises qui, tant dans le secteur privé que public, influencent la mise en place de lois et de politiques gouvernementales de façon à en tirer avantage et ce, en se livrant à des pratiques illicites et non-transparentes de détournement des responsables publics. Selon la terminologie employée par les analystes de la Banque Mondiale, le concept

¹¹ Lorrain, Pierre, « Mafias Russes: Ébauche d'une Typologie », Politique Étrangère, Hiver 1996-97

¹² Susan Rose-Ackerman, Trust, Honesty and Corruption: Theories and Survey Evidence from Post-Socialist Societies, Avril 2001, p.33

¹³ Moskovskii Komsomolets, 11 avril 1997. Cité dans Hélène Blanc, Le Dossier Noir des Mafias Russes, Montréal, Balzac-Le Griot Éditeur, 1998, p.147

d'accapement de l'État est entendu au sens externe et désigne l'intervention directe de certains individus sur les mécanismes légaux dans le but de maximiser leurs avantages en obtenant le contournement de règles ou de lois. Ce type de relation diverge d'un accapement de type interne, intitulé « corruption administrative » par la Banque Mondiale et caractérisé par certaines faveurs personnalisées qu'obtiennent des acteurs corrompus en échange d'une application partielle des lois à l'avantage du corrupteur. L'accapement étatique externe pourrait ainsi être qualifié de processus dynamique entrepris par les corrupteurs alors que l'accapement interne est plutôt un phénomène passif dans lequel les acteurs corrompus savent tirer profit des avantages que leur confère leur position. Les règles sont ainsi perverties au détriment de la collectivité mais à l'avantage de certains acteurs et l'action d'autres groupes d'acteurs est fortement limitée.¹⁴ Le terme d'accapement de l'État qui sera utilisé tout au long de cette étude sera plus inclusif que le concept de « *state capture* » développé par la Banque Mondiale et comprendra les deux volets, externe et interne, du phénomène.

L'utilisation de ce concept permet de préciser l'hypothèse de recherche comme suit : **le taux de corruption lors de la période de transition vers l'économie de marché est dû à un accapement de l'État qui a nui au bon déroulement des opérations de privatisation.** Ce phénomène présente un double visage : tout d'abord, l'ex-élite soviétique a voulu transformer son pouvoir politique ou administratif qu'elle détenait *de facto* en avoirs économiques acquis *de jure* dans le but de sécuriser leurs privilèges dans un contexte de profondes mutations.¹⁵ Elle a ainsi utilisé sa position de

¹⁴ Définition de *state capture* fournie par la Banque Mondiale, Anticorruption in Transition, A Contribution to the Policy Debate, World Bank, Washington DC, 2000

¹⁵ Banque Mondiale, Anticorruption in Transition, A Contribution to the Policy Debate, World Bank, Washington DC, 2000, p.32

choix dans le contrôle et la gestion de l'ancien patrimoine étatique et a bénéficié d'une place favorable dans le processus de privatisation. Par ailleurs, la conversion à l'économie de marché a également entraîné l'ascension d'hommes d'affaires ou *oligarques* pour qui le pouvoir économique a été, *a priori* ou *a posteriori*, intimement lié à l'influence dont ils bénéficiaient dans la sphère politique. Dans ce schéma analytique, le niveau d'accaparement de l'État (variable indépendante) serait proportionnel au taux de corruption (variable dépendante). Le principe d'« accaparement de l'État » implique que l'intérêt collectif soit sacrifié en vue de la satisfaction d'intérêts privés internes ou externes à l'appareil étatique. Or, un tel phénomène entraîne un rétrécissement de la base de soutien et, par conséquent, une absence de représentativité populaire des instances dirigeantes, l'expansion de la corruption. De tous ces phénomènes résulte une certaine illégitimité de l'ordre établi. L'approfondissement du caractère légitime du système sera un point fondamental pour mener à bien cette étude.

Il semble en effet que le concept de légitimité étatique soit central à l'analyse des liens entre les phénomènes d'accaparement de l'État et de corruption. À ce sujet, l'analyse wébérienne fournit un corpus théorique particulièrement approprié en opposant notamment l'ordre légitime qui s'affirme « grâce au prestige de l'exemplarité et de l'obligation »¹⁶ et l'ordre que l'on respecte uniquement pour des « motifs rationnels en finalité » dans lequel les personnes « orientent justement leur comportement considéré comme moyen et d'après leurs propres intérêts économiques subjectifs et typiques considérés comme fin ».¹⁷ Dans le second cas, le respect de maximes impersonnelles devant guider l'action des représentants de l'État dans un système de domination de type

¹⁶ Max Weber, Économie et Société, Tome 1, Ed. Plon, Paris, 1995, p.65

¹⁷ Ibid. p.64

légal-rationnel, n'est plus assuré et de multiples déviations en découlent. L'appropriation sauvage de ressources ou la *prikhvatizatsiya* qui s'est produite en Russie pourrait donc découler d'un ordre fondé sur « des motifs rationnels en finalité » et non sur un ordre légitime. La corruption est alors rendue possible par les carences du système légal entretenues et mises à profit par certaines élites. En reprenant les termes wébériens, le phénomène d'accaparement de l'État par certaines élites relèverait donc d'un ordre basé sur des motifs rationnels en finalité.

Le caractère profondément antithétique des systèmes socialiste et capitaliste n'a en effet pas simplifié l'étape transitoire. Dans ce domaine, l'ancrage théorique est posé par Max Weber qui effectue une distinction entre une économie planifiée fondée sur une symbiose entre le capital et sa gestion et une économie transactionnelle dans laquelle ces deux entités sont nettement séparées.¹⁸ De telles divergences ont évidemment eu des conséquences politiques puisque les prérogatives des administrateurs étatiques ont *de facto* dû être profondément modifiées. L'apparition d'entrepreneurs privés est venue bouleverser la planification étatique de l'économie. L'encadrement légal des nouvelles opérations de marché s'avère être un point particulièrement sensible et la frontière entre les secteurs publics et privés pose alors rapidement problème. Comment alors éviter que d'anciens fonctionnaires puissent mettre à profit leur situation privilégiée en se posant comme arbitres incontrôlés des nouvelles privatisations? La fonction, synonyme d'accès privilégiés à certaines ressources, devient alors source de dividendes pour certains responsables publics corrompus. L'absence de transparence entourant de nombreuses manœuvres économiques risque de porter atteinte à la légitimité même de l'organe étatique. Sur quels facteurs se fonde alors la légitimité d'un système établi?

¹⁸Max Weber, *Économie et Société*, pp.160-161

Le concept wébérien clé de croyance peut ici fournir une base analytique intéressante. Selon cette vision, « la soumission à des règlements octroyés par un ou plusieurs individus présuppose la croyance dans le pouvoir de domination légitime en un sens quelconque de celui ou de ceux qui les octroient ».¹⁹ Cependant, diverses manipulations et mystifications dont pourrait faire usage le pouvoir en place risqueraient de provoquer une confiance populaire assise sur des bases fallacieuses. C'est pourquoi une précision importante est apportée sur ce point par David Beetham selon qui la légitimation du pouvoir trouve son origine dans les actes individuels cumulés de consentement ou de confiance envers les autorités. Or, ces actes, ces expressions de confiance de la population envers l'État ne reposent pas sur une simple croyance des citoyens dans le bien fondé de leur gouvernement mais également sur le fait que le pouvoir doive mériter cette appréciation populaire.²⁰ Le strict respect des lois et règlements appliqués de manière impartiale, la recherche d'un consensus social le plus large possible doit engendrer un consentement populaire qui se traduit non par une confiance diffuse mais par des actes concrets. La mise en place d'un État de droit et d'une rigueur procédurale dans son application sont des facteurs essentiels pour forger un système de type légal rationnel.²¹ Or, l'accapement de l'État implique un détournement dans la poursuite de l'intérêt commun pour satisfaire des intérêts particuliers. Le phénomène de « corruption administrative » ou « accapement interne » constitue, plus précisément, une « imposition intentionnelle de déviation aux lois, règles, contrôles en

¹⁹ Max Weber, *Économie et Société*, Tome 1, Ed. Plon, Paris, 1995, p.74

²⁰ David Beetham, *The Legitimation of Power*, Macmillan, Londres, 1991, pp.11,26: « *actions expressed not because people believe in its legitimacy, but because it can be justified in terms of their beliefs.* »

²¹ Ibid. Trois points principaux évoqués par Beetham : 1/ « *The state conforms to its own established rules* »; 2/ « *State laws and policies can be justified by reference to norms shared by dominant and subordinate groups within the state* »; 3/ « *Evidence of consent for state action is expressed by subordinates through action not only belief.* »

vue de procurer des avantages à certains acteurs étatiques ou non-étatiques en satisfaisant les intérêts privés de responsables publics. »²² Par ailleurs, une corruption au sein des serviteurs de l'État pourrait entraîner une augmentation du niveau de corruption dans la société même. Un État gangréné par des pratiques corrompues voit son efficacité se réduire auprès de la population qui a alors recours à des réseaux parallèles pour se procurer biens et services. De surcroît, toute mesure de lutte anti-corruption initiée par un tel gouvernement serait jugée peu crédible par la population et serait donc vouée à un potentiel échec. C'est dans cet esprit que s'inscrit l'analyse de Richard Rose qui insiste sur le dualisme de la société russe dans laquelle réseaux formels et informels coexistent et s'opposent.²³ Les réseaux parallèles, véritables caractéristiques d'une société antimoderne, se substituent souvent à des organisations bureaucratiques de type moderne incapables de combler les attentes des citoyens.²⁴ Accaparement de l'État, hausse du niveau de corruption, baisse de la légitimité du régime sont autant de paramètres essentiels à notre étude. À la lumière de ces jalons théoriques, il sera intéressant de montrer, dans le cas de la transition économique en Russie, l'imbrication et les mécanismes d'interaction entre ces variables.

À ce niveau de la réflexion, quelques précisions s'imposent quant aux considérations méthodologiques. Plusieurs éléments importants vont constituer la clé de voûte de l'étude proposée : transition, rôle des élites, privatisation, corruption et nature du régime mis en place. Or, dans cette optique, l'étude de la Russie présente plusieurs

²² Banque Mondiale, Anticorruption in Transition, A Contribution to the Policy Debate, World Bank, Washington, 2000, p. 12

²³ Rose, Richard, « When Government Fails: Social Capital in an Antimodern Russia » in Edwards, Bob et Al. Beyond Toqueville: Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective, University Press of New England, Hanover, 2001

²⁴ Voir annexe E, tableau 23, p. 23 sur les différences entre les notions de « moderne » et « anti-moderne » selon Richard Rose.

avantages marquants. Le pays a effectivement connu une transition que certains analystes qualifient même de « double » car, après la chute du communisme, libéralisation et démocratisation apparaissaient comme de nouveaux objectifs à atteindre. Il ne convient cependant pas d'effectuer une approche anhistorique du phénomène en négligeant le poids de l'héritage soviétique et notamment en ce qui concerne le centralisme politique et la planification d'une économie collectivisée. Or, il est évident que le mode de gestion socialiste a forgé un habitus politique qui a ainsi conditionné l'exercice du pouvoir, le mécanisme de renouvellement des élites ou encore les pratiques bureaucratiques. Le passage à l'économie de marché constitue, en effet, une inconnue majeure dans l'équation politico-économique et le rôle de l'*ex-nomenklatura* au cours de cette période suscite de nombreuses polémiques. La reconversion capitaliste d'une certaine partie de l'élite soviétique est effectivement sujet de controverses avec notamment le phénomène de *prikhvatizatsiya* ou « piratisation » d'anciens biens d'État. Pratiques administratives corrompues, mode préférentiel de gestion des opérations de privatisation semblent contribuer à miner la crédibilité de l'action gouvernementale. De plus, cette incapacité flagrante du gouvernement de subvenir aux besoins de la population qui se manifeste notamment par le non-versement des salaires et pensions²⁵, entraîne un fort repli des citoyens vers des pratiques informelles de réseautage. Selon les chiffres de Richard Rose, 73% des russes auraient recours, d'une manière ou d'une autre, à l'utilisation de réseaux parallèles.²⁶ Enfin, les richesses importantes du territoire russe en

²⁵ Rose, Richard, « When Government Fails: Social Capital in an Antimodern Russia » : « *The inability to pay wages or a pension indicates the extent of organizational failure in Russia* » p.61; voir annexe D, tableau 11, p.13 au sujet de la très sensible baisse des revenus.

²⁶ Ibid. p.64

ressources naturelles constituent un incitatif important à la prédation économique et peut donc s'avérer être un facteur potentiellement aggravant du niveau de corruption.²⁷

Le but de la démarche est donc, à partir de l'exemple russe, de mettre en relation, de façon causale, le concept d'« accaparement de l'État » avec celui de corruption. Il serait ainsi possible de schématiser l'équation de recherche comme suit :

Degré d'« accaparement de l'État » (A) → Niveau de corruption (B)

Pour mener à bien cette analyse, la démarche choisie sera de type qualitatif et aura pour but de confronter les schémas théoriques à la réalité politico-économique de la période de transition vers l'économie de marché en Russie. Les diverses données quantitatives seront cependant d'une aide précieuse. Les références vont donc essentiellement être des données secondaires ainsi que des ressources administratives. À ce niveau, de nombreuses informations faisant état de la corruption, de la qualité de la gouvernance ou encore de la confiance populaire envers le régime seront exploitées. L'analyse de la perception subjective de la corruption en Russie sera ainsi traitée à l'aide de nombreux sondages effectués tant au niveau des citoyens russes qu'auprès des entrepreneurs locaux et étrangers.²⁸ Quant au concept d'« accaparement de l'État » ou *state capture*, il a longuement été développé par la Banque Mondiale qui, en partenariat avec la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, a effectué une étude sur l'« accaparement de l'État » dans les pays en transition ou BEEPS (*Business Environment and Enterprise Performance Survey*) portant sur vingt-deux pays au travers

²⁷ Banque Mondiale, p. 10

²⁸ Voir données de *Transparency International*, annexe B, p.4 (Vito Tanzi); l'opinion des entrepreneurs est également reflétée par les nombreux graphiques et schémas effectués grâce aux données du BEEPS exploitées par la Banque Mondiale et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD); l'opinion populaire peut être mesurée grâce à de nombreux sondages auxquels il sera fait référence tout au long de l'étude. Les données statistiques du « *New Democracies Barometer* » de Richard Rose et de son équipe ainsi que celles fournies par Stephen White dans son ouvrage *Russia's New Politics* seront, entre autres, d'une aide précieuse.

de trois mille entretiens avec propriétaires et directeurs d'entreprise afin de déterminer le nombre de compagnies affectées par ce phénomène. Malgré la pertinence de certaines statistiques fournies par des organismes internationaux, ces données présentent quelques limites méthodologiques et peut-être certains biais idéologiques. Le recours à des sondages locaux s'avèrera donc utile. Les ouvrages de Stephen White ou de Richard Rose constituent, entre autres, une intéressante mine d'informations puisque des données locales y sont retranscrites. L'analyse de l'accaparement de l'État est indissociable de celle des élites. À ce sujet, l'indice de saturation partisane (*Party Saturation Index*)²⁹ permet de connaître la part de reproduction ou de circulation de l'élite sous Boris Eltsine. L'ex-nomenklatura, dont le rôle lors des opérations de privatisation a souvent été dénoncé, n'apparaît alors plus comme une entité homogène et des nuances analytiques sont alors à apporter quant aux auteurs véritables de l'accaparement étatique.

Sur le plan théorique, l'analyse sera initiée grâce aux concepts wébériens qui constitueront l'ossature de la réflexion, notamment en ce qui concerne la typologie des ordres sociaux, les règles économiques de base nécessaires au bon fonctionnement d'une économie transactionnelle et les attributs de la bureaucratie légale-rationnelle. La perspective analytique d'« économie politique » ou « *political economy* » visant à évaluer l'influence respective des acteurs politiques et des structures étatiques sur le monde économique et, réciproquement, le rôle des acteurs économiques sur la vie

²⁹ David Lane & Cameron Ross, The Transition from Communism to Capitalism, St Martin's Press, NY, 1999. Nous reviendrons plus longuement sur l'indice de saturation partisane, outil statistique qui correspond au produit du temps passé à chaque poste et de l'importance relative accordée au poste.

politique, semble particulièrement pertinente.³⁰ La délicate question de l'imbrication politico-économique se trouve être un facteur important pour comprendre pourquoi la tentative d'édification d'un système capitaliste légitime fondé sur la convention et le droit a pu se matérialiser en création d'un ordre fondé sur des « motifs rationnels en finalité. »

La question des mutations, du rôle et de la composition organique de la nouvelle élite permet, tout d'abord, de comprendre les mécanismes et la réalité du phénomène d'accaparement externe de l'État. Le délicat problème de la corruption administrative et de l'appropriation des privilèges liés à la fonction illustre, quant à lui, le phénomène interne d'accaparement étatique et met en lumière les failles d'un système dont les bases accusent de profondes divergences avec l'idéal-type légal-rationnel. Or, devant l'ampleur systémique de la corruption, la croyance populaire en la légitimité étatique semble avoir des raisons de se trouver ébranlée.

³⁰ Paul Kubicek, «Post-Communist Political Studies: Ten Years Later, Twenty Years Behind? », Communist and Post-Communist Studies, 33, 2000; il défend la pertinence de l'approche de «*political economy* » qu'il définit de la manière suivante : « (...) *in depth empirical studies that focus specifically on how state structures and actors shape the economy or how the economy or economic actors condition political outcomes.* », p.305

I- Accaparement étatique externe : mutations, rôle et composition organique de l'élite

Le trait d'union entre les concepts d'accaparement de l'État, de transition et de corruption semble être la délicate question de l'élite. S'interroger sur la composition de l'élite russe lors du processus transitionnel permet de mettre l'accent sur la nature même des potentiels acteurs du phénomène d'accaparement de l'État. Comment expliquer le rôle des élites dans le phénomène d'accaparement de l'État qui s'est déroulé lors du processus de transition vers l'économie de marché en Russie? La définition précise du terme « élite » semble être assez difficilement réalisable. Bien que l'on s'entende généralement sur le fait que l'élite corresponde au groupe minoritaire dirigeant une société et dont les décisions ont un impact important à l'échelle nationale, plusieurs points restent obscurs. Doit-on concevoir l'élite en termes positionnels, à savoir par rapport à la simple fonction sociale occupée, ou bien prendre en compte d'autres critères de classe ou de statut? Comment peut-on caractériser les mutations au sein de l'élite survenues durant la phase de transition politico-économique? À la base de cette interrogation se trouve l'important problème de la reproduction ou de la circulation de l'élite. La composition du nouveau groupe dominant correspond-t-elle à une simple duplication de l'*ex-nomenklatura* soviétique? Comment alors expliquer la montée en puissance, d'une nouvelle catégorie de professionnels diplômés qui réussissent à tirer avantage de la conversion à l'économie de marché? La thèse principale selon laquelle le rôle de l'*ex-nomenklatura* aurait consisté en la conversion de son pouvoir politique en capital économique demande à être vérifiée. Cette vision accrédirait, en dépit du passage à l'économie transactionnelle, le schéma de reproduction de l'élite. Une

réflexion sur la nature de l'élite pendant la phase de transition conduit inévitablement à un questionnement sur les mécanismes qui ont conduit une partie de l'élite à tirer d'énormes bénéfices des privatisations massives et soudaines. En quoi l'accaparement étatique réalisé par certaines élites engendre-t-il des déséquilibres structurels et peut mener à l'édification d'un ordre fondé sur des « motifs rationnels en finalité »?

1-Émergence d'une classe possédante et mutations systémiques

a)-Stratification par le statut ou situation de classes : une perspective wébérienne

« Lorsque les bases d'acquisition et de distribution des biens sont relativement stables, la stratification par le statut est favorisée. Chaque répercussion technologique et transformation économique menace la stratification par le statut et met en avant la situation de classes »³¹

Une distinction méthodologique claire est effectuée, dans la théorie wébérienne, entre le terme de « statut » et celui de « classe ». La notion de « statut » (« *status* ») peut ainsi englober le style de vie d'une personne, son niveau d'éducation, le prestige héréditaire, la position professionnelle ou politique. Cette dimension intéressante permet donc d'effectuer une mise en relation entre certains aspects du pouvoir social (autre que de nature économique) et le mode de vie (« *lifestyle* »). Les personnes partageant le même statut constituent un groupe social dont le statut devient un élément distinctif. Une strate sociale est alors formée par une pluralité d'individus qui bénéficient d'une certaine forme et niveau de prestige en vertu de leurs positions au sein de la société. À ce titre, ces personnes font valoir certains privilèges qui leurs sont octroyés.³² Les notions de

³¹ Max Weber, op.cit.

³²Ibid: « *A social stratum (Stand) is a plurality of individuals who, within a larger group, enjoy a particular kind and level of prestige by virtue of their positions and possibly claim certain special monopolies* », p.41

« statut » et de « classe » peuvent parfois être complémentaires mais une distinction importante est cependant faite dans l'analyse wébérienne.

Prenant son inspiration de l'approche marxiste, Weber base sa conception de la structure des classes sur le statut économique et la propriété. On peut donc parler de classe lorsqu'un certain nombre de personnes ont pour point commun une composante causale spécifique de leur opportunité de vie (« *life chances* »). Chaque classe selon laquelle sont définies les chances d'accès à la propriété matérielle est ainsi en mesure de fournir des opportunités de vie spécifiques à ses membres. La situation de classe se rapporte fondamentalement aux relations de marché et aux opportunités plus ou moins grandes que celles-ci peuvent fournir aux différentes classes.³³ Sur ce thème, Weber identifie trois grandes familles de classes ayant chacune des catégories distinctives : les classes de possession, de production et les classes sociales. À l'intérieur de chacune de ces classes figurent donc des catégories qui correspondent à divers niveaux. Au sein de la classe de possession, par exemple, l'éventail des catégories part des groupes privilégiés³⁴ tels les grands propriétaires, à la classe commerciale moyenne composée d'artisans ou de fermiers, pour arriver à ceux qui, défavorisés par le système, ne détiennent aucun bien. Comment cependant établir les liens qui unissent les concepts de « statut » et de « classe » ?

De manière empirique, une « corrélation assez forte entre la classe et le statut » semble se vérifier.³⁵ Ainsi, certaines analyses portant sur l'émergence du capitalisme prédisaient que la classe capitaliste ascendante gagnerait, au fil du temps, un statut

³³ Weber, op.cit. « *Class situation is ultimately market situation* », p.41

³⁴ Dans la traduction anglaise, les termes « *positively privileged* » et « *negatively privileged* » sont utilisés et donnent l'idée d'une hiérarchie de niveaux au sein de la classe de « possession ». Nous les traduisons donc simplement par « privilégiés » et « défavorisés ».

³⁵ Lewis Coser, *The Functions of Social Conflict*, Free Press, Glencoe, Il, 1956

élevé.³⁶ Le statut social viendrait ainsi *a posteriori* compléter la position privilégiée acquise antérieurement dans les relations de marché. Le terme de « condition » ou « *standische Lage* » désigne un privilège positif ou négatif de considération sociale revendiqué de façon efficace et fondé sur le mode vie, le niveau d'instruction, le prestige de la naissance ou de la profession. Sachant que « la condition peut reposer sur une situation de classe certaine ou équivoque », on peut en déduire que certains groupes bénéficiant d'un statut socialement favorable, puissent vouloir faire partie d'une classe qui serait en adéquation avec leur statut privilégié. L'appartenance à une classe satisfaisante viendrait donc, dans ce cas compléter *a posteriori* un statut favorable préalablement acquis.

Dans la théorie wébérienne, une différence est opérée entre les sociétés dans lesquelles l'organisation en strates sociales est prédominante et celles où la situation de classes est mise en avant. Les sociétés caractérisées par une stratification structurelle sont plus aptes à se maintenir avec une organisation économique de type monopolistique. Les classes de possession (« *acquisition class* ») sont prédominantes lorsque l'orientation économique est favorable aux lois du marché.

Ce préambule théorique présente un intérêt analytique certain pour comprendre les mécanismes de transition vers l'économie de marché en Russie. Le régime soviétique avait effectivement pour but l'abolition de la propriété privée et, de manière simultanée, l'abolition des classes dont l'appartenance dépendait de la position occupée au sein des rapports de production. Cependant, un système de stratification sociale existait en Union Soviétique comme en témoigne la mise en place du système de *nomenklatura* ou liste des postes d'autorité ou de commandement pour lesquels toute nomination devait être

³⁶ Lewis Coser, *op.cit.*

approuvée par l'appareil du Parti Communiste (PCUS). Quatorze rangs définissant les types de postes et leur importance respective composaient la *nomenklatura*.³⁷ Par extension, le terme a progressivement désigné l'élite soviétique définie sur la base de deux critères : la position institutionnelle et la réputation.³⁸ Un mécanisme de stratification par le statut était donc bien en place au sein de la société et, plus particulièrement au sein de l'appareil bureaucratique. Trotsky avait ainsi dénoncé les

Union Soviétique. En 1939, il prédisait ainsi que si la chute de la présente dictature bureaucratique n'aboutissait pas à l'avènement d'un nouveau pouvoir socialiste, un retour au capitalisme serait à prévoir avec, pour corrolaire, un inévitable déclin industriel et culturel.⁴¹ La bureaucratie en Union Sovitique ne constituait pas, à proprement parler, une classe dans le sens employé par Milovan Djilas par exemple, puisque son recrutement et son renouvellement étaient établis par des mécanismes indépendants des rapports de propriété. Cependant, les privilèges dont jouissait le corps bureaucratique pouvaient, être, à la manière de Trotsky, interprétés comme étant un abus de pouvoir caractérisé. On est alors loin des paroles de Lénine qui prônait la lutte contre la déformation bureaucratique de l'organisation des Soviets, déformation imputable à la survivance de certaines caractéristiques de l'Ancien Régime et devant s'éliminer durant l'édification du socialisme. Certains analystes du régime soviétique feront une critique acerbe du régime en affirmant que « d'un État prolétarien à déformation bureaucratique »⁴², s'était effectué un glissement vers un « État bureaucratique à survivance communiste ».⁴³ La bureaucratie soviétique était même définie comme étant « un système indépendant, s'auto-reproduisant, vivant selon ses lois et pour ses propres intérêts »⁴⁴ On pourrait rapprocher cette définition des caractéristiques wébériennes d'un ordre respecté pour « des motifs rationnels en finalité ». Peut-on alors affirmer que les membres de l'ancienne bureaucratie soviétique ont bénéficié d'avantages notables pour tirer profit des opérations de privatisation? Peut-on alors en déduire que l'élite post-

⁴¹ Trotsky, op.cit. « *The fall of the present bureaucratic dictatorship, if not replaced by a new socialist power, would thus mean a return to capitalist relations with a catastrophic decline of industry and culture* », Chap.9

⁴² Définition donnée par Lénine en Décembre 1920

⁴³ Evelyne Pizier-Kouchner, Les Interprétations du Stalinisme, 1984; citation de Rakovsky p.51

⁴⁴ G. Popov. Cité dans Michel Niqueux, Vocabulaire de la Pérestroïka, Ed. Universitaires, Paris, 1990

soviétique est une simple reproduction de l'ancienne élite socialiste reconvertie en classe possédante? La réalité semble plus nuancée et il convient de déterminer quelle part occupent respectivement les processus de reproduction et ceux de circulation dans la constitution de l'élite post-soviétique.

L'argument wébérien selon lequel les transformations économiques constituent une menace pour la stratification par le statut et contribuent à propulser en avant les mécanismes de classe, semble pertinent pour comprendre l'impact de la transition économique sur la structure sociétale. L'instabilité générée par l'introduction des mécanismes du marché a effectivement pu encourager la conversion de l'ancienne élite politico-administrative en nouvelle classe possédante. La propriété privée aurait ainsi pour fonction de pérenniser les privilèges précédemment acquis sous l'ancien régime :

« (...) *as political position became a less secure guarantee of those advantages, the emphasis shifted to private property* »⁴⁵. De nombreuses analyses décrivent les anciens membres de la nomenklatura comme les nouveaux arbitres incontrôlés de la distribution et de l'utilisation des ressources étatiques.⁴⁶ Un phénomène de « privatisation de l'État par l'État » semble, en effet, s'être produit puisque certains fonctionnaires ont utilisé « leurs pouvoirs pour privatiser les sections de la société dont ils étaient (à l'époque soviétique) responsables ».⁴⁷ Au niveau théorique, une perspective très fréquemment évoquée est donc la conversion pure et simple du pouvoir politique de l'ex-nomenklatura

⁴⁵ Olga Kryshantovskaya et Stephen White, « From Soviet Nomenklatura to Russian Elite », p. 716

⁴⁶ Koshechkina, Grodeland, Miller, « Foolish to Give and Yet more Foolish not to Take », traduction libre de l'anglais: « *members of nomenklatura are now the virtually uncontrolled arbiters of the distribution and use of private property.* » Ce phénomène de « privatisation de l'État par l'État » a notamment été accentué par les profondes lacunes juridico-légales sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement.

⁴⁷ Kryshantovskaya & White, p. 722

en pouvoir économique dans la nouvelle économie de marché. Plusieurs facteurs contribuent à corroborer cette vision.

L'héritage socialiste fondé sur la non-différenciation entre les secteurs politique et économique a certainement eu un impact sur le phénomène. Pour reprendre la terminologie wébérienne, l'économie « planifiée » est fondée sur la « couverture des besoins à l'intérieur d'un groupement orientée d'une manière systématique en fonction de règlements matériels statutaires, contractuels ou octroyés ».⁴⁸ L'économie de marché ou « transactionnelle » se base, quant à elle, sur le principe en vertu duquel la « couverture des besoins sociétisés est rendue possible par le jeu des intérêts et orientée en fonction des chances d'échange ».⁴⁹ On pourrait en déduire que lors d'une période de transition entre les deux systèmes, les anciens planificateurs et gestionnaires de biens étatiques bénéficieraient d'atouts certains pour tirer au maximum avantage des nouvelles opérations de privatisation.⁵⁰ La transition vers une économie de marché fournit de nouvelles possibilités d'enrichissement pour l'élite. Ce phénomène est principalement dû à la fin des restrictions politiques sur l'accumulation personnelle de richesses ainsi qu'à la création de nouvelles valeurs de marché qui entraîne l'émergence d'une nouvelle classe possédante. Ce passage du pouvoir à la propriété se traduit concrètement par plusieurs exemples. Ainsi, dans les années 1980, sous la direction d'Egor Ligachev, s'est développée une économie alternative appelée « économie *Komsomol* ». Cette nouvelle structure prend naissance avec une résolution du PCUS du 25 juillet 1986 autorisant le

⁴⁸ Max Weber, *Économie et Société*, p.129

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Andrew G. Walder, « Politics and Property in Transitional Economies: A Theory of Elite Opportunity » : « Because all previously accumulated capital, real estate, and natural resources are initially under public ownership, and because incumbent elites exercise control over these assets at the outset of a market transition, they have an inherently massive advantage over other groups », p. 11

Komsomol à établir un réseau de centres techniques et scientifiques. Le Conseil de Coordination de Centres de Créativité Scientifique et Technique de la Jeunesse (TsNTTM) et son réseau de centres implantés dans chaque comité de quartier du Parti à Moscou constituent les premières structures commerciales en Union Soviétique. Ces nouveaux centres fonctionnent sur des principes commerciaux et ont pour mission de fournir des services aux entreprises. La Loi sur les Coopératives de 1988 favorise ensuite l'élargissement du champ d'action du Komsomol et la diversification de son activité. En 1990, plus de dix-sept mille coopératives de jeunes sont opérationnelles employant environ un million de personnes. D'autres annexes, banque commerciale, centre d'import-export et même un réseau de magasins de mode se greffent également à ces unités commerciales. L'oligarque, Mikhail Khodorkovsky a ainsi débuté sa carrière d'homme d'affaire grâce à la structure du Komsomol dont il a d'abord été membre. En 1987, avec quelques uns de ses collègues, il fonde une coopérative spécialisée dans la vente d'ordinateurs et de logiciels. Premier vecteur important du capitalisme en Russie, ces structures ont, semble-t-il, permis à une partie de la nomenklatura de s'engager dans des activités interdites au reste de la population.

À l'époque soviétique, le gouvernement était, semble-t-il, également impliqué dans certaines activités commerciales. On pense notamment à la période brejnevienne où de forts profits auraient été réalisés dans le domaine céréalier grâce notamment à la différence entre les taux de change officiel et officieux.⁵¹ Cependant, ce processus voit son impact considérablement élargi avec l'introduction de l'« économie Komsomol ». Une fonction importante de ces nouveaux centres de jeunesse consistait en la conversion

⁵¹ Kryshstanovskaya et White, p. 717. Voir à ce sujet, le témoignage de Vladimir Shcherbakov dont le père avait participé à de tels échanges commerciaux au sein du Ministère du Commerce Extérieur de l'URSS.

de bons en argent comptant. L'argent était effectivement divisé en deux catégories : comptant (*nalichnye*) et nominal (*beznalichnye*) et le flot d'argent comptant devait, théoriquement, être limité. Ces activités de conversion monétaires se sont avérées hautement rentables pour certains privilégiés autorisés à effectuer ce type de transaction. Le bénéfice dégagé par les centres sur ces opérations est environ estimé à 30% sur lesquels 5% étaient remis au Comité Central du PCUS.⁵² En ce qui concerne les négociations de biens, seules les compagnies liées à la nomenklatura peuvent, dans les premières années de la pérestroïka, se livrer à de telles manœuvres. L'appartenance à l'élite ou de bons contacts avec celle-ci s'avéraient alors être nécessaires pour tirer profit des premières privatisations. Alors que le Parti était officiellement propriétaire d'immeubles prestigieux appartenant au patrimoine russe, la nomenklatura commence, à l'époque de la pérestroïka, à percevoir des loyers en contrepartie de la location de ces immeubles. Au milieu des années 1990, il était même possible de juger de la qualité des relations qu'entretenait une entreprise avec le pouvoir par son adresse. Ainsi, les bureaux de l'oligarque Konstantin Zatulin se trouvaient sur la Place Rouge à l'emplacement des anciens bureaux du Comité Central.

Dans la typologie d'Andrew G. Walder identifiant divers cas principaux de transition économique, deux variables déterminantes sont mises en avant : le degré de changement du régime (« *extent of regime change* ») et le mode de disposition des biens étatiques (« *disposition of public asset* »).⁵³ Alors que la première variable concerne les élites et le degré effectif de perte du pouvoir politique que l'ancienne classe dirigeante a dû essuyer, la seconde se rapporte au mode de conversion économique et questionne plus

⁵² Kryshstanovskaya & White, op.cit., p. 716

⁵³ Andrew G. Walder, « Politics and Property in Transitional Economies : A Theory of Elite Opportunity », p.9. Voir tableau, annexe A, tableau 1, p.1

particulièrement l'existence effective de barrières à l'accaparement de ressources. La Russie appartiendrait au type 3, niveau intermédiaire qui présente un double visage à savoir un degré élevé de changement politique mais une faible existence de mécanismes pouvant contrecarrer le phénomène d'accaparement des ressources par certains privilégiés.⁵⁴ Une large part d'anciennes élites communistes a effectivement été contrainte à l'abandon de postes de commandement. De nombreux organismes avaient été dissous avec le passage à l'économie de marché. Parallèlement à ce changement politique, les programmes de privatisation ont souvent été mis en place de manière hâtive et de manière peu réglementée. Bien qu'une large part de l'élite politique ait été renouvelée, une certaine portion d'entre elle a effectué une conversion vers le capitalisme en prenant le contrôle d'anciennes ressources étatiques. Certaines statistiques avancent le chiffre selon lequel presque deux-tiers de la nouvelle élite du milieu des affaires en 1993 seraient composés d'anciens membres du PCUS.⁵⁵ D'autres études, à l'instar de celle effectuée par David Lane, nous permettent cependant de contredire cette affirmation. Dans le secteur pétrolier, l'indice de saturation partisane per capita est de seulement quatre ans, de deux ans dans le secteur de l'industrie/construction, de huit ans pour le secteur bancaire mais, en revanche, de vingt ans pour les cadres exécutifs.⁵⁶ Bien qu'il faille donc nuancer le poids économique de l'ancienne élite soviétique, il semble tout de même évident qu'elle ait joué un rôle dans le passage à l'économie de marché. Peut-on

⁵⁴ Walder, op.cit, p.14

⁵⁵ Eric Hanley, Natasha Yershova et Richard Anderson, « Russia: Old Wine in a New Bottle? The Circulation and Reproduction of Russian Elites, 1983-1993 », *Theory and Society*, 24, (639-668), 1995, pp.654-662

⁵⁶ Voir annexe F, p.28, tableau 31; l'indice moyen de saturation partisane per capita ou « *average per capita Party saturation index* » s'obtient donc en multipliant les années passées à un poste lié au PCUS par le degré d'importance hiérarchique de ce poste, et ce, per capita et pour différents secteurs d'activité économique. L'indice de saturation partisane est expliqué plus longuement à la page 28.

D'après ces données, il en ressort que l'ancrage partisan est donc relativement peu présent dans certains milieux (pétrolier ou industriel/construction).

pour autant affirmer que l'on assiste à un phénomène de pure reproduction de cette élite qui, métamorphosée en classe possédante, accapare les leviers du pouvoir?

c-) Réfutation de la reproduction pure de l'ancienne élite : rôle de l'intelligentsia

*« An incipient conflict, we believe, has already taken place under state socialism between the traditional political administrative class, legitimated in terms of control (by virtue of office) of the administrative system, and an ascendant acquisition class, defined as people with economic, executive, and intellectual capital who recognized the opportunity of their life chances being fulfilled through a market system ».*⁵⁷

Reprenant une perspective wébérienne, David Lane pose fondamentalement la question de la reproduction ou de la circulation⁵⁸ de l'élite au moment de la transition économique. Les termes de « reproduction » et de « circulation » sont empruntés à l'analyse classique de Pareto. Selon lui, seule une circulation cyclique des élites évite la reproduction d'une classe dirigeante et sa transformation en strate sur le long terme.⁵⁹ Ce sujet s'avère être au cœur de notre réflexion puisqu'il conduit à une identification précise des véritables auteurs de l'accaparement de l'État ainsi qu'aux motifs explicatifs de ce phénomène.

Tel que mentionné précédemment, de nombreuses analyses soulignent la continuité entre les élites soviétiques et russe. Le processus de reproduction du système de nomenklatura en Russie post-soviétique est souvent mentionné. Dans cette

⁵⁷ David Lane, op.cit., Chap. 11, 201. Le terme d'« *acquisition class* » est une traduction du concept wébérien d'« *Erwerbsklasse* »

⁵⁹ Anton Kramberger et Vasja Vehovar, « Regime Change and Elite Dynamics in Slovenia during the 1990's : What the Elite Reproduction Rates tell us » in *DR*, Vol 16, n.32-33, 2000, p. 150). Pareto identifie deux types de circulation : changement d'individus et changement d'élite. Cependant, la circulation des individus n'implique pas nécessairement des changements dans le système politique, économique ou social. Ainsi, une augmentation de la circulation d'individus n'est pas nécessaire pas effectuer un changement systémique. Une telle action peut au contraire renforcer le système existant malgré de nouvelles têtes (Lane, 1999).

perspective, O. Kryshantovskaya conclut que 75% de la nouvelle élite politique russe, incluant 74.3% de l'élite gouvernementale et 82.3% de l'élite régionale, tire en réalité ses origines de l'ex-nomenklatura.⁶⁰ L. Shevtsova et S. Bruckner⁶¹ suivent cette argumentation en affirmant que l'ère communiste avait pris fin mais que la carrière de nombreux communistes se poursuivait.⁶² De même, I. McAllister et Stephen White⁶³ mettent l'accent sur le fait que les révolutions impliquent toujours une transformation au sein de l'élite mais que la chute du régime soviétique n'avait pas engendré d'élite alternative viable qui puisse adéquatement prendre la direction du pays. Les intérêts politiques précédents auraient tout simplement été reproduits.⁶⁴ Une nuance est tout de même apportée par Szelenyi qui, comparant la Russie avec l'Europe de l'Est en général, conclut que les anciens membres de la nomenklatura russe avaient mieux réussi à préserver leurs privilèges et leurs leviers de pouvoir mais ne peut diagnostiquer avec certitude une simple reproduction des élites.⁶⁵

Cependant, il semble qu'expliquer le phénomène d'accaparement des ressources étatiques en invoquant une simple duplication de l'ex-nomenklatura soit un peu réducteur puisque, selon les précisions apportées par David Lane, le terme de « nomenklatura » est, en réalité, vague et englobe des fonctions très diverses. Il est, en effet, inexact de réduire

⁶⁰ Kryshantovskaya, Olga et Stephen White, « From Soviet Nomenklatura to Russian Elite » in *Europe-Asia Studies*, 48, n.5, Juillet 1996

⁶¹ Lilia Shevtsova et Scott A. Bruckner, « Where is Russia Headed? Toward Stability or Crisis? » in *Journal of Democracy*, 8, n.1, janvier 1997, 12-26

⁶² Lilia Shevtsova et Scott Bruckner, « *There has been minimal turnover in the elite that ran and profited from the Soviet system. Indeed those who eventually undertook to reform the regime were people who made it into the communist nomenklatura under Brezhnev and Gorbachev. Communism may have fallen, but most of the communists have not.* »

⁶³ Ian McAllister et Stephen White, « The Legacy of the Nomenklatura: Economic Privilege in Post-Communist Russia » in *Coexistence*, 32, 1995, p.220

⁶⁴ Voir annexe F, I-Élite Politique, pp.25-27

⁶⁵ Ivan Szelenyi et Szonja Szelenyi, « Circulation or Reproduction of Elites during the Post-Communist Transformation » in *Theory and Society*, 24, n.5, 1995, (615-638); « *Our data do not support a simple elite reproduction or power conversion theory* », cité par David Lane, *op.cit.*, p.146

la nomenklatura à une élite dirigeante car ses fonctions étaient bien plus larges : « *not only did the nomenklatura include non-elite people, but its role was much more than executive decision-making.* » Le problème lié à la définition de la nomenklatura comme une élite dirigeante est l'acceptation du postulat selon lequel ce groupe était une classe unie, cimentée par une conscience et un intérêt communs. Or, cette conception englobe plusieurs notions vagues : institution dominante, élite dirigeante, groupe social fermé opérant une sélection des postes liés au pouvoir et aux privilèges ou encore moyen d'assurer la loyauté et la solidarité entre les membres. L'emploi d'un terme aussi vague contribue à masquer les différences ainsi que les potentielles divergences existant entre les composantes de la nomenklatura. Or, si l'on se fie aux arguments développés par G. Mosca, des luttes intestines sont prévisibles au sein de la classe politique : « *all those groups which exercise political power and influence are directly engaged in struggles for political leadership* ». ⁶⁶ Cependant, sous le régime soviétique, l'apparence d'une unité parfaite, monolithique, a été maintenue grâce au rôle de l'idéologie, véritable vecteur étatique pour la légitimation du contrôle des biens et pour la planification économique. Dans cette logique, le Parti était l'instrument d'agrégation des intérêts au sein de la société. Or, il semble que ce système ait pu fonctionner tant que les élites bureaucratiques profitaient de la stabilité et de la sécurité associées à leurs fonctions et que le peuple bénéficiait des retombées de la croissance. La combinaison de la présence d'une élite dirigeante forte et de l'implantation d'une idéologie dominante s'avère être synonyme de stabilité pour le régime. ⁶⁷ La pérestroïka, en amenant une certaine

⁶⁶ Gaetano Mosca, cité par Lane

⁶⁷ David Lane, « *The combination of power elite and dominant ideology ensures stability whatever the political outcome or political organization* », p.18

ouverture de l'arène politique et un mode de recrutement plus ouvert des élites, a engendré une structure confrontationnelle et a constitué une équation instable.⁶⁸

En conséquence de ce phénomène, une dichotomie au sein de l'élite s'est dessinée. D'un côté, les anciennes élites politico-administratives dont les fonctions de contrôle étaient légitimées par la structure même du système et, de l'autre, une classe ascendante, une « *acquisition class* » dont les membres possédaient un fort potentiel intellectuel, économique ou exécutif. Ces derniers reconnaissaient, pour reprendre la terminologie wébérienne, l'intérêt de la conversion à l'économie de marché pour maximiser leur potentiel (« *life chances* »). L'accès à l'économie de marché était, dans cette optique, un véhicule adéquat pour commercialiser leurs atouts (« *skill marketability* »). Cela nous ramène au concept wébérien de « condition » ou « *standische Lage* » qui désigne un privilège positif ou négatif de considération sociale revendiqué de façon efficace et fondé sur le mode vie, le niveau d'instruction, le prestige de la naissance ou de la profession. Sachant que « la condition peut reposer sur une situation de classe certaine ou équivoque », on peut notamment en déduire que l'intelligentsia⁶⁹ soviétique qui possédait un statut privilégié dans un contexte socialiste, statut devenu précaire avec l'introduction des réformes de la pérestroïka, ait eu intérêt à opérer une reconversion capitaliste. L'appartenance à une classe satisfaisante serait donc bien venue conforter *a posteriori* un statut favorable acquis auparavant. Le terme de « classe » est ici employé dans son sens wébérien d'une relation de marché déterminante des chances de vie (« *life chances* »). Ainsi que l'indique John Roemer, la possession de compétences (« *skill*

⁶⁸ David Lane, p.18; voir annexe A, tableau 2, p.2

⁶⁹ Nous entendons le terme d'« intelligentsia » à la manière de David Lane qui considère les membres de ce groupe au sens large : « *all employees with higher educational qualifications, or professionals* », p.164

assets ») engendre une inégalité structurelle⁷⁰. Dans cette optique, les détenteurs de hautes qualifications ont plus de chance dans l'économie de marché de pouvoir tirer des dividendes de leur compétences et tenter d'assurer la pérennité de leurs privilèges. Cela rejoint également la vision de Trotsky selon qui l'élite serait insatisfaite de sa position privilégiée tant qu'elle dépendrait de fonctions de contrôle temporaires. La richesse permet la transmission d'un patrimoine. La pérestroïka, en instaurant des éléments d'instabilité, a pu jouer le rôle de phénomène déclencheur du processus d'émergence d'une classe ascendante : « *During the terminal period of the USSR, the administrative class was undermined by the reforming leadership of Gorbachev, and the acquisition class was strengthened* ». ⁷¹ On rejoint bien ici la vision wébérienne selon laquelle chaque « (...) transformation économique menace la stratification par le statut et met en avant la situation de classes. » ⁷²

Pour bien démontrer que considérer la nomenklatura comme un groupe uni et homogène peut entraîner des imprécisions, David Lane développe un outil analytique précieux qui permet d'évaluer la force des liens des membres de l'élite russe avec l'ancien régime. Cet indice se calcule comme suit :

$ISP^{73} = (\text{Temps passé à chaque poste} * \text{Importance relative accordée au poste})$

Cette mesure quantitative permet d'obtenir des statistiques par secteur départageant les nouveaux arrivants au sein de l'élite de ceux qui ont déjà eu une expérience importante sous le régime soviétique. Afin de mesurer le taux réel d'implication des membres de la

⁷⁰ John Roemer, *A General Theory of Exploitation and Class*, Harvard University Press, 1982, pp.148, 240-242, cité par David Lane, p.164

⁷¹ David Lane, p. 164

⁷² Max Weber, op.cit.

⁷³ Indice de saturation partisane (« *Party-saturation Index* »), Lane, op.cit, p.60; voir également annexe F, graphique 11, p.25 pour l'origine de l'élite politique russe.

nomenklatura au sein du PCUS, une distinction est faite entre carrière partisane et non-partisane.⁷⁴ La conclusion principale que l'on peut tirer de ces statistiques est qu'une circulation au niveau de l'élite politique semble bien s'être produite. Bien que de nombreux membres de l'élite politique sous Boris Eltsine aient occupé des postes de la nomenklatura, peu avaient en réalité appartenu à l'élite politique soviétique⁷⁵ Ainsi, la saturation partisane moyenne pour l'élite gouvernementale n'est que de 6.95 ans.⁷⁶ Parmi ceux qui étaient issus de la strate bureaucratique soviétique, beaucoup n'avaient eu en fait que des positions moyennes. La très forte majorité de la nouvelle élite trouvait son origine au sein de l'intelligentsia : « *The overwhelming majority came from the intelligentsia* ». ⁷⁷ Universitaires, enseignants, journalistes, avocats se sont donc retrouvés au sein de cette nouvelle élite politique eltsinienne. Au sein de la nouvelle classe gouvernementale, les hommes politiques détenteurs d'un diplôme d'ingénieur sont les plus nombreux. Les parlementaires ont, dans leurs rangs, une majorité d'économistes.⁷⁸ Ces conclusions viennent évidemment infirmer la thèse des partisans de la duplication du système de la nomenklatura au sein du nouveau régime. La montée en puissance d'une

⁷⁴ Lane détermine que, au sein de la nomenklatura, 44% des membres avaient une carrière directement liée au Parti alors que 56% avaient une carrière non-partisane. Lane reprend certains éléments de plusieurs études antérieures. Ainsi T. H. Rigby oppose les « *career specialists* » qui ont travaillé dans un domaine précis de compétence aux « *Party generalists* » qui ont exercé des fonctions gouvernementales suite à leur longue carrière partisane (Voir T.H. Rigby, « *The Government in the Soviet Political System* » in *Executive Power and Soviet Politics* 1-48, 35. Pour voir les résultats de la distinction entre carrières partisane et non-partisane, voir graphique 26 p.26 (annexe F).

⁷⁵ D. Lane, « *The political elite that came to power under Yeltsin in the Russian Republic was largely a new one. Some of its members held nomenklatura posts. There were relatively few people from the Soviet political elite* », p.160

⁷⁶ Voir annexe F, tableau 26, p. 26. Les membres de l'élite gouvernementale eltsinienne n'avaient, en moyenne, passé que 6.95 ans au sein d'organes relevant du PCUS. On observe cependant des disparités puisque, pour la nouvelle élite régionale, ce chiffre double presque pour atteindre les 11.25 ans. Pour l'élite régionale, les liens avec l'ancien régime semblent donc plus marqués.

⁷⁷ Lane, p.160. L'éducation fait partie des facteurs ayant une grande importance pour la promotion au sein de la nouvelle élite politique, voir annexe F, tableau 27, p.27 ainsi que le graphique 12, p.25 pour la formation académique de l'élite parlementaire, gouvernementale et régionale.

⁷⁸ Voir annexe F, graphique 12, p.25

nouvelle classe ascendante ou « *acquisition class* » dont les intérêts semblaient incompatibles avec une économie planifiée constitue un élément majeur dans notre étude sur la nature de l'accaparement étatique. Il convient cependant de préciser qu'il serait incorrect d'effectuer une distinction claire entre classe ascendante, favorable au marché, et classe administrative attachée à l'ancien régime. Il ne semble en effet pas que ces deux entités présentent une parfaite homogénéité dans leurs rangs. Ainsi que nous le verrons ultérieurement dans une partie consacrée à l'accaparement externe, la bureaucratie a, d'une certaine manière, su tirer parti de la conversion à l'économie de marché : « (...) *the Party's own professional cadres were among the first to shift their allegiance away from the administrative class to the acquisition one.* »⁷⁹

Comprendre les mécanismes qui sous-tendent le phénomène d'émergence d'une nouvelle classe lors de la transition économique s'avère être important pour bien cerner les acteurs de l'accaparement étatique. Les concepts-clé empruntés à Max Weber, à savoir les notions de « statut », d'« *acquisition class* » sont des outils précieux pour bien comprendre l'émergence d'une classe ascendante dont la matérialisation des intérêts est conditionnelle à l'accession à une économie de marché. Alors que, jusqu'à présent, l'étude s'est plutôt portée sur la composition de la nouvelle élite politique, il conviendrait de se pencher maintenant sur le rôle de l'élite économique et sur les problèmes de déviance oligarchique qui viennent corroborer le fait que le régime transitionnel relève plutôt d'un ordre fondé sur des « motifs rationnels en finalité ».⁸⁰

2-Élite économique et oligarchie

⁷⁹ Lane, p.165

⁸⁰ Max Weber

a-) Mécanismes d'ascension de l'élite économique : origine des oligarques

« The new power elite of post-communism is not composed of owners, but rather of the technocratic-managerial elite together with the new politocracy which constitutes its dominant faction, and elite humanistic and social science intellectuals which form its dominated faction »⁸¹

Une précision lexicale tout d'abord s'impose quant au terme fréquemment employé d' « oligarque ». Si l'on se fie à la définition simple proposée par Guriev et Rachinsky, il désigne un « *russian industrial tycoon* », c'est-à-dire un homme privé qui possède et contrôle suffisamment de ressources pour influencer la politique nationale.⁸² Or, ce phénomène d'imbrication entre les domaines politique et économique n'est pas sans avoir certaines conséquences sur la légitimité de l'organe étatique puisque l'organe étatique est alors assimilé à la défense d'intérêts partisans.

David Lane identifie principalement trois cas de figure en ce qui concerne les transformations qui ont conduit à l'émergence d'une nouvelle classe possédante. La première forme consiste en la conversion de « l'organisation économique » des postes d'autorité en atouts pour l'économie capitaliste. La seconde forme est caractérisée par la conversion du « capital politique », à savoir les divers postes et les réseaux formés, en acquis économiques. La dernière catégorie de transformations consiste en la conversion du « capital intellectuel », positions liées au domaine du savoir, en acquis économiques.⁸³ L'émergence d'une élite économique semble ainsi résulter d'un phénomène qui présente plusieurs facettes. Suivant les secteurs,⁸⁴ on remarque la présence d'une ancienne élite

⁸¹ Gil Eyal, Ivan Szelenyi et Eleanor Townsley, «The Theory of Post-Communist Managerialism», *New Left Review*, n.222, 1997, pp. 60-82

⁸² Guriev et Rachinsky, op.cit., p.3

⁸³ David Lane, op.cit., p.181. Voir tableaux en annexe sur la configuration de l'élite économique par secteurs et la proportion respective de l'ancienne élite soviétique et de la nouvelle élite du monde des affaires en son sein.

⁸⁴ Le secteur bancaire reste dominé par l'ancienne élite (51%); le secteur industriel est, par contre, caractérisé par une forte proportion de « New Men » (72%); le secteur pétrolier est également marqué par

soviétique qui a su utiliser ses atouts organisationnels (réseaux de contacts) ou positionnels (détention d'informations liées à la fonction précédemment occupée) pour maximiser ses avantages au moment de la transition. Parallèlement à cela, une nouvelle classe émergente possédant notamment des avantages intellectuels a également vu le jour.

Sur le classement des trente plus puissants oligarques fourni par S. Guriev et A. Rachinsky⁸⁵, neuf sont d'un très jeune âge (trentaine), treize sont dans la quarantaine et les autres, plus âgés, sont issus de l'époque soviétique. Les jeunes entrepreneurs de l'époque de Gorbatchev surent habilement tirer profit de la libéralisation et acquièrent compagnies boursières, banques ou encore fonds d'investissement. Contrairement aux idées reçues, il semble que peu d'oligarques construisirent leur fortune à partir des « actions gagées » ou « *loans-for-shares* » qui ont servi à financer la réélection de Boris Eltsine en 1996 (à l'exception d'Abramovich, partenaire de Berezovsky de 1995 à 1997, de Khodorkovsky, de Potanin, d'Alekperov et de Bogdanov qui obtinrent des parts de compagnies dont ils avaient déjà le contrôle). Les oligarques ont généralement su tirer parti des bons de privatisation (« *vouchers* ») du début des années 1990.

Les processus de reproduction de l'ancienne élite et d'émergence d'une classe ascendante, « *acquisition class* » semblent donc s'être produits de manière conjointe dans les divers secteurs économiques. L'exemple de la carrière de Berezovski illustre bien l'importance du capital intellectuel qui a constitué un atout certain dans la conversion au capitalisme. Le phénomène de « commercialisation des talents » ou « *marketability of skills* » a été, en effet, particulièrement pertinent pour les technocrates détenteurs d'un savoir hautement spécialisé. La métamorphose de cette ancienne élite intellectuelle en

une forte présence des nouveaux arrivants au sein de l'élite (56%), chiffres fournis par D. Lane, op.cit., p.179. Voir également annexe F, II-Élite économique, tableaux 29, 30 et 31 et graphiques 14 à 16.

⁸⁵ Voir annexe C, tableau 7, pp.9-10

« *acquisition class* » illustre bien la pertinence de l'application des concepts wébériens à la situation russe. Né en 1946 à Moscou, Boris Berezovski, obtient un diplôme d'électronique puis un doctorat en mathématiques.⁸⁶ À partir de 1969, il travaille comme chercheur puis comme chef de laboratoire à l'Académie Soviétique des Sciences dans son domaine de compétence.⁸⁷ En 1989, il quitte son emploi pour fonder une compagnie de voitures, LOGOVAZ. Créant ensuite un nouveau projet, la compagnie AVVA est enregistrée en 1993 avec un capital de dix milliards de roubles. Selon un sondage Interfaks-AIF de 1996, Berezovski est désigné comme l'entrepreneur le plus influent.⁸⁸ À l'exception de Vladimir Gusinsky⁸⁹ qui, préalablement à son succès dans les affaires, n'a pas connu de réussite académique, il semble que le niveau d'études au sein de la nouvelle classe économique soit très élevé.

Pour illustrer, au contraire, la capacité d'adaptation de l'ex-élite communiste aux mutations économiques, la carrière de Vitalii Petrovich Mukha apparaît emblématique. Directeur de la plus importante usine militaire de Novosibirsk, il devient en 1988, secrétaire régional du Parti. Deux ans plus tard, il est élu au Soviet régional ainsi qu'au Parlement russe. En 1991, il parvient à faire partie de la nouvelle eltsinienne et est nommé gouverneur mais est ensuite démis de ses fonctions pour son opposition à la dissolution du Parlement en octobre 1993. Il quitte donc temporairement la politique pour se lancer dans le milieu des affaires et entreprend une carrière en tant que directeur d'une grande banque. En décembre 1995, il effectue cependant un retour triomphal en

⁸⁶ Voir annexe C, tableau 10, p. 12

⁸⁷ De nombreux renseignements bibliographiques au sujet des oligarques se trouvent sur le site internet <http://www.oligarchy.trj.ru> à partir duquel le tableau récapitulatif a été réalisé (annexe C, tableau 10, pp.12-14).

⁸⁸ David Lane, op.cit., p.178

⁸⁹ Voir annexe C, tableau 10, p. 13

politique puisqu'il est élu gouverneur avec une large majorité.⁹⁰ Ce cheminement personnel illustre non seulement la flexibilité d'une certaine partie de l'ex-nomenklatura mais aussi la forte imbrication entre les secteurs économique et politique. L'exemple de Mikhail Khodorkovsky, nommé au Ministère de l'Énergie trois ans avant d'acquérir la compagnie Ioukos, semble particulièrement évocateur de l'ampleur du chevauchement politico-économique.⁹¹ Ce phénomène majeur s'avère essentiel pour bien saisir la portée de l'accaparement étatique.

b)-Relation « fermée » et déviance oligarchique

« They steal and steal and steal. They are stealing absolutely everything and it is impossible to stop them. But let them steal and take their property. Then, they will become owners and decent administrators of this property. »⁹²

Ces propos qui peuvent nous sembler provocateurs ont le mérite de mettre l'accent sur différents points fondamentaux en ce qui concerne l'élite économique. Tout d'abord, la propriété est assimilée au vol. Cela a pour conséquence de rendre illégitime cette forme de propriété privée. Si l'on se fie à un sondage réalisé en 1997, 88% des répondants pensent en effet que les grosses fortunes ont été amassées illégalement et 57% croient que le gouvernement aurait dû lancer une vaste enquête contre les riches.⁹³ Ces paroles illustrent également le fait que les autorités semblent impuissantes face à ce phénomène d'accaparement brutal des ressources. Le pouvoir de l'oligarchie se traduit

⁹⁰ James Hughes, « Sub-national Elites and Post-Communist Transformation in Russia: A Reply to Kryshnanovskaya & White », *Europe-Asia Studies*, Vol.49, n. 6, 1997, p.1025

⁹¹ Voir annexe C, tableau 10, p. 13

⁹² Propos tenus par Anatoly Chubais, *Financial Times*, 1996 et rapportés par Sergei Guriev et Andrei Rachinsky, *Oligarchs : The Past or the Future of Russian Capitalism*, Juillet 2004, document basé sur leur recherche antérieure effectuée pour la Banque Mondiale et intitulée « Ownership Concentration in Russian Industry »

⁹³ Sondage ROMIR, cité par Guriev et Rachinsky, op.cit.

effectivement par une faible taxation et par le caractère fermé et hautement sélectif du groupe d'élite.⁹⁴ Cette notion de groupe « fermé » permet de bien comprendre la dissymétrie socio-économique découlant de ce type de rapport de pouvoir.

Le processus oligarchique qui vise à l'accaparement de nombreuses ressources peut être conceptualisé, sur un plan théorique, par les notions wébériennes de relations sociales « ouvertes » et « fermées ». Pour Max Weber, une relation est dite « ouverte vers l'extérieur », (« *nach außen offen* »), « lorsque et tant que, d'après les règlements en vigueur, on n'interdit à quiconque est effectivement en mesure de le faire et le désire, de participer à l'activité orientée réciproquement selon le contenu significatif qui la constitue. »⁹⁵ Le principe des bons de privatisation (« *vouchers* ») fournis à l'ensemble de la population devait permettre la participation de tous à la conversion au capitalisme. Des chiffres fournis par le magazine Forbes indiquent pourtant que l'ensemble de l'argent de la privatisation qu'a reçu l'ensemble de la population russe est équivalent à la fortune du plus riche citoyen russe.⁹⁶ Cela illustre bien l'ampleur de l'accaparement économique pratiqué par certaines élites. Selon un sondage d'août 2001, 68% des russes affirment que, pour eux, la privatisation a été une perte. Seulement 5% d'entre eux s'estiment gagnants. Le passage à l'économie de marché ne s'est donc pas effectué dans le cadre d'une relation « ouverte » mais plutôt d'une relation « fermée » ou « *nach außen geschlossen* ») dans les termes wébériens. Ce type de relation existe lorsque « la coutume ou les règlements en vigueur excluent ou limitent la participation ou la lient à

⁹⁴ Acemoglu, Daron, The Form of Property Rights: Oligarchic vs. Democratic Societies, Mimeo, MIT Department of Economics, 2003.

⁹⁵ Max Weber, Économie et Société, p.82

⁹⁶ S. Guriev et A. Rachinsky, op.cit., p.23

des conditions. »⁹⁷ Parmi les catégories de relations closes, on compte les groupements économiques de caractère monopolistiques ou ploutocratiques. Cette configuration économique relève évidemment d'un ordre fondé sur des « motifs rationnels en finalité » puisque les acteurs de cet accaparement de biens orientent leur comportement d'après leurs propres intérêts économiques « subjectifs et typiques ». ⁹⁸ À ce sujet de nombreuses données statistiques semblent suffisamment éloquents. La Russie compte, en effet, vingt-six milliardaires qui possèdent 81 milliards de dollars soit 19% du Produit National Brut du pays. En comparaison, la fortune des vingt-six citoyens américains les plus riches ne représente que 4% du PNB américain.⁹⁹ Cela illustre le caractère hautement inégal de ce rapport de force.

c)-« Politisation des industriels » et « industrialisation des politiciens »

« Mill's description of the "power elite" in American society as one marked by a "shift of the corporation man into the political directorate" and "structural blending" was echoed by a Russian commentator who observed that this consolidation of power by political and business elites between 1990 and 1994 was the "politicisation of industrialists" and the "industrialisation" of politicians. »¹⁰⁰

L'accaparement des ressources étatiques, qu'il soit pratiqué par une ancienne élite communiste reconvertie ou bien par une classe ascendante formée de diplômés et de professionnel, acquiert une dimension systémique lorsque les domaines politique et économique deviennent fortement imbriqués. Des données indiquent que 24.8% des

⁹⁷ Max Weber, op.cit, p.83

⁹⁸ Renvoi à l'ordre basé sur des "motifs rationnels en finalité" développé par Max Weber, op.cit., p.64

⁹⁹ Statistiques fournies par le magazine Forbes et citées par S. Guriev et A. Rachinsky, op.cit., p.21. Voir tableau en annexe sur le classement des trente plus puissants oligarques et leurs secteurs d'activité.

¹⁰⁰ James Hugues, op.cit, p. 1024

députés élus en 1994 occupaient des postes dans le milieu des affaires.¹⁰¹ L'observation de la politique russe suggère, par ailleurs, que les puissants réseaux ou clans qui inflitrent la politique, le milieu des affaires et le crime organisé sont liés.¹⁰² Cela explique sans doute l'impuissance de certains politiciens face à l'emprise des oligarques. Or, cet état de fait n'est-il pas contraire aux conditions requises pour développer un ordre « légitime » soit, dans le sens wébérien, un ordre qui s'affirme grâce « au prestige de l'exemplarité et de l'obligation »?¹⁰³

Il existe certes des cas où des hommes d'affaires russes ont connu des réussites commerciales grâce à leur esprit d'entreprise et d'innovation. On pense notamment à David Yakobashvili, Mikhail Dubinin et Sergei Plastinin qui firent leur fortune en introduisant un nouveau jus sur le marché russe et en empruntant de l'argent pour mettre en place leur entreprise. Ils constituent cependant des exceptions et ne figurent pas en tête de liste des oligarques les plus riches.¹⁰⁴ Il semble donc que pour réellement parvenir à une brillante réussite économique, des connivences avec le pouvoir soient nécessaires. Selon un sondage de VCIOM effectué en 2003, dans le cas où l'État russe confisquerait les avoirs des oligarques, seulement 10% des répondants croyaient que cela pourrait effectivement profiter aux citoyens, 31% des personnes interrogées pensaient que ces avoirs allaient être repris par d'autres oligarques, par l'État (24%), par les bureaucrates (23%) ou encore par le crime organisé (18%).¹⁰⁵ Ces statistiques sont assez éloquentes sur le degré de confiance du peuple envers les autorités. Cela illustre bien les liens profonds qui unissent les diverses sphères. Lors de la privatisation, le pouvoir

¹⁰¹ Ibid.

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ Max Weber, *op.cit.*, p.65

¹⁰⁴ Guriev, Rachinsky, *op.cit.*, p.13

¹⁰⁵ Données citées par Guriev, Rachinsky, p.27

économique semble avoir *de facto* été monopolisé par un groupe restreint d'individus (nouvelle classe possédante se développant au sein d'une relation dite « fermée ») qui se sont, la plupart du temps, servi de leurs contacts politiques pour maximiser leur pouvoir économique, pouvoir qui s'est ensuite transformé en influence politique.

Les multiples relations qui unissent les deux élites, politiques et économiques, conditionnent en effet la nature du régime mis en place. La théorie développée par O. Kryshchanovskaya et S. White consiste à concevoir la société post-soviétique comme morcelée en trois entités distinctes : les politiciens et leurs alliés qui luttent pour le pouvoir, les entrepreneurs qui entretiennent des liens avec les premiers et les services de sécurité qui détiennent une certaine influence. De manière schématique, ces trois entités distinctes formeraient une « *three-layered pie* »¹⁰⁶. Or, il semblerait que cette vision bien ordonnée des principales composantes de la société russe soit quelque peu réductrice puisqu'elle ne tient pas compte de l'imbrication profonde entre les divers organes et principalement entre l'élite politique et économique. Les élites, nouvelles ou issues de l'ancien régime, politiques ou économiques gardent ainsi des liens étroits et mal définis. C'est d'ailleurs dans cette optique que James Hughes réfute la conception de « *three-layered pie* » pour lui préférer la métaphore de « *marbled cake effect* »¹⁰⁷ qui tient plus compte de la complexité de la situation. Le concept de « *structural blending* » ou « mélange structurel » emprunté à Mills¹⁰⁸ pour décrire l'émergence de connivences entre

¹⁰⁶ Olga Kryshchanovskaya et S. White, « From Soviet Nomenklatura to Russian Elite », p.723; métaphore culinaire de « tarte à trois étages » pour décrire les trois branches de l'élite.

¹⁰⁷ James Hughes, « Sub-national Elite and Post-Communist Transformation in Russia : A Reply to Kryshchanovskaya and White », p.1024; conteste la métaphore culinaire de Kryshchanovskaya et White pour lui préférer la vision plus nuancée de « gâteau marbré ».

¹⁰⁸ Mills, *The Power Elite*, Oxford University Press, 1956; « (...) *interlocking and multiple directorates in business that blended with governmental and military elites* », cite par Hughes, p.1019. Mills avait également insisté sur l'imbrication des similitudes sociales et des affinités psychologiques qui constituent le socle de l'unité au sein de l'élite du pouvoir.

l'élite économique, gouvernementale et militaire paraît ici très approprié et contraste singulièrement avec une vision trop simplifiée d'une démarcation rigide entre les diverses sphères. En résumé, il semble que la nature des alliances entre élites publiques et privées soit un facteur majeur pour une compréhension adéquate de cette période de transition en Russie. Le fait que la réélection de Boris Eltsine en 1996 ait été financée par les oligarques du groupe des « *Big Seven* » de Berezovsky, en dit effectivement long sur l'ampleur de l'imbrication des domaines politiques et économiques.¹⁰⁹

Les relations étroites entre les différentes portions de l'élite et la nature ambiguë de leurs actions respectives illustrent bien le fait que l'ordre mis en place soit principalement orienté selon les intérêts des divers acteurs. Or, si l'on se rapporte à l'analyse wébérienne des caractéristiques d'un ordre fondé sur des motifs « rationnels en finalité », il est possible de constater que des rapports entre les différents protagonistes sont primordiaux puisque :

« la stabilité d'un état de chose commandé par l'intérêt se fonde de façon analogue sur le fait que celui qui n'oriente pas son activité d'après l'intérêt des autres (...) provoque la résistance de ces derniers ou s'expose à des conséquences qu'il n'a pas voulues ni prévues et risque, de ce fait, de porter préjudice à son propre intérêt. »¹¹⁰

L'imbrication des intérêts des sphères politico-administrative et économique rend difficile la mise en place de réformes valables. Ainsi que l'affirment Grodeland, Koschekina et Miller, la motivation pour mettre en œuvre des réformes profondes anti-corruption est faible puisque les différents acteurs trouvent, à leur manière, moyen de profiter d'un environnement peu règlementé.¹¹¹ L'accaparement externe de ressources

¹⁰⁹ Voir annexe C, tableaux 7 et 10, pp. 9-10 et 12-14. Le terme des « *Big Seven* » a été utilisé en 1996 par le *Financial Times* et comprend notamment B. Berezovsky, V. Potanin, M. Khodorkovsky ou M. Fridman.

¹¹⁰ Max Weber, *op.cit.*, p.64

¹¹¹ Grodeland, Koschekina et Miller, « Foolish to Give and Yet More Foolish Not to Take ».

est effectivement rendu possible par un phénomène d'accaparement interne ou mouvement passif de certains responsables corrompus qui extraient des dividendes en échange d'une déviation aux règles à l'avantage des corrupteurs.¹¹²

¹¹² Cette interaction entre les deux formes d'accaparement étatique est notamment mise en avant dans un constat fait par S. Guriev et A. Rachinsky, op.cit, « (...) *the oligarchs are now better off starting to pay higher taxes rather than continue to be blackmailed and therefore milked by bureaucracy. Certainly, corrupt bureaucrats prefer bribes to taxes, but by advocating higher taxes and transparency, oligarchs can circumvent the bureaucrats by directly appealing to voters.* » Il semble cependant peu probable que les oligarques se fassent les grands défenseurs de la taxation. Le système des pots-de-vin persiste donc.

II-Accaparement étatique interne : corruption administrative et appropriation des privilèges liés à la fonction

D'après la conception développée par la Banque Mondiale, la corruption administrative est vue comme étant une « imposition intentionnelle de déviation aux lois, règles, contrôles en vue de procurer des avantages à certains acteurs étatiques ou non-étatiques en satisfaisant les intérêts privés de responsables publics. ». Cette étude oppose ainsi « corruption administrative » à « accaparement de l'État » qui est plutôt un mouvement actif de certains individus qui font pression sur certains responsables en vue de satisfaire leurs intérêts propres. Cependant, la corruption administrative peut être vue comme un accaparement de la fonction par les fonctionnaires en vue d'en retirer des privilèges personnels. Cette vision sera ici choisie. La corruption administrative constitue donc, dans ce cadre, une forme d'accaparement que nous qualifierons d' « interne ». Ce type d'accaparement étatique semble primordial puisque la corruption au sein du secteur public semble avoir un impact très fort sur les citoyens qui sont, dans leurs activités courantes, confrontés aux fonctionnaires¹¹³ et ce, puisque, « dans la vie quotidienne, la domination est administration. »¹¹⁴ De plus, ainsi que cela a été précédemment mentionné, l'imbrication des sphères politico-administrative et économique confère à la corruption une ampleur systémique. Le rôle fondamental exercé par les fonctionnaires lors de la planification socialiste de l'économie paraît s'être, dans

¹¹³ Grodeland, Koshesheckina, Miller, « Foolish to Give and Yet More Foolish Not to Take », « (...) *public sector corruption is far more annoying and disturbing to daily lives of people* »; la corruption au sein du service public, ayant un effet sur les activités courantes des citoyens peut s'avérer pire que la corruption dans le milieu des affaires: « *the public do not always feel as threatened by corrupt businessmen as they do by corrupt officials.* »

¹¹⁴ Max Weber, op.cit, p.294

une certaine mesure, perpétué pendant la phase de transition, la séparation capital/gestion n'étant pas toujours des plus claires. Il est certain que, par rapport aux prérogatives et attributs des fonctionnaires énoncés dans la conception idéaltypique wébérienne, de nombreuses entorses peuvent être notées dans le cas russe.

1-Appropriation de la fonction et satisfaction d'intérêts personnels

a)-Attributs wébériens des fonctionnaires dans l'idéal-type légal-rationnel

« (...) le détenteur légal-type du pouvoir, le "supérieur", lorsqu'il statue, et partant, lorsqu'il ordonne, obéit pour sa part à l'ordre impersonnel par lequel il oriente ses dispositions »¹¹⁵

Le caractère impersonnel de l'autorité légal-rationnelle est fondamental car il garantit l'absence de partialité dans l'application de règlements ou de lois. En résumé, le terme « impersonnel » signifie que les « règles édictées s'appliquent à tous et n'appartiennent à personne en propre ».¹¹⁶ La bureaucratie qui, dans une conception idéaltypique, « serait une organisation où ni la tradition ni le charisme n'entrerait en ligne de compte » devrait être exclusivement régie par des règles légales-rationnelles. Alors que le terme « légal » insiste sur le fait que les règles constituent le seul fondement valable de l'autorité, le terme « rationnel » met l'accent sur la nécessaire adéquation entre les moyens et les fins.¹¹⁷

En vertu du principe de suprématie du droit, des règles écrites, très précises, doivent encadrer l'activité des responsables de la fonction publique qui ne doivent obéir qu'en tant que membres du groupe et seulement à des règlements impersonnels. Cette étape préliminaire essentielle de formalisation des règles empêche l'improvisation

¹¹⁵ Max Weber, *op.cit.*, p. 291

¹¹⁶ James Ian Gow, M. Barrette, S. Dion et M. Fortman, Introduction à l'Administration Publique: Une Approche Politique, Gaëtan Morin Ed., 1993, p.168

¹¹⁷ *Ibid.*

irrationnelle de règlements et concerne aussi bien « la définition des tâches, la nature des rapports d'autorité, les plans de carrière que les modalités de sanctions ». ¹¹⁸ Or, il semble que la définition précise des attributs des fonctionnaires ait fait défaut lors de la période de transition. Jusqu'au 1^{er} janvier 1997, la base légale utilisée par les autorités était le code criminel soviétique promulgué en octobre 1960. ¹¹⁹ La délimitation du champ d'action des membres de la fonction publique y était peu précise et ce code ne correspondait pas aux nouvelles exigences apparues avec l'introduction de l'économie de marché. En vertu de l'article 175, fournir des pots-de-vin figurait parmi les interdictions mais aucune précision supplémentaire n'était mentionnée. Il est clair qu'on est ici bien loin de la formalisation précise des règles prévues dans la théorie wébérienne. De plus, le passage à l'économie de marché a engendré l'apparition de nouvelles activités ce qui a compliqué la définition stricte et précise des tâches exécutées par les fonctionnaires. Les attributions spécifiques à chacun n'ont pu être clairement établies, ce qui vient en contradiction avec le principe fondamental de spécialisation du personnel administratif.

Étant donné l'importance de critères méritocratiques et impersonnels dans le « recrutement, le traitement, la promotion et la sanction » ¹²⁰, la carrière du fonctionnaire doit être encadrée et codifiée par un corpus de règles. Or, les changements politico-économiques de la période de transition sont venus bouleverser la hiérarchie administrative précédemment établie. Dans toute organisation bureaucratique, un principe inaliénable doit être appliqué. Il s'agit de la séparation totale de la direction administrative des moyens d'administration et d'acquisition. Ainsi, « les fonctionnaires,

¹¹⁸ Gow, Barrette, Dion et Fortman, op.cit, p. 170

¹¹⁹ John M. Kramer, « The Politics Of Corruption », *Current History*, octobre 1998, p. 329: « *A code that was the product of a totalitarian state that placed minimal stress on delimiting and restricting the behavior of public officials.* »

¹²⁰ Gow, Barrette, Dion et Fortman, op.cit, p. 171

les employés, les travailleurs de la direction administrative ne sont pas en possession des moyens pratiques d'administration et d'acquisition (...).¹²¹ Ressources liées à la fonction et ressources privées doivent être parfaitement différenciées. L'appropriation du poste par les fonctionnaires est ainsi proscrite. En plus des salaires fixes précédemment mentionnés et de la non-appropriation du poste, Weber établit certaines caractéristiques des fonctionnaires qui, dans une direction administrative-bureaucratique, sont « personnellement libres, et n'obéissent qu'aux devoirs objectifs de leur fonction ». Leur fonction doit donc être traitée comme leur « unique et principale profession ».¹²²

Or, selon des données du Social Capital Survey fournies par Richard Rose, il semble que moins de deux russes sur cinq reçoivent, de manière régulière, la pension ou le salaire auxquels ils ont pourtant droit.¹²³ Le revenu réel moyen des russes a enregistré une baisse substantielle de plus de 40% entre 1990 et 1998.¹²⁴ Cette carence fondamentale n'est pas sans avoir des répercussions majeures sur l'exercice des fonctions administratives. N'étant payés par « des appointements fixes », l'extraction d'autres formes de rémunération devient nécessaire.¹²⁵ Il semble alors évident que ce type de situation constitue un fort incitatif à la mise en place de pratiques non-transparentes de pots-de-vin. Une application rigoureuse des règles qui transcende les intérêts personnels est effectivement gravement mise en danger par le non-paiement de salaires.¹²⁶ Cette

¹²¹ Max Weber, op.cit., p. 293

¹²² Ibid. p.294

¹²³ Richard Rose, « When government fails : Social Capital in an Antimodern Russia »: « *The Social Capital Survey found that fewer than 2 in 5 russians routinely received the wage or pension to which they are entitled* », p.62

¹²⁴ Max Weber, *Économie et Société*, pp.291 à 295

¹²⁵ Voir annexe D, tableau 12, en prenant 1990 comme année de référence pour le revenu donc en considérant que 1990=100, l'année 1998=57.1, soit une baisse substantielle de revenu de 42.9%.

¹²⁶ Pour l'évolution générale des salaires en Russie, voir annexe D, tableaux 11 et 12

¹²⁶ Voir annexe D, graphique 8, p.18: « Niveau des Salaire et Corruption » tiré de Vito Tanzi, *Corruption Around the World : Causes, Consequences, Scope and Cures*, IMF Working Paper, Mai 1998

situation vient entacher l'efficacité des organisations bureaucratiques. Cela a pour corollaire le développement de réseaux informels parallèles qui permettent aux citoyens d'obtenir des services.¹²⁷

b-) Dynamique de la corruption : le droit comme marchandise

« Le droit juridique et constitutionnel est, de fait, la seule marchandise que les fonctionnaires, à tous les niveaux de l'appareil administratif, gèrent comme monopole ».¹²⁸

La définition d'Alatas qui désigne la corruption comme étant un «abus de confiance (*trust*) dans l'intérêt d'un gain privé»¹²⁹ apparaît, dans cette optique, intéressante puisque l'accent est mis sur la satisfaction d'un intérêt personnel. Deux types de corruption sont identifiés: la «corruption de transaction», définie comme un arrangement mutuel entre un donateur et un receveur et garantissant un intérêt réciproque et, à un niveau plus élevé, la «corruption d'extorsion» assimilée à un chantage où le plus faible cède aux menaces. Nous nous concentrerons, dans notre étude, sur la « corruption de transaction » ainsi que sur les modalités de mise en place du processus transactionnel entre les divers acteurs impliqués.

L'existence de pratiques de « gratification » ou « initiative de corruption partant du fonctionnaire » ne peut être possible sans une autre pratique qui s'avère complémentaire, la « concussion » ou corruption initiée par des agents externes. Or, quels sont les mécanismes qui, de façon plus particulière, lient ces deux dynamiques? Ces relations ne sont pas clairement séparées puisque « gratification et concussion ne

¹²⁷ Le lien entre les failles du système étatique et l'émergence de réseaux informels sera analysé ultérieurement. Voir II-2, parties a) et b)

¹²⁸ Igor Kliamkine et Lev Timofeev, *La Russie de l'Ombre*, Paris, Presses de la Cité, 2003, p. 33

¹²⁹ Syed Hussein Alatas, *Corruption: Its Nature, Causes and Consequences*, Aldershot, Avebury, 1990

sont pas deux phénomènes, mais deux segments du même marché ». ¹³⁰ La frontière est, par conséquent difficile à tracer. Il semble pourtant que partir de la notion du droit, si centrale à l'analyse wébérienne, soit une perspective intéressante. Un entrepreneur qui, par exemple, accepterait de verser des pots-de-vin à un fonctionnaire en échange d'avantages pour son entreprise, ne respecterait pas le droit juridique formel mais ferait plutôt référence à « des normes de droit coutumier selon lesquelles la décision du fonctionnaire équivaut à une marchandise qui a un prix. » ¹³¹ Ce dualisme juridique présent en Russie est un élément important puisqu'il permet de mieux saisir l'origine des distorsions au respect de règles impersonnelles : « À côté du pouvoir législatif, qui régule les relations juridiques, existe un droit coutumier qui fonctionne de manière créative ». ¹³² Dans ce système parallèle mis en place, sont « légaux » les frais de corruption prévisibles liés à l'activité de sociétés intermédiaires organisées et « illégaux » tous les frais imprévisibles, irréguliers, les exactions. Bien qu'une telle vision puisse paraître provocante, elle a le mérite de mettre l'accent sur l'ampleur du phénomène de corruption en Russie. Ainsi, « l'idée même du légal et de l'illégal ne correspond plus au code juridique qui reste un idéal inaccessible (...) mais aux normes pratiques du droit coutumier. » ¹³³ Sur le plan fonctionnel, il semble qu'en exécutant les lois, certains fonctionnaires corrompus les soumettent à toute une série de règles, créant ainsi artificiellement un déficit de droits. La vente de licences et d'autres permissions, en échange desquelles ils perçoivent une rente, correspond à la simple satisfaction d'intérêts

¹³⁰ Kliamkine et Timofeev, op.cit., p. 33

¹³¹ Ibid., p. 35. Voir annexe E, tableau 25, p. 24 pour quelques prix officiels des divers services administratifs.

¹³² Alexandre Khlopine, « La coutume contre la Loi » in Problèmes Politiques et Sociaux, n.814, série Russie n.133, p. 19; citation de B. Kistiakovski.

¹³³ Ibid. p. 45

qui leur sont propre.¹³⁴ Dans ce contexte de parfaite appropriation des ressources liées à la fonction, l'accaparement étatique interne est bel et bien effectif. L'imbrication des intérêts des divers acteurs impliqués dans le processus de gratification/concussion garantit la relative stabilité de cet ordre basé sur des « motifs rationnels en finalité ». On est, dans cette perspective, fort éloigné des caractéristiques d'exemplarité des droits et des devoirs d'un ordre « légitime ». Il semble d'ailleurs que le degré d'enchevêtrement des intérêts entre les divers partenaires puisse influencer sur le niveau de corruption : « plus les intérêts des fonctionnaires et des entrepreneurs sont étroitement liés, plus la corruption devient importante. »¹³⁵

Afin d'opérer une réduction optimale de la corruption, la tâche des gouvernants devrait justement être de « structurer les récompenses et pénalités des agents et des clients ». Cela doit cependant aller de pair avec l'édification d'un corpus légal précis et adapté. Or, ainsi que cela a été précédemment vu, ce point apparaît problématique. Des déclarations formelles et juridiques auraient dû accompagner la conversion de biens publics en biens privés. Or, ce « déficit aigu de lois » semble avoir été propice au développement d'une marchandisation des prérogatives des fonctionnaires qui, grâce à la nature de leurs fonctions, possédaient des avantages certains sur le reste de la population. D'après une équation proposée par Klitgaard, il serait ainsi possible de schématiser la corruption comme suit :

$$\text{CORRUPTION} = \text{MONOPOLE} + \text{DISCRÉTITION} - \text{IMPUTABILITÉ}^{136}$$

¹³⁴ KIAMKINE et TIMOFEEV, *op.cit.*, p. 32

¹³⁵ *Ibid.* p.53

¹³⁶ Robert Klitgaard, Controlling Corruption, University of California Press, Berkeley, 1988, p.194; cité par James Ian Gow, « Avantages de l'Approche Socio-Anthropologique dans l'étude de la corruption

Ce schéma met, semble-t-il, bien l'accent sur la combinaison des différents facteurs qui peuvent expliquer l'accaparement étatique par une partie des membres de la fonction publique : les privilèges liés à la fonction et l'existence de forts pouvoirs discrétionnaires. Quant au délicat problème de l'imputabilité qui, en théorie, oblige les administrations publiques et les gestionnaires à rendre compte de leur gestion, il soulève, de manière plus fondamentale, une question politique. L'imputabilité semble, en effet, être liée à des « problèmes politiques de fond tels que la place de l'administration dans l'appareil d'État, son contrôle par des acteurs politiques responsables et les différents moyens institutionnels de contrôle. »¹³⁷ Cependant, à la lumière de certaines données statistiques selon lesquelles seulement 9% des répondants affirment que l'honnêteté est la principale caractéristique de leur Président, il est possible de douter de la réelle bonne volonté des autorités russes en matière de lutte anti-corruption.¹³⁸ Il semble que la lutte contre la corruption soit plutôt instrumentalisée par le pouvoir à des fins politiciennes.

En 1992, Boris Eltsin annonce effectivement la création de « l'Inspection Générale du Kremlin » et affirme qu'il s'agit de la première d'une des nombreuses campagnes anti-corruption. Il nomme Iouri Boldyrev à la tête de cette commission. Celui-ci entreprend un travail efficace et démasque les escroqueries du maire de Moscou, les fraudes au sein du service d'État aux privatisations avec un proche et les irrégularités dans l'armée. Il se trouve que Iouri Loujkov, maire de Moscou, Anatoli Tchoubaïs qui dirige les privatisations et Pavel Gratchev, Ministre de la Défense, sont tous des proches de Boris Eltsin. Or, celui-ci se montre plus enthousiaste à lutter contre la corruption de

administrative » in Hommage à Vincent Lemieux. La Science Politique au Québec. Le Dernier des Maîtres Fondateurs, Presses de l'Université Laval, 2003

¹³⁷ Ouellet, « L'imputabilité de qui et au nom de quoi? » In Débat sur l'Imputabilité, Québec, CEPAQ, 1984

¹³⁸ John M. Kramer, «The Politics of Corruption », Current History, Vol.97, n.621, Octobre 1998, p. 329

ses ennemis politiques qu'au sein même de son clan.¹³⁹ I. Boldyrev est limogé et remplacé par Alexei Iliouchenko. Ce dernier, devenu embarrassant pour le pouvoir est également démis de ses fonctions. Un des obstacles majeurs à l'inefficacité de la lutte anti-corruption semble être sa politisation et l'utilisation opportune des *kompromaty* ou documents compromettants.¹⁴⁰ Il semble donc que l'appartenance à la classe dirigeante confère à ses membres une importante protection politique et, par conséquent, une certaine impunité dans l'exercice de leurs activités. Les paramètres « monopole » et « discrétion » sont ainsi particulièrement particulièrement présents dans le cas russe. Les mécanismes devant conduire à une maximisation de l'imputabilité des serviteurs de l'État semblent, quant à eux, faibles. Le niveau de corruption au sein de la fonction publique s'avère donc élevé.

Selon des données fournies par la Banque Mondiale¹⁴¹, presque 70% des entreprises russes affirment avoir déjà payé des versements officiels¹⁴² et avouent consacrer environ 4% de leur revenu annuel au paiement de pots-de-vin destinés à des fonctionnaires.¹⁴³ Ces versements occultes peuvent être effectués pour faciliter l'obtention de certains contrats avec le secteur public, acheter des licences, éviter la taxation, les droits de douane ou encore influencer des décisions judiciaires.¹⁴⁴ Ce

¹³⁹Brian Whitmore, « Russia's Top Crime Fighter », cité dans « Impuissance des Contre-Pouvoirs » in Problèmes politiques et sociaux, Série Russie 136, n.833, p.48

¹⁴⁰ Koutcherena, Anatoli, « Strachnaïa vlast » (« un terrible pouvoir »), cité dans « La Tyrannie des Kompromaty », Problèmes politiques et sociaux, n.833, série Russie n.136, 2000, 47-48

¹⁴¹Joel S. Hellman, Geraint Jones, Daniel Kaufmann et Mark Schankerman, Measuring Governance Corruption and State Capture: How Firms and Bureaucrats Shape the Business Environment in Transition Economies, Rapport préparé pour la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement et la Banque Mondiale, 2003; Résultats du BEEPS (*Business Environment and Enterprise Performance Survey*) dont la méthodologie a été décrite en introduction.

¹⁴² Ibid. p.34; voir annexe B, graphique 6, p.7 : « Proportion of firms admitting to paying bribes »

¹⁴³ Ibid. p.35; voir annexe B, graphique 7, p.8 : « On average, what percent of revenues do firms like yours typically pay per annum in unofficial payments to public officials? »

¹⁴⁴ Banque Mondiale, Measuring Governance Corruption and State Capture: How Firms and Bureaucrats Shape the Business Environment in Transition Economies, p.37; en Russie, la proportion moyenne des

Le système semble d'ailleurs fonctionner puisque plus de 80% des compagnies interrogées révèlent qu'elles obtiennent généralement le service pour lequel elles ont payé.¹⁴⁵

La vision idéaltypique des fonctionnaires qui ne suivent que les maximes impersonnelles du droit et qui n'obéissent « qu'aux devoirs objectifs de leur fonction » semble singulièrement contraster avec la situation transitionnelle en Russie. D'après une enquête menée par V. Boïkov¹⁴⁶, des données révèlent que l'honnêteté est une valeur importante pour seulement un fonctionnaire sur deux, le sens des principes pour quatre fonctionnaires sur dix et le respect des droits et libertés pour un fonctionnaire sur sept.¹⁴⁷ En ce qui concerne les plus jeunes,¹⁴⁸ seulement 7.8% d'entre eux estiment qu'il est bon d'avoir ces qualités. D'après ces statistiques, il semble que la priorité accordée à l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt général risque de se perpétuer. Afin de dépasser les simples constats chiffrés relatifs à l'accapement interne, il serait intéressant d'explorer une dimension plus sociologique du phénomène : la personnalisation des rapports sociaux.

2- Hybridité des relations État-citoyen : importance de la personnalisation des rapports sociaux

a-) Influence des échanges sociaux sur les relations économiques

La pots-de-vin affectée à chaque service est établie comme suit: licences (20.4%), éviter taxation (18.5%), les droits de douane (8.8%), liens avec services publics (11.7%), influencer le système légal (2.8%). Voir annexe B, tableau 6, p.8 pour détails : « The average proportion of bribes spent on each service ».

¹⁴⁵ Annexe B, graphique 5, p.7

¹⁴⁶ Vladimir Boïkov, « Une Ressource pour les fonctionnaires », *Problèmes politiques et sociaux*, n.833, 2000, p.27. Enquête menée par le Centre d'information sociologique de l'Académie russe de la fonction publique sur commande du ministère du Travail et du Développement social sur un échantillon de 1 351 fonctionnaires des organes exécutifs fédéral et régional en octobre 1997.

¹⁴⁸ Ibid. Groupe des fonctionnaires de moins de trente ans.

*« (...) the officialized and personalized public spheres should be seen not in terms of dichotomy and divide but (...) in terms of dialogic coexistence or hybridity ».*¹⁴⁹

Cette référence à l'imbrication entre les relations officielles, codifiées par des lois et règlements précis, et les rapports personnalisés, vient en contradiction directe avec les principes d'impersonnalisation de l'échange tels que développés par A. Hirshman.¹⁵⁰ Dans cette optique d'« atomisation sociale »¹⁵¹, aucune place ne doit être accordée aux « relations récurrentes ou continues » qui conduiraient les acteurs « à bien se connaître les uns les autres ».¹⁵² Peut-on cependant ne considérer que les éléments épurés de la rationalité économique sans prendre en considération les réseaux relationnels que nouent les individus entre eux? Il semble que cette option théorique soit très réductrice. Max Weber dans L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme¹⁵³, insiste sur le « lien entre réussite économique et l'appartenance à une communauté »¹⁵⁴ et étudie l'importance des sectes protestantes dans la croissance économique américaine. Les sectes, par leur structure très particulière, assuraient un encadrement très précis des activités de leurs membres qui devaient faire preuve de certaines qualités morales. En échange, les bons sujets bénéficiaient d'une reconnaissance sociale qui facilitait le bon déroulement des rapports économiques. De la même manière, l'exclusion d'une secte avait pour conséquence « la perte du crédit économique et le déclassement social ».¹⁵⁵ Selon toute vraisemblance, il existe donc une certaine « concordance entre le type de

¹⁴⁹ Alexei Yurchak, « Entrepreneurial Governmentability in Post-Socialist Russia » in V. Bonell et T. Gold (Ed.), The New Entrepreneurs of Europe and Asia, Armonk, NY, 1999

¹⁵⁰ Albert Hirshman, cité par S. Plociniczak, p.2

¹⁵¹ Sébastien Plociniczak, Création de Petites Entreprises, Réseaux et Capital Social Local des Entrepreneurs, 4th Congress on Proximity Economics : Proximity, Networks and Coordination, Juin 2004, p.2

¹⁵² Albert Hirschman, 1986, p.123, cité par S. Plociniczak, p.2

¹⁵³ Max Weber, L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, 2000, pp.94-97

¹⁵⁴ Sébastien Plociniczak, op.cit., p.7

¹⁵⁵ Max Weber, L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, 2000, pp.311-312

relation sociale que nouent et entretiennent les individus et les transactions qu'ils réalisent ». ¹⁵⁶ Or, par quels mécanismes précis l'existence de rapports personnalisés entre l'administration et les citoyens a-t-elle, dans le cas russe, pu avoir un effet pervers en facilitant l'amplification du processus de « marchandisation » des services par certains fonctionnaires?

Ainsi que cela a été précédemment analysé, il semble incorrect de prétendre à une totale indépendance du domaine économique qui serait ainsi imperméable à toute influence sociale. À l'instar de Karl Polanyi, il serait plus judicieux de prendre en considération le fait que l'économie ne puisse être comprise en des termes strictement individualistes car elle apparaît plutôt comme « encadrée et insérée au sein d'institutions économiques et non-économiques ». ¹⁵⁷ Polanyi souligne notamment l'importance de tout un ensemble de règles sociales, politiques et culturelles dans les sphères de production et d'échanges économiques. On rejoint ici, d'une certaine manière, l'argument apporté par Max Weber sur le rôle fondamental des relations interpersonnelles au sein de groupes unifiant et codifiant les comportements. Karl Polanyi distingue trois types principaux de modes d'intégration (« *embeddedness* ») ou modes de transaction : la réciprocité, la redistribution et l'échange. Par réciprocité, il entend « des mouvements entre points de corrélation de groupes symétriques », c'est-à-dire essentiellement le phénomène de faveurs rendues réciproquement (« don » et « contre-don »). Par « échanges », sont désignés les échanges symboliques ou marchands. Le principe de « redistribution » implique, quant à lui, la présence d'un centre répartiteur. Dans ce dernier phénomène, « des mouvements d'appropriation en direction d'un centre, puis de celui-ci vers

¹⁵⁶ Renaud Phelizon, Économie procédurale, nouvelle sociologie économique et réseaux, thèse, faculté de Sciences Économiques et de Gestion, Université Lyon 2, 1997

¹⁵⁷ Karl Polanyi, La Grande Transformation, Gallimard, Paris, 1983, p.245

l'extérieur », se produisent.¹⁵⁸ Or, dans le cas où le système étatique de redistribution serait défaillant, on pourrait penser que cela pourrait favoriser le recours aux autres pratiques, à savoir la réciprocité ou/et les échanges marchands. Voyons donc en quoi ce type d'hypothèse pourrait se vérifier dans le cas russe.

b) Défaillances du système de redistribution et recours aux réseaux informels

« Where antimodern practices are rampant, the immediate need is not to change the values and attitudes of the mass of the population; it is to change the way the country is governed »¹⁵⁹

Il semble que ce dualisme entre organisations bureaucratiques modernes et réseaux informels qualifiés d' « antimodernes » par Richard Rose, ait été, depuis une époque bien antérieure à la transition, une caractéristique de la Russie. Cependant, étant donné les profondes défaillances étatiques lors de la période transitionnelle, ces réseaux semblent avoir pris de l'ampleur : « *Russia appears to be a modern society in terms of its physical and human capital. However Russians continue to rely on unmodern networks to get by amid the turbulence of transformation.* »¹⁶⁰ Revenant sur les caractéristiques du régime soviétique, il note la coexistence de deux modes organisationnels : un système qualifié de « sur-bureaucratisé » ou « *over-organized* » dans lequel l'appareil bureaucratique est chargé de la gestion du patrimoine collectif, et un système « sous-bureaucratisé » ou « *under-bureaucratized* » correspondant à l'existence de réseaux informels subversifs qui s'opposent à la centralisation étatique prônée par le régime soviétique.¹⁶¹ Ces réseaux sont qualifiés d' « informels » car ils sont évidemment

¹⁵⁸ Polanyi, op.cit.

¹⁵⁹ Richard Rose, « When Government Fails : Social Capital in an Antimodern Russia », p. 69

¹⁶⁰ Richard Rose, op.cit, p. 57

¹⁶¹ Ibid.

dépourvus de toute reconnaissance légale¹⁶² et peuvent jouer le rôle d'organe de substitution dans le cas de défaillance des organisations bureaucratiques de type moderne.¹⁶³

Max Weber avait avancé l'idée fondamentale selon laquelle « les réseaux de relations entre individus socialement proches pouvaient être un instrument influençant de manière décisive l'activité économique. »¹⁶⁴ L'importance des réseaux paraît, dans le cas russe, être un paramètre majeur pour comprendre la personnalisation des relations économiques. À l'époque de l'URSS, le recours à des pratiques souterraines semble avoir été fréquent car l'État ne comblait pas les besoins de la population dans divers domaines tels « le transport, la construction de logements, la réparation de maisons et d'autos, la location de chambre et la production clandestine de biens ».¹⁶⁵ Ces secteurs reposaient donc, dans une large mesure, sur « des services privés et illégaux ».¹⁶⁶ A. Yurchak¹⁶⁷ introduit une distinction intéressante entre relations publiques officielles (« *officialized-public sphere* ») et relations publiques-personnalisées (« *personalized-public sphere* »). Il définit ainsi deux types de relations publiques qui peuvent coexister voire même s'entremêler dans le cadre d'une coexistence dialogique. Ce particularisme n'est pas né avec l'introduction à l'économie de marché puisque les exemples du caractère hybride des relations publiques se trouvent à l'époque soviétique. Ainsi, les directeurs d'industries soviétiques devaient-ils remplir avec succès les exigences de

¹⁶² Ibid. p.58 : « *Informal networks are institutions in the sociological sense of having pattern and receiving interactions. But they are not formal organizations because they lack legal recognition.* »

¹⁶³ Ibid. p.63. Voir tableaux 23 et 24, p.23 (annexe E).

¹⁶⁴ Sébastien Plociniczak, op.cit., p.7; le rôle de Weber dans la prise en considération des relations sociales dans la sphère économique est souligné.

¹⁶⁵ Luc Duhamel, « La Criminalité économique en URSS, ses formes et son ampleur », Revue d'Études Comparatives Est-Ouest, septembre 1989

¹⁶⁶ Ibid.

production prévues dans les plans. Parallèlement à cela, ces directeurs étaient impliqués dans plusieurs arrangements personnalisés avec divers acteurs comme les travailleurs, les commissions de vérification ou encore les fournisseurs. Dans la perspective publique officielle, les objectifs étaient atteints et les rapports confirmaient les bons résultats. Cependant, si l'on se plaçait dans la sphère publique personnalisée, les résultats finaux avaient en fait subi quelques réinterprétations. L'existence simultanée de ces deux circuits complique considérablement la compréhension des relations publiques.

Cela nous amène ici au concept de *blat* ou système de contacts informels et des réseaux personnels qui était utilisé pour contourner les rationnements soviétiques, développé par Alena Ledneva. Ces contacts sociaux étaient noués sur la base d'une confiance et d'une sympathie mutuelle et faisaient souvent appel à des réseaux amicaux, familiaux ou de connaissances proches.¹⁶⁸ Cependant, ce système de réseaux s'exerçait également de manière verticale et le recours à des personnes bénéficiant de postes-clé était souvent nécessaire. Ce point est, pour notre étude, particulièrement intéressant puisque l'on revient au principe d'accaparement de la fonction et d'extraction de bénéfices liés au poste occupé : « *occupational positions thus provided access to different kinds of resources – material resources as well as contacts, time and information – which could be involved in informal exchanges.* »¹⁶⁹ Alena Ledneva note également la

¹⁶⁸ Les variables culturelles sont parfois utilisées pour expliquer certaines tendances économiques au sein des sociétés. Selon cette conception, les sociétés collectivistes reposent plus sur l'influence de la tradition et se montrent plus méfiantes envers la rationalité économique du marché qui contraste singulièrement avec leur culture d'échanges informels. La Russie correspondrait à ce cas. Les sociétés à tradition individualiste seraient, quant à elles, plus favorables à l'économie de marché (A. Grief, « Cultural Beliefs in the Organization of Society : A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies », *Journal of Political Economy*, Vol.5, n.103, 1994). Cette perspective culturelle ne sera pas traitée dans notre étude.

¹⁶⁹ Alena Ledneva, *Russia's Economy of Favors*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 127. Voir graphiques et illustration en annexe sur l'importance des réseaux à l'époque soviétique. Le mot *blat* viendrait du terme *Blatt* en Allemand qui signifie feuille, liste. Il serait entré dans le vocabulaire russe

présence, au sein des réseaux de *blat*, de cadres du PCUS ou autres représentants soviétiques qui détenaient de nombreuses informations : « *Cadres were seen as the most adept blat practitioners (...). Another important resource which cadres could handle better than others was information.* »¹⁷⁰

La question de la nature même de ces échanges informels regroupés sous le terme de *blat* est sujette à débats. Alena Ledneva insiste sur le principe de réciprocité sur lequel cette forme de contact social semble reposer. La confiance réciproque est effectivement nécessaire et l'intérêt mutuel est d'arriver à la satisfaction des besoins des deux acteurs engagés dans l'échange et, dans un sens plus large, à la reproduction des relations sociales.¹⁷¹ Ce système pourrait être défini comme se situant « entre le cadeau et la marchandise » (« *between gift and commodity* ») et correspondrait généralement¹⁷², d'après la typologie établie par Polanyi, à une relation de « réciprocité ».

Lors du passage à l'économie de marché, la nature et la fonction des liens interpersonnels et des réseaux semblent avoir subi quelques modifications. A. Ledneva constate notamment que le côté « fonctionnel » ou rationnel a, dans le système post-soviétique, pris le dessus sur l'aspect « social » qui prédominait à l'époque de l'URSS. Ainsi, alors que les contacts étaient, auparavant, majoritairement marqués par des

après 1918 avec le retour des prisonniers russes en Allemagne. Selon leur travail, leur attitude, ils recevaient un meilleur traitement, des faveurs ou des privilèges.

¹⁷⁰ Ibid.

¹⁷¹ Alena Ledneva, op.cit., p.142: « *Reciprocity in blat relations is created and preserved by a mutual sense of fairness and trust, in which each side takes responsibility as the recipient both for his/her satisfaction and that of the other. People trusted each other because they knew one good turn deserved another and this was in their mutual interest.* »

¹⁷² Ibid. p.152. A. Ledneva insiste sur le fait que les relations de *blat*, bien qu'elles soient généralement basées sur la réciprocité, ne correspondent pas toujours à ce schéma. Des services ou cadeaux symboliques pouvaient être fournis de manière unilatérale. Le cas le plus typique de cette relation est certainement le « régime de statut » ou « *regime of status* » dans lequel une personne occupant un poste important peut rendre un service. Cette relation est alors asymétrique puisqu'un service équivalent ne pourra lui être rendu par une personne occupant un rang inférieur : « (...) *the value and character of favours are such that they cannot be repaid in principle.* »

considérations humaines (amitié, entraide), ils deviennent désormais motivés par des valeurs individualistes (poursuite de l'intérêt individuel et réalisation mutuelle de profit).¹⁷³ De plus, lors de l'époque socialiste, le salaire des bureaucrates était peu élevé mais un système étatique de privilèges venait compenser ce problème. Or, ainsi que cela a été précédemment mentionné, les salaires, au moment de la transition, n'étaient plus correctement versés. Les anciens privilèges n'existaient plus. L'argent devient alors la ressource la plus recherchée : « *Today privileges are nothing in comparison with what one can get for money. Money has become the most urgent need for everybody.* »¹⁷⁴

Avec l'introduction du capitalisme, les relations entre les entreprises et l'État (déclarations douanières, paiement de taxes, rapports officiels) se déroulent dans le cadre de la sphère publique officielle. Cependant, les rapports entre les entreprises¹⁷⁵ et leurs intermédiaires, les accords verbaux avec certains responsables publics se font au sein de la sphère publique personnalisée. Par exemple, certains responsables n'hésitent pas à exploiter les failles légales. D'après un exemple cité dans l'étude d'Anatoly Yurchak, les lois sont écrites de telle manière que les douaniers peuvent décider une taxe de 5 ou de 25% pour un produit identique. En effet, tout dépend de la nature du produit considéré. Si le produit est perçu comme pièce, la taxe est de 5% mais si, par contre, ce même produit est vu comme un produit fini complet, la taxe sera de 25%. Les négociations et les contacts de la sphère personnalisée jouent donc ici un rôle majeur. En résumé, on pourrait conclure qu'au sein de la sphère publique officielle, les fonctionnaires se conduisent en tant que représentants de l'ordre et de l'État de droit. Cependant, de

¹⁷³ Ibid. p. 200 : « (...) *their social charge (implied by blat) seems to have been undertaken by their functional(calculated) one.* »

¹⁷⁴ Alena Ledneva, op.cit. p. 202

¹⁷⁵ Voir annexe E, schéma 5, p.21 et tableau 22, p.22 pour un aperçu des diverses stratégies transactionnelles des entreprises russes.

manière simultanée, ces mêmes fonctionnaires peuvent agir en contradiction avec les intérêts étatiques en assurant le transfert de ressources publiques (pouvoir, information, protection) auxquelles ils ont un accès privilégié, dans leur sphère publique-personnalisée. La fonction qu'ils occupent permet donc d'assurer la jonction entre les deux sphères publiques¹⁷⁶. L'accaparement par les fonctionnaires de leur poste et l'exploitation du monopole d'accès à certaines ressources dont ils bénéficient est évidemment un frein à l'établissement de principes strictement légal-rationnels.

De nombreux bureaucrates se livrent effectivement à de véritables opérations d'extorsion (*vykolachivat*) monétaire. Les habitudes de négociations, semble-t-il, changent également puisque le terme « *discount* » (*diskaunt*) fait son apparition et remplace les traditionnelles demandes de pots-de-vin (« *bribes* ») : « *Nobody asks for bribes, but rather ask for and propose discounts* ». ¹⁷⁷ Dans les faits, on assiste à un véritable processus de monétarisation de la corruption. Dans les termes de Polanyi, il s'agirait donc bien « d'échanges marchands » qui sont venus remplacer les relations de « réciprocité » préexistantes. La fonction même des contacts a ainsi été modifiée : « *Before, the function of contact was to facilitate favourable treatment through his/her position of knowledge of the official* ». Dans la Russie post-communiste, la personnalisation des contacts a alors plutôt pour but de faciliter le versement d'argent à une personne ressource dans le but d'obtenir un traitement favorable : « (...) *facilitating*

¹⁷⁶ Alexei Yurchak, « Entrepreneurial Governmentability in Post-Socialist Russia » in V. Bonell et T. Gold (Ed.), *The New Entrepreneurs of Europe and Asia*, Armonk, NY, 1999; « *In officialized-public sphere such officials conscientiously act as guardians of the state's law making (...). At the same time, the same officials may act in ways that contradict the state's interests by moving the official state's resources, to which they have unique access (state power, information and protection), into personalized-public sphere. These officials use their position as a valve for connecting the two public spheres.*»

¹⁷⁷ Ibid. p. 202

payment to the official in exchange for favourable treatment. »¹⁷⁸ Cependant, il semble évident que, malgré les mutations relatives aux modalités des échanges interpersonnels, la structure des anciens réseaux informels ait servi dans l'organisation des opérations de corruption à l'ère post-soviétique. Afin de briser cette logique de réseaux et de contrecarrer l'accaparement interne, aurait-il, pour autant, fallu opérer des renouvellements d'effectifs plus drastiques au sein de la fonction publique?

c-)Processus transitionnel : maintien ou renouvellement de la fonction publique?

« En Russie, l'Histoire a voulu que l'appareil administratif et bureaucratique ait gardé ses prérogatives de gestionnaire ».¹⁷⁹

Les pratiques de réseautage ont fourni une structure organisationnelle fondamentale pour le développement des opérations de corruption. D'après le schéma proposé par Federico Varese¹⁸⁰, les pratiques de patronage sont la résultante d'un enchaînement de facteurs : la fin d'un monopole des moyens de production engendre une augmentation du nombre de transaction et, par conséquent, véhicule une certaine instabilité structurelle. Or, une demande de sécurité non satisfaite par l'État laisse place à un espace privé pour la satisfaction de ce type de besoin. Cependant, l'absence de fournisseurs non-autonomes pour garantir la protection de certaines transactions entraîne le développement de liens clientélistes entre le corps politico-administratif et les citoyens demandeurs de services. Les anciens fonctionnaires qui ont conservé leur fonction

¹⁷⁸ Grodeland, Koshechkina, Miller, « Foolish to Give and Yet More Foolish Not to Take », p. 674; la perspective de Ledneva est ici bien résumée: « *Ledneva suggested that one consequence of the transition towards a more market-oriented society was that the use of contacts had largely been replaced by simple monetary bribes.* »

¹⁷⁹ Igor Kliamkine et Lev Timofeev, *La Russie de l'Ombre*, Presses de la Cité, Paris, 2003, p.32

¹⁸⁰ Federico Varese, « Is Sicily the future of Russia? Private Protection and The Rise of The Russian Mafia » in *Archives Européennes de Sociologie*, vol.35, n.2, p.228, 1994; la présence de fournisseur autonomes pour garantir la protection signifie ici que la mafia se charge de cette tâche; voir annexe E, schéma 4, p.20.

pendant la période eltsinienne, bénéficiaient d'atouts majeurs pour pouvoir intervenir dans le processus de privatisation : « une asymétrie informationnelle était ainsi en place. Les réseaux socialistes étaient dans une position préférentielle pour obtenir des insiders sur des entreprises privatisées. »¹⁸¹ De plus, « ces asymétrie de départ » semblent, avec la période de transition, bénéficier « d'un effet cumulatif dépendant de l'appauvrissement net d'une partie de la population et d'une répartition inégalitaire des dits coûts de transition. »¹⁸² Effectuer des remaniements majeurs des effectifs au sein de la fonction publique n'aurait-il pas permis de minimiser l'impact des réseaux?

La perspective wébérienne met l'accent sur l'incontestable supériorité technique de la bureaucratie qui doit justement assurer les tâches d'exécution, de contrôle mais aussi de continuité dans l'action. C'est ainsi que, selon M. Weber, durant le processus de transition entre deux régimes politiques, l'appareil bureaucratique doit rester opérationnel en vertu du principe d'« indispensabilité fonctionnelle » (« *functional indispensability* »).¹⁸³ Dans cette optique, il s'avère donc peu judicieux pour le nouveau régime, de se priver de fonctionnaires expérimentés et compétents. Bien que la loyauté des anciens fonctionnaires envers le nouveau système puisse, dans un premier temps, poser quelques problèmes, l'« indispensabilité fonctionnelle » justifie leur maintien au sein de l'administration. Cette tactique de conservation de l'appareil administratif en dépit des changements politiques peut se résumer par la formule : « *New Politicians, Old Bureaucrats* ». ¹⁸⁴ Dans une vision idéaltypique, le maintien d'anciens fonctionnaires

¹⁸¹ Olga Kolesnichenko et Juliette Tendjoughian, « Insécurité et Transformation Post-Socialiste : Étude Comparative entre le Développement des Mafias en Russie et en Albanie », p. 7

¹⁸² Ibid.

¹⁸³ Max Weber, Économie et Société. Cité par G. J. Szablowski et H.U. Derlien, « East European Transitions, Elites, Bureaucracies », Governance

¹⁸⁴ G. J. Szablowski et H.U. Derlien, « East European Transitions, Elites, Bureaucracies » in Governance

lors d'un changement de régime, n'est pas du tout synonyme de risque d'accaparement interne mais contribue, au contraire, à la continuité fonctionnelle de l'appareil bureaucratICO-administratif en dépit du changement des élites politiques. En Russie ainsi que dans la plupart des pays de l'Est, cet argument wébérien a trouvé son illustration.

Cependant, cette pratique de conservation d'une bonne partie de la fonction publique peut, au niveau pratique, s'avérer problématique. Le manque de loyauté des fonctionnaires envers le nouveau régime ne risque-t-elle pas d'engendrer un sabotage de l'exécution de politiques? À ce sujet, il faudrait, semble-t-il, minimiser l'impact des résistances des fonctionnaires issus de l'ancien régime : « *the proportion of officials who have endangered their careers or their lives by resisting a new regime is not very high.* »¹⁸⁵ Cela peut notamment s'expliquer par le fait que, les bureaucrates ont souvent rejoint les rangs de la bureaucratie en raison du statut et des privilèges associés et non par pure motivation idéologique.¹⁸⁶ Bien que la question du risque de résistance politique semble ici de faible importance, la présence de fonctionnaires issus de l'ancien régime pose principalement un problème économique. L'« asymétrie informationnelle », particulièrement caractéristique d'une transition entre un régime communiste dans lequel la gestion du patrimoine collectif était confiée aux responsables publiques et un système capitaliste défini par l'existence d'une importante sphère privée, pose problème. Ce phénomène constitue effectivement un fort incitatif au recours à la corruption. Les ressources dont disposent les fonctionnaires ont désormais un prix et ce système engendre une perversion systémique de l'ordre légal-rationnel : « *the "misuse of office" entailed in*

¹⁸⁵ Ibid.

¹⁸⁶ Ibid. « *Bureaucracies are perhaps by their very nature not courageous organizations; people join them to obtain status and income, not to make a political statement.* »

corruption, means that it undermines the purpose of public institutions. »¹⁸⁷ Ce type d'agissements n'est pas isolé puisque, d'après un sondage effectué en 1997-98, 87% des hommes d'affaires russes se disaient avoir été victimes de fortes pressions bureaucratiques pour obtenir de l'argent en compensations de services administratifs rendus.¹⁸⁸ Par ailleurs, il semble que ces pressions portent leurs fruits puisque d'autres données indiquent que les versements « additionnels » peuvent dans certains cas, représenter 300 pourcent du salaire des fonctionnaires.¹⁸⁹

Afin d'effectuer une coupure nette avec l'ancien système, certains pays de l'Est (notamment la Pologne ou la République Tchèque) ont opté pour la mise en place de politiques de « purification » (« *lustration* »).¹⁹⁰ De telles pratiques pourraient s'avérer être une solution drastique pour mettre fin au risque accru d'accaparement interne par d'anciens bureaucrates. De hauts fonctionnaires ou certains collaborateurs des services secrets ont ainsi été écartés de la nouvelle administration publique. De telles mesures pourraient-elles avoir un impact positif dans la diminution de la corruption associée aux anciennes élites? Il semble que le constat soit nuancé. Il apparaît en effet difficile de déterminer précisément la nature de l'engagement des fonctionnaires au sein du régime précédent. Ensuite, les conditions économiques du pays ont également un impact majeur sur le taux de corruption : « *Clear correlation between the quality of interactions between citizens and officials, on the one hand, and current economic circumstances on the other* ». Les bons résultats de la République Tchèque en matière de corruption sont ainsi

¹⁸⁷ Rasma Karklins, « Typology of Post-Communist Corruption », *Problems of Post-Communism*, Vol.49, n.4, Juillet-Août 2002, p.22

¹⁸⁸ Vadim Radaev, « Corruption and Violence in Russian Business in the Late 1990's » in *Economic Crime in Russia*, (A. Ledneva et M. Kurkchiyan Eds), Kluwer Law International, Boston, 2000, p.66

¹⁸⁹ *Diana*, 30 mai 2000, cité par R. Karklins, op.cit, p.5

¹⁹⁰ Kieran Williams, « A Scorecard for Czech Lustration », *Central Europe Review*, Vol.1, n.19, Nov. 1999

peut-être également dus au meilleur niveau de vie comparativement au cas russe.¹⁹¹ Par ailleurs, vouloir écarter de manière systématique certaines personnes des postes de pouvoir pourrait être perçu comme une solution arbitraire, comme une arme politique partisane. Cela serait alors contraire au caractère impersonnel du système bureaucratICO-administratif. De plus, si l'on suit l'argument wébérien, la perte d'agents administratifs compétents et expérimentés peut s'avérer être un lourd handicap pour effectuer une transition réussie.

La personnalisation des rapports État-citoyen, l'appropriation de ressources liées à la fonction et l'extraction de dividendes comme résultante de l'exploitation, à des fins privées, de ces privilèges, sont autant de facteurs qui contribuent à maximiser le non-respect d'un État de droit et la prolifération de la corruption. Or, selon une étude effectuée par Richard Rose et ses collaborateurs, il existe un lien entre le niveau de corruption dans une jeune démocratie et la faible soutien des citoyens envers le nouveau régime (-.24), d'une part, et la faible aptitude de ces mêmes citoyens à rejeter des options anti-démocratiques (-.21), d'autre part.¹⁹² En résumé, la corruption menace l'établissement de fondements démocratiques en instaurant un déficit de légitimité au sein même du système.

III- Corruption et affaiblissement du niveau de légitimité étatique

¹⁹¹ En 1994, le rapport entre le Produit National Brut par habitant (en monnaie locale) et l'indice de Parité Pouvoir d'Achat (nombre d'unités en monnaie locale nécessaires pour acheter la même quantité de biens et services qu'avec 1 dollar US) fournissait de bons résultats économiques pour la République Tchèque (7910 US\$). En Russie, ce chiffre est évalué comme étant moitié moins. Le facteur économique semble donc jouer un rôle majeur dans l'accroissement de la corruption. La hausse de la corruption ne pourrait donc être imputable à la seule conservation d'anciens fonctionnaires.

¹⁹² Richard Rose, William Mischler et Christian Haerpfer, Democracy and its Alternatives : Understanding Post-Communist Societies, John Hopkins University Press, Baltimore, 1998, p.188

Le double mouvement d'accaparement étatique n'est pas sans avoir de profondes répercussions sur la légitimité de l'ordre établi. Après analyse, il apparaît que le degré d'accaparement de l'État se trouve à un seuil élevé avec les deux volets principaux précédemment étudiés. Tout d'abord, le mouvement externe de « *state capture* » par certaines élites ou mouvement actif de certains individus qui font pression sur certains responsables en vue de satisfaire leurs intérêts propres, a plusieurs conséquences qui semblent s'enchaîner. On note notamment la présence d'imprécisions juridico-légales, de pratiques de concussion, de privatisations jugées illégitimes (« piratisations ») et, plus généralement, une baisse notable des capacités de l'État à assumer ses fonctions de base. En résultent un mécontentement de la population qui se traduit par un repli des citoyens vers des réseaux parallèles ainsi qu'un fort niveau de corruption dont l'ampleur devient systémique: « *Capture has distorted the formal and informal rules of the game to encode the advantages of particular groups into the very framework of the new institutional environment* ». ¹⁹³

Quant au mouvement d'accaparement interne par certains responsables, il apparaît synonyme d'appropriation de la fonction, de pratiques de gratification, d'exploitation des privilèges liés à un poste et d'extraction de dividendes (pots-de-vin) en échange d'application partielle de la législation et de traitement préférentiel. Ces méthodes clientélistes contribuent également à fragiliser la légitimité du système: « (...) *the interaction of state capture and administrative corruption makes this the most difficult environment to design an effective anticorruption program.* » ¹⁹⁴ Dans un environnement

¹⁹³ Banque Mondiale, Anticorruption in Transition: A Contribution to the Policy Debate, p.81

¹⁹⁴ Banque Mondiale, p.71.

marqué par une corruption systémique, la crédibilité des mesures gouvernementales pour lutter contre le problème s'en trouve effectivement affectée. Le pays se trouve alors engagé dans un cercle vicieux dans lequel manque de légitimité des instances étatiques et corruption exercent une influence réciproque : « *Ultimately corruption, capture and distrust feed on each other, deepening and entrenching the problem.* »¹⁹⁵

Max Weber identifie deux sortes d'ordre légitime. Dans le premier type, fondé sur la convention, « la validité est garantie extérieurement par la chance que, si l'on s'en écarte (...), on s'expose à une réprobation relativement générale et pratiquement perceptible. »¹⁹⁶ L'ordre légitime peut également être basé sur le droit et, dans ce cas, « la validité est garantie extérieurement par la chance d'une contrainte (physique ou psychique) (...) qui force au respect de l'ordre et châtie la violation. »¹⁹⁷ Cette dichotomie opérée entre deux modes de garantie de la légitimité est intéressante puisqu'elle permet de mettre l'accent aussi bien sur le corpus juridico-légal que sur l'*habitus* social.

1-Vide juridictionnel et problème d'encadrement légal des activités de marché

a-)Légitimité et monopole de la coercition

«Nous entendons par État une entreprise politique de caractère institutionnel lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application des règlements, le monopole de la contrainte physique légitime. »¹⁹⁸

Le principe même de légitimité étatique constitue, en effet, une pierre angulaire de l'analyse weberienne : « *Legitimacy is the hallmark of Max Weber's*

¹⁹⁵ Ibid., op.cit., p.22

¹⁹⁶ Max Weber, op.cit., p.68

¹⁹⁷ Ibid.

¹⁹⁸ Max Weber, op.cit, p. 97

approach to the state-society complex »¹⁹⁹ La validité de l'ordre légitime doit être garantie par la « convention et le droit », la contrainte devant forcer le respect de l'ordre et châtier la violation.

Selon Vadim Volkov²⁰⁰ qui reprend ce principe wébérien, le monopole de la force associé au monopole fiscal fait de l'État un acteur central pour l'exercice des lois et de la justice. Cependant, l'État russe connaît, pendant la période de transition, une grave crise fonctionnelle : « *Thus, the booming of violent entrepreneurship in Russia means in fact that the state has lost the monopoly of legitimate violence.* »²⁰¹ L'État ne possède plus l'inconditionnelle priorité d'action dans des domaines qui devraient pourtant relever exclusivement des compétences étatiques : protection des citoyens, taxation et application des lois : « *The present condition can be defined as the covert fragmentation : the emergence, on the territory under the formal jurisdiction of the state, of competing and uncontrolled sources of organized violence and alternative taxation.* »²⁰² Pour bien montrer l'ampleur de ce phénomène de recours à des acteurs privés pour assurer la résolution de certains conflits, la perception d'argent ou encore la protection personnelle, quelques données peuvent être avancées. Une étude effectuée en 1996-97, nous révèle ainsi que 42% des entrepreneurs interrogés admettent avoir fait usage de la force pour résoudre certains problèmes et 53% d'entre eux affirment avoir effectué des paiements réguliers en échange de services de protection.²⁰³ Cela montre bien l'existence d'une structure parallèle qui se substitue aux instances étatiques qui devraient normalement

¹⁹⁹ Leonard Seabrooke, Bringing Legitimacy back to neo-Weberian State Theory and International Relations, Working Paper 2002/6, Australian National University, Sept.2002, p.3

²⁰⁰ Vadim Volkov, «Violent Entrepreneurship in Post-Communist Russia », Europe-Asia Studies, Vol.51, n.5, Juillet 1999

²⁰¹ Ibid.

²⁰² Ibid.

²⁰³ Vadim Volkov, op.cit, p.748

bénéficiaire du monopole de la coercition. La frontière entre entités étatiques et privées apparaît cependant très floue puisqu'il semble que certains agents officiels du KGB ou du MVD dispensent, de manière privée, un service de protection. Trois types de protection privée ou « *krysha* » sont ainsi distingués : la « *komitetovskaya krysha* » ou protection dispensée par certains membres du KGB; la « *mentovskaya krysha* » fournie par le MVD et enfin, la « *banditskaya krysha* » assurée par le secteur du banditisme.²⁰⁴ Il semble, en effet, qu'environ 20% des membres du FSB (ancien KGB) soit impliqués dans ces pratiques souterraines de « *krysha* ».²⁰⁵

On revient ici à au principe d'existence de diverses sphères qui régissent de nombreux domaines de la société russe et à cause desquelles la relation État-citoyen se trouve complexifiée. Les agences de protection peuvent ainsi être classifiées en trois catégories : « étatiques et illégales » lorsque des policiers ou agents secrets agissent, de manière informelle, pour leur propre compte; « privées et légales » ou encore « privées et illégales » lorsque des réseaux criminels se chargent de ces opérations.²⁰⁶ Ces termes font ici référence à la question centrale de la légalité puisque, selon la conception webérienne, « *la forme de légitimité actuellement la plus courante consiste en la croyance en la légalité, c'est-à-dire la soumission à des statuts formellement corrects et établis selon la procédure d'usage* ».²⁰⁷ Or, comment expliquer que, dans le cas du processus transitionnel russe, la rigueur procédurale dans l'établissement et le respect des lois semble sujette à caution?

²⁰⁴ Distinction faite par Vadim Volkov, op.cit., p.748

²⁰⁵ Statistiques citées par V. Volkov, p. 748 et basées sur des données fournies par la *Novaya Gazeta*, 13-19 juillet 1998, p.3

²⁰⁶ Vadim Volkov, op.cit., p. 741. La distinction entre ces agences qualifiées de « *violent entrepreneurship agencies* » est « *state and illegal* », « *non-state and illegal* » et « *private and illegal* ».

²⁰⁷ Max Weber, op.cit., p.73

b-) Processus transitionnel et établissement d'un nouveau corpus juridico-légal

« In this country the rules of the game (*pravila igrj*) change once a day and even once a minute, in the whole country, and with different speeds. This is why the government has no power. It has created a pyramid that everywhere consists of personal interests that come into conflict with state interests. The state cannot overcome this problem. This manifests itself anywhere you look.»²⁰⁸

Ce témoignage d'un entrepreneur met l'accent sur les rapports souvent conflictuels qui existent entre intérêts privés et publics. Si l'on considère la question des droits entourant la propriété privée en Russie, on pourrait sans doute affirmer qu'il s'agit d'une « propriété enchevêtrée » caractérisée par une « multiplicité de propriétaires hétérogènes », par « une frontière floue entre les formes publiques et privées » ainsi que par « des relations de propriété croisée impliquant la participation des banques. »²⁰⁹ Or, l'existence de telles caractéristiques qui relèvent bien d'un ordre fondé sur des « motifs rationnels en finalité », sont significatrices de la présence de graves lacunes légales.

Dans l'analyse wébérienne, sont distingués, le « règlement administratif » et le « règlement régulateur.»²¹⁰ Le premier correspond au droit public et désigne le règlement qui « règle l'activité du groupement », c'est-à-dire les prérogatives des membres exécutifs et administratifs au sein d'une société. Dans une société communiste, toute activité entre dans la catégorie du « règlement administratif ». Le second type, « règlement régulateur » ou droit privé, doit régler « toute autre activité sociale et garantit

²⁰⁸ Alexei Yurchak, « Entrepreneurial Governmentability in Post-Socialist Russia » in V. Bonell et T. Gold (Ed.), *The New Entrepreneurs of Europe and Asia*, Armonk, NY, 1999; il s'agit du témoignage de Nikolai, entrepreneur russe, recueilli par A. Yurchak en 1998, p.32

²⁰⁹ B. Chavance et E. Magnin, « L'Émergence des économies mixtes et dépendantes du chemin » in R. Delorme, *À l'Est du Renouveau : Changements Institutionnels et Transformations Économiques*, L'Harmattan, Paris, 1996

²¹⁰ Max Weber, op.cit., p. 93

aux agents les chances qui leur sont offertes par ce moyen».²¹¹ Le passage au capitalisme doit donc s'accompagner de l'établissement d'un corpus de droit privé afin d'établir les règles relevant de la création d'une nouvelle sphère de « liberté négative. »²¹² Cependant, comment l'édification et l'application de règles de droit privé ont-t-elles pu poser problème en Russie post-soviétique?

Sur un plan conceptuel, Federico Varese, dans son étude sur la corruption en Russie, voit la transition du socialisme à l'économie de marché comme un passage entre une liberté positive fondée sur l'octroi de droits sociaux, et une liberté négative axée sur le respect des droits individuels. Or, une transformation aussi fondamentale ne peut s'effectuer sans heurts. Il est en effet difficile de créer un corpus légal parfaitement adapté au nouveau respect des droits individuels et notamment du droit à la propriété privée : « *the transition from socialism to capitalism can be viewed as a titanic effort to redirect resources towards the protection of negative rights. Such an effort would lead to a retreat of over-extended state from society.* »²¹³ On peut ici citer la forte opacité qui entoure les transactions d'actions. Pour acheter des actions, l'acheteur ou un mandataire doit se rendre au registrariat de la compagnie pour enregistrer son achat. La transaction est alors inscrite dans un registre spécial. La seule preuve que l'acheteur possède de son

²¹¹ Max Weber, op.cit., p. 93

²¹² Isaiah Berlin, *Éloge de la Liberté*, Paris, Calmann-Levy Ed., 1988, p.167. Dans sa célèbre analyse, I. Berlin différencie la « liberté positive » de la liberté négative. Dans une vision positive de la liberté, le sujet est vu comme puissance, comme affirmation responsable de ses choix. Il s'agit d'une liberté « en vue de » Or, pour donner plus de poids à ce Moi isolé, un processus d'assimilation de ce Moi à une entité supra-individuelle, à une totalité, a été mis en place. Ce phénomène, bien que maximisant par l'adhésion au groupe, le pouvoir de chaque membre, a également entraîné une manipulation de la définition de l'homme. L'imposition d'une volonté collective aux membres récalcitrants a ensuite été institutionnalisée. Ces principes dont le but est de « forger une société dirigée par des esprits rationnels et orientée vers des fins que tout être rationnel désire » À cela, Berlin oppose la liberté négative ou liberté des Modernes selon la terminologie employée par Benjamin Constant. Il s'agit du champ à l'intérieur duquel un sujet, individuel ou collectif, doit ou devrait faire ou être ce qu'il est capable de faire ou d'être sans l'ingérence d'autrui. « Plus vaste est cette aire de non-ingérence, plus étendue est ma liberté ».

²¹³ Federico Varese, « The Transition to the Market and Corruption in Post-Socialist Russia », p.580

achat d'actions est donc l'inscription sur le livre. Il peut cependant demander, avec des frais additionnels, un extrait officiel de la transaction. Les investisseurs doivent donc envoyer des représentants directement sur place pour s'assurer des transactions. De plus, on imagine facilement les problèmes qui peuvent se poser lorsque les registres sont déclarés perdus et les extraits falsifiés. Cet exemple illustre bien que le respect de la propriété ne peut être garanti, de façon satisfaisante, par les instances gouvernementales et cela est le moteur de bien de abus.²¹⁴ Il apparaît qu'avec le démantèlement du PCUS, la structure organisationnelle et hiérarchique a subi une complète désorganisation. L'autorité étatique s'est mutée en un ensemble d'instances autonomes avec des juridictions souvent contradictoires et poursuivant, non l'intérêt général, mais leur propre intérêt²¹⁵ : « (...) *a plethora of overlapping and conflicting laws and decrees emanates from a variety of jurisdictions.* »²¹⁶

Cette confusion juridico-légale est un terrain fertile à l'expansion des crimes en tous genres. En 1992, le nombre total de crimes officiellement dénombrés a subi une augmentation de 70.5% par rapport aux chiffres de l'année 1989. Les crimes relatifs à l'accaparement de la fonction en vue de l'extraction de profits représentent 47.7% de l'ensemble des crimes économiques en 1993.²¹⁷ Le non-respect des droits relatifs à la propriété privée apparaît donc comme un problème majeur qui gangrène le processus transitionnel vers une économie de marché saine. Ces données statistiques, bien qu'inquiétantes, ne reflètent qu'une partie de la réalité puisque les crimes dénombrés en

²¹⁴ Cas développé par Federico Varese, Ibid., p. 584

²¹⁵ V. Naishul, « Liberalism, Customary Rights and Economic Reforms », *Communist Economies and Economic Transformation*, Vol.5, n.1, 1993; «*State authority has been transformed into a system of autonomous administrative offices with overlapping jurisdictions, each pursuing its own rather than general state interest.* »

²¹⁶ Federico Varese, op.cit., p.583

²¹⁷ Ibid., p.589

1994, par exemple, ne représenteraient qu'environ un tiers des crimes effectivement commis : « *official data capture the criminal situation of the country only partially.* »²¹⁸

Or, une des caractéristiques wébérienne essentielle au maintien de la validité d'un ordre légitime repose sur l'existence d'un système de coercition fiable et, par conséquent, crédible, pour la population. C'est pourquoi, il est possible d'« orienter son activité d'après la validité d'un ordre sans obéir uniquement à son sens. » En effet, « même dans le cas où l'on élude ou viole son sens (...), la chance de sa validité, qui subsiste dans une quelconque mesure, peut continuer à s'imposer comme norme obligatoire. »²¹⁹ En résumé, les infractions à la loi ne constituent pas, en tant que telles, une menace pour le maintien de la validité d'un ordre légitime. Cependant, ces infractions doivent être punies de manière systématique de manière à protéger le sens des normes établies. Or, des données statistiques indiquent que 67% des Russes estiment leurs juges corrompus.²²⁰ Ce principe semble donc faire cruellement défaut dans un système judiciaire post-soviétique qui présente de nombreuses failles.

En plus de l'ambiguïté quant à la nature des crimes, existe une véritable confusion judiciaire qui est propice à l'expansion corruptrice. Le 13 juin 1996, la Cour Constitutionnelle de Russie adopte une résolution réduisant la durée des instructions à dix-huit mois et ce, quelle que soit l'importance de l'affaire. La conséquence est la suivante : tous les criminels potentiels peuvent être libérés sans jugement si l'instruction dépasse le délai des dix-huit mois.²²¹ De plus, en ce qui concerne la procédure, l'accusé

²¹⁸ Federico Varese, *op.cit.*, p.589; voir annexe D, tableaux 19 à 21 sur la hausse de la criminalité et les carences du système légal, p.19

²¹⁹ Max Weber, *op.cit.*, p.66

²²⁰ Yuri Kolesov, *Vremya Novostei*, 28 octobre 2004, pp.1-3, cité dans le *Current Digest of Post-Soviet Press*, vol.56, n.43, 2004

²²¹ Hélène Blanc, *Le Dossier Noir des Mafias Russes*, Montréal, Balzac-Le Griot Éditeur, 1998, p.159

peut modifier sa déposition à de nombreuses reprises, autant de fois qu'il le souhaite. Par opposition, les plaignants et témoins n'ont pas cette possibilité et sont considérés responsables de chaque mot prononcé.²²² Sur un plan plus général, de nombreux analystes invoquent le caractère assez flou des relations entre l'autorité de Moscou et les régions. Bien souvent, les règlements locaux contredisent la loi générale et de tels vides juridiques offrent une opportunité supplémentaire pour les fraudeurs d'échapper à la loi.²²³ De surcroît, les nouvelles divisions administratives à l'intérieur de la Communauté des États Indépendants (CEI) permettent souvent aux réseaux criminels d'échapper à la justice en changeant de juridiction. Existente ainsi des zones de non-droit qui contredisent l'application uniforme et équitable de la justice.²²⁴

Dans certaines régions, la faiblesse de l'État local, la corruption et les velléités indépendantistes sont autant de facteurs propices à l'éclosion d'un système mafieux difficilement contrôlable et réprimable. De nombreux États comme l'Abkhazie ou l'Ossétie sont ainsi devenus de véritables repaires de contrebandiers dans lesquels fleurissent trafics en tous genres : « l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et l'Adjarie formaient depuis de véritables “trous noirs”, propices à tous les trafics. »²²⁵ Que ce soit la contrebande de tabac, d'alcool, d'armes ou de pétrole, le fruit de ces transactions illégales profite à de nombreux acteurs en présence. Constituant une des ressources principales des dirigeants sécessionnistes, ces revenus illicites bénéficient également aux forces

²²² Ibid.

²²³ Voir Annexe p. 8, Tableaux “Annual Rate of Increase for Selected Crimes” et “Total of Convicted Persons for Selected Crimes.” Et p. 6 “Recorded Crime, 1990-97”

²²⁴ Pierre Lorrain, « Mafias Russes: Ébauche d'une Typologie », p. 822. Il cite la Tchétchénie comme étant une illustration de ces zones de non-droit (avant l'intervention russe).

²²⁵ Jean Radvanyi, « Ces Conflits Mal Éteints qui ébranlent le Caucase », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2004, p.4

d'interposition russes.²²⁶ En ce qui concerne le cas de la Tchétchénie, Paul Klebnikov souligne également le rôle majeur joué par les organisations mafieuses tchétchènes qui, basées à Moscou, envoient de larges parts de profits pour financer la rébellion nationale : « *Chechnya was a key transit point in the Russian narcotics trade and the Moscow-based gangsters sent a large part of their profits back to the homeland.* »²²⁷ En contribuant au financement de mouvements indépendantistes, les réseaux mafieux portent ainsi une atteinte directe à l'État central en compromettant l'intégrité même du territoire. Sur un plan plus général, la corruption, en favorisant l'installation de zones quasi-imperméables à l'action judiciaire, mine l'établissement d'un État de droit, attribut pourtant essentiel à l'édification de la légitimité étatique. Autre pilier de l'action étatique, les revenus issus de la taxation s'avèrent primordiaux pour la bonne santé du système.

Or, selon un sondage mené conjointement par la BERD²²⁸ et la Banque Mondiale auprès de quatre-vingt-dix neuf entreprises de Saint-Petersbourg en 1992, il ressort qu'un des problèmes économiques majeurs concerne le système de taxation : « *a significant factor that accounts for the widespread corruption in Russia is the presence of powerful lobbies able to win tax exemption.* »²²⁹ Le total des revenus provenant de la taxation représente, en Russie, moins de 10% du Produit National Brut. En comparaison, ces revenus équivalent à 30% du PNB aux Etats-Unis et à 45% en Europe.²³⁰ Or, la perception de taxes se trouve être une activité majeure pour le bon déroulement de l'activité étatique. Un État privé de ressources raisonnables ne pourrait, en effet, pas

²²⁶ Ibid.

²²⁷ Paul Klebnikov, *Godfather of the Kremlin*, Harcourt, 2000, page 40

²²⁸ Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

²²⁹ Federico Varese, *op.cit.*, p.596

²³⁰ Stephen Holmes, « What Russia Teaches Us Now: How Weak States Threaten Freedom », *The American Prospect*, Vol.8, n.33, Juillet-Août 1997, p.34

assumer ses fonctions coercitives de manière optimale et sa légitimité se trouverait, par conséquent, remise en question : « *since the state is not able to extract revenues from most of the private sector, we cannot expect policemen to be paid a sufficient amount to enforce law and order.* »²³¹

c-) Taxation et rôle des institutions bancaires : affaiblissement des prérogatives étatiques

« The state's desire to use private banks as an extension of the state administration stems for three sources : Soviet-era practices, which created the precedent for such an approach and bequeathed to post-communist Russia a set of rules and regulations which the authorities have found it convenient to maintain; the weakness of the Russian state's administrative capacity, which is major reason for its heavy reliance on commercial banks for tax collection; and most important of all, the state's thirst for revenue. »²³²

Le fait que des banques commerciales puissent avoir été chargées, par exemple, de la perception d'impôts ou du versement de pensions, illustre l'ampleur du phénomène d'accaparement externe sur l'organe étatique lors de la période transitionnelle. Ce processus dépasse cependant le simple accaparement puisque l'État n'exerce plus les fonctions économiques essentielles qu'il doit remplir auprès de la population. De surcroît, l'État, affaibli, semble s'être livré à un curieux marchandage avec certaines banques. En échange de prérogatives économiques majeures et d'avantages financiers qui leur étaient concédés par l'État lui-même, les banques finançaient le maintien au pouvoir de la classe politique. Ainsi le banquier Vladimir Potanin ainsi que d'autres oligarques ont largement contribué à financer la réélection de Boris Eltsine en 1996.²³³ Cette situation est

²³¹ Ibid. p. 594

²³² William Tompson, « Old Habits Die Hard : Fiscal Imperatives, State Regulation and the Role of Russia's Banks », *Europe-Asia Studies*, Vol.49, n.7, 1997, p.1162

²³³ Vladimir Potanin, président de la banque Onexim a effectivement financé la réélection de Boris Eltsine ainsi que d'autres oligarques, notamment les membres du groupe des « Big Seven » de Bérezovsky. Voir annexe, tableau 10, p.14 (annexe C).

caractéristique des méthodes d'accaparement interne employées par certains membres de l'organe étatique qui privilégient certains acteurs en échanges d'avantages personnels. La délicate question du rôle des banques touche donc à un double processus d'accaparement, externe et interne, et met en lumière les risques inhérents à ce type de politique, à savoir le discrédit des institutions étatiques et leur perte de légitimité populaire.

Il semble effectivement que l'héritage soviétique ait eu une influence certaine pour expliquer le rôle qu'ont occupé les banques russes lors du processus transitionnel. À l'époque de l'URSS, une banque unique, la *Gosbank*, servait les intérêts étatiques en assurant la mobilisation des ressources financières nécessaires au fonctionnement de l'économie planifiée. Cette institution bancaire avait également pour vocation de financer le déficit intérieur du pays : « *they served (...) as channels for the allocation of state funds and as means of mobilising domestic savings to finance the state's internal debt.* »²³⁴ Or, aussi paradoxal que cela puisse sembler, le rôle des banques n'a pas été fondamentalement modifié après le passage à l'économie de marché. Le système de « mono-banque » a évidemment été aboli mais les nouvelles institutions bancaires se trouvent intimement liées à l'activité étatique en fournissant des fonds ou en finançant la dette nationale : « *In 1997 Russia's new commercial banks remain, to a striking extent, organs of financial control, channels for the allocation of state funds and mechanisms for mobilising domestic savings to finance the state's internal debt.* »²³⁵

À titre d'exemple illustrant les prérogatives impressionnantes dont jouissent les banques, on pourrait citer le cas des fraudes importantes dans l'affaire des actions gagées grâce auxquelles les banques ont pu considérablement s'enrichir. Sur la proposition de

²³⁴ William Tompson, op.cit. p. 1159

²³⁵ Ibid. p. 1160

Vladimir Potanine, Président de la compagnie bancaire *Onexim*, un prêt pourrait être accordé au gouvernement qui, en garantie, céderait des parts des grandes entreprises d'État. L'État, fortement endetté, accepte ce marché. Il était alors évident que le prêt ne serait jamais remboursé et que les banques pourraient conserver les parts des anciennes sociétés étatiques, accroissant ainsi leur patrimoine économique. Les parts des compagnies sont cédées lors d'enchères. *Onexim* a ainsi pu mettre la main sur le combinat métallurgique de Norilsk, la pétrolière *Sidanko*, les aciéries de Novolipelsk et la compagnie de navigation du Nord-Ouest. *Ioukos*, compagnie pétrolière majeure, fut acquise par une autre banque, *Menatep*. Une entente fut également conclue entre la compagnie bancaire *Stolitchni* et la *Neftanaïa Finansovaïa Compania* de l'oligarque Bérezovki pour s'emparer de *Sibnift*, sixième compagnie pétrolière d'importance au pays.²³⁶ On voit clairement comment la faiblesse de l'État a été exploitée par des compagnies privées qui ont ainsi pu mettre rapidement la main sur des richesses importantes. Cependant, un rapport de la Cour des Comptes de 1997 révèle non seulement que les enchères étaient arrangées mais que les achats des banques étaient effectués avec des deniers publics. En effet, étant donné qu'il n'existait pas de Trésor Public, le gouvernement avait autorisé une cinquantaine de banques à gérer les fonds publics. Elles retardaient donc au maximum les transferts budgétaires comme les paiements de pensions et préféraient investir dans des acquisitions très rentables.²³⁷ Ce transfert de responsabilité vers le secteur privé est une illustration supplémentaire de la triste déroute étatique et du sacrifice de l'intérêt général pour contenter des ambitions particulières. Cependant, alors que les découvertes de la Cour des Comptes sont d'abord

²³⁶ Brian Whitmore, « Russia's Top Crime Fighter », cité dans « Impuissance des Contre-Pouvoirs », *Problèmes Politiques et Sociaux*, Série Russie 136, 1999, n.833, p.48

²³⁷ *Ibid.*

restées dans l'ombre, Boris Eltsin a su, à un moment opportun, lors de son discours anti-corruption en mars 1997 devant le Parlement, critiquer l'action des banques et plaider en faveur de la création d'un Trésor Public.²³⁸

Les dysfonctions étatiques dans le domaine économique semblent ainsi avoir eu de sérieuses répercussions sur la crédibilité du gouvernement. L'ambiguïté de la taxation, souvent excessive et trop souvent sujette à des changements, est très souvent dénoncée. Selon certains chiffres de 1996, seulement 16% des compagnies russes s'acquitteraient de leurs obligations fiscales. Cette évasion fiscale et la baisse des recettes étatiques qui en découle, conduisent à un inéluctable affaiblissement structurel ainsi qu'à l'émergence de profondes inégalités.²³⁹ Le taux d'imposition pour les rares payeurs de taxes atteint des sommets alors que certains lobbies proches du pouvoir se trouvent exemptés de leurs obligations.²⁴⁰ Les prérogatives étatiques étant considérablement amoindries, le filet social caractéristique de l'époque soviétique semble avoir disparu : « *Russia has not yet reaped the benefits of capitalism but it has lost the safety nets of socialism.* »²⁴¹ Parallèlement à cela, l'action étatique semble bien loin d'être assimilable à la « main invisible » décrite dans la théorie libérale classique d'Adam Smith et selon laquelle chacun, poursuivant son intérêt individuel, contribue au bien-être de la société dans son ensemble : « (...) *rather than a virtuous invisible hand bringing about a collective optimum, Russia appears to be suffering a collective failure.* »²⁴² On pourrait voir des similitudes entre la situation de la Russie transitionnelle et l'exemple

²³⁸ Brian Whitmore, op.cit., p.50

²³⁹ Voir annexe D, tableau 19, p.19 sur l'évasion fiscale pour les années 1994, 1995 et 1996

²⁴⁰ Voir annexe B, schéma 3, p. 6; importance des lacunes légales entourant la perception de taxes.

²⁴¹ Federico Varese, op.cit., p.579

²⁴² Ibid.

cité par Weber et repris par Hobson sur la Russie tsariste.²⁴³ À cette période, l'État était devenu trop autonome pour la société et l'absence d'ancrage social rendit la perception convenable de taxes difficile. Seules des taxes indirectes, barrières douanières et prélèvements, furent alors prélevés. Ce type de politique augmenta le fardeau fiscal des classes les plus démunies et accentua les inégalités. Un État bénéficiant de revenus réguliers et suffisants est, en effet, plus apte à assumer une fonction redistributrice qui, au sein de la société, s'avère essentielle pour garantir un compromis entre les classes et assurer une certaine cohésion sociale. À ce propos, Stephen Holmes mentionne le phénomène de « redistribution comme inclusion » (« *redistribution as inclusion* ») et ce, afin de maintenir une indispensable cohésion sociale en apportant une solution politique au problème de l'exclusion: « *A liberal state cannot claim (...) to be the impartial agent, unless it emphatically identifies exclusion as a moral problem and respond to it vigorously as a political challenge.* »²⁴⁴ À l'opposé, un organe étatique qui, comme dans le cas transitionnel russe, serait dans l'incapacité de mener à bien une politique redistributrice efficace, risquerait de se voir coupé du soutien populaire et de la légitimité qui en découle et aurait un handicap certain pour mener à bien ses politiques : « *too much autonomy undermines the effectiveness of the state.* »²⁴⁵ La question de la légitimité pose fondamentalement le problème de la confiance ou « *trust* » entre les citoyens et le pouvoir.

²⁴³ Leonard Seabrooke, *op.cit.*, p. 24; voir également John M. Hobson, *The Wealth of States : A Comparative Sociology of International Economic and Political Change*, Cambridge University Press, 1997, chap. 3 et 4; voir également M. Weber, *The Russian Revolutions* qui a fait une analyse des motifs d'implosion de la Russie tsariste.

²⁴⁴ Stephen Holmes, *op.cit.*, p.39

²⁴⁵ Leonard Seabrooke, *op.cit.*, p.18

2-Fondements de la légitimité étatique : rôle de la confiance populaire « trust »

a-) Rapport État-société: de l' « autonomie » à l' « imbrication sociale »

« L'État est l'élément clé des systèmes politiques contemporains. Parce qu'il détient le pouvoir institutionnel, c'est lui qui définit les normes juridiques et les sanctions permettant d'assurer leur application. »²⁴⁶

« Agréger les intérêts, pour les convertir, par l'intermédiaire des institutions, en action publique.»²⁴⁷ Telle pourrait être, selon cette simplification schématique, la vision du rôle de l'État. La notion d' « agrégation des intérêts » met cependant l'accent sur la dynamique qui lie l'État aux citoyens ainsi qu'aux divers organes de la société civile. Or, ainsi que cela a été vu précédemment, l'affaiblissement de l'État n'est pas sans avoir de profondes conséquences systémiques. Cependant, comment, de manière plus précise, concevoir le rôle de l'État ainsi que les fondements de la légitimité du pouvoir?

Selon la conception théorique d' « *isolated autonomy* » développée notamment par T. Skocpol, l'État doit s'isoler des diverses forces sociétales de manière à mener à bien ses politiques.²⁴⁸ L'instance étatique est alors conçue comme étant un ensemble de pratiques administratives, militaires, policière dirigées et plus ou moins bien coordonnées par un organe exécutif. Une perte de légitimité de l'État ne signifie pas alors diminution des capacités organisationnelles de l'organe étatique.²⁴⁹ La centralisation du pouvoir afin de lutter efficacement contre les contraintes sociétales est un enjeu majeur chez Skocpol. Cependant, d'après l'analyse proposée par Leonard Seabrooke, ce statisme ne traduit pas fidèlement la pensée de Weber : « *A wider reading of Weber's work demonstrates his*

²⁴⁶ Andranik Migranian, «Une sphère privée et un État hypertrophié », Problèmes politiques et sociaux, 814, p.12

²⁴⁷ Ibid.

²⁴⁸ T. Skocpol, States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China, Cambridge University Press, Cambridge, 1979

²⁴⁹ Ibid. L'État est défini par Skocpol de manière minimaliste : « *set of administrative, policing and military organizations headed, and more or less coordinated by, an executive authority.* »

study of the state's need to be broadly embedded in socio-economic structures to attain legitimacy, rather than the mechanics of modern bureaucracy or naked power politics. »

L'étude wébérienne des motifs d'implosion de la Russie tsariste a effectivement plutôt le mérite de mettre l'accent sur les divers acteurs et les normes qui ont contribué à miner la légitimité du régime : « *His analysis of the implosion of Tzarist Russia included organizations and norms which contributed to the lack of legitimacy which crippled the state-society complex.* »²⁵⁰ Il semble ainsi qu'une conception « autonomiste » ou purement fonctionnaliste de l'État et de ses rouages organisationnels conduise à sous-estimer l'importance de l'influence sociétale sur les décisions étatiques. L'exemple du manque de capacité de l'État à assurer une perception convenable des impôts en Russie durant le processus transitionnel illustre bien les limites du pouvoir qui s'avère alors incapable de réaliser une agrégation juste des intérêts citoyens : « cette incapacité d'action cède le pas à un "corporatisme étroit" aspirant exclusivement à satisfaire les intérêts de groupe ».²⁵¹

À l'instar de Peter Evans, une seconde perspective quant à la nature des liens État-société est proposée. Il s'agit du concept d'« *embedded autonomy* » ou « autonomie imbriquée » selon lequel l'État, bien que constituant un organe institutionnellement autonome, doit cependant entretenir des liens avec les courants dominants de la société civile : « *ideally the state should be embedded in society; that is, institutional autonomy should be embedded within the dominant social networks of civil society.* » L'État est donc vu comme étant simultanément autonome sur le plan institutionnel mais imbriqué dans l'activité de groupes économiques dominants. Il ne s'agit donc pas vraiment de

²⁵⁰ Analyse de Leonard Seabrooke, op.cit., p.8

²⁵¹ Andranik Migranian, op.cit, p.12

liens avec l'ensemble de la société mais avec, de manière plus spécifique, le capital industriel. Les bureaucraties économiques doivent effectivement attirer les investisseurs privés dont le capital sera utile à la bonne marche de l'État. Cependant, seul un État dont le fonctionnement est optimal peut éviter la formation de cartels, de comportements clientélistes : « *Given a sufficiently coherent, cohesive state apparatus, isolation is not necessary to preserve state capacity. Connectedness means increased competence instead of capture.* »²⁵² Pourtant, un problème peut être souligné : comment s'assurer de la complète transparence des relations entre l'État et les groupes économiquement dominants ? Ces relations ne risquent-elles pas de se transformer en relations d'intérêts, en arrangements mutuels qui se concluent dans une sphère totalement étrangère au contrôle citoyen ? Un équilibre rompu et un lien non-maîtrisé avec la classe dominante revient à un accaparement pur et simple de la fonction étatique : « *Concentrated wealth and income generate concentrated private power, which in turn increases the likelihood that public institutions will be captured by private elite.* » Maintenir des contacts avec l'élite économique tout en évitant de trop fortes assymétries dans la concentration des richesses, tel s'avère être, dans cette vision, le rôle délicat de l'État. Le fragile équilibre entre deux phénomènes d' « *over-embeddedness* » et d' « *under-embeddedness* » semble difficile à maintenir. Le premier schéma se traduirait en effet par un accaparement de l'État par certains groupes économiquement puissants. Le second scénario équivaldrait à un trop fort isolement de l'État qui aurait pour conséquence son inéluctable affaiblissement. En Russie, il semble effectivement que les oligarques aient bénéficié de soutiens politiques pour acquérir leur fortune. En contrepartie, avec leur puissance

²⁵² Peter Evans, Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation, Princeton University Press, Princeton, 1995, p.50

économique, ils ont ensuite pu influencer certaines décisions politiques.²⁵³ Cependant, la puissance de l'État étant trop souvent subordonnée à certains organes financiers (bancaires notamment), un affaiblissement structurel a eu lieu. Peut-être une trop forte imbrication (« *over-embeddness* ») avec le secteur économique serait-elle à déplorer? Ne faudrait-il pas plutôt privilégier une stratégie visant à maximiser le nombre d'acteurs sociaux susceptibles d'intervenir dans le dialogue État-société?

Rompant catégoriquement avec la conception purement fonctionnaliste développée dans les deux approches précédentes, la vision « d'imbrication sociale » ou « *social embeddedness* » met l'accent sur les divers conflits et contestations qui peuvent survenir dans l'exercice du pouvoir : « *the state's relationship to society is viewed as a contested one rather than a functional one.*»²⁵⁴ Contrairement à la dynamique « *top-down* » des deux approches précédentes, l'État et la société sont ici imbriqués dans une relation dynamique de type « *bottom-up* » : « *The government seeks to attain a broad legitimation of its power to implement its policies.*»²⁵⁵ Les citoyens sont alors intégralement associés au processus politique et n'apparaissent donc pas comme des intervenants passifs ou secondaires. La notion du consentement populaire prend ici toute son importance et le concept clé de confiance ou « *trust* » des citoyens envers le pouvoir ajoute une nouvelle dimension dans l'analyse des fondements de la légitimité étatique.

Or, en Russie, selon un sondage d'opinion effectué en 1992 et dans lequel on demandait aux personnes si, selon elles, tout pouvait être acheté ou vendu en Russie, 93% des répondants se montraient affirmatifs.²⁵⁶ Comment, dans un tel contexte, croire en

²⁵³ Voir Chapitre I

²⁵⁴ Leonard Seabrooke, *op.cit.*, p.16

²⁵⁵ *Ibid.* p.17

²⁵⁶ John M. Kramer, « The Politics of Corruption », *Current History*, Vol.97, n.621, Octobre 1998, p. 330

l'impartialité des décisions gouvernementales? Parallèlement à cela, en 1994, une autre enquête menée auprès de la population russe nous révèle que seulement 23% des personnes interrogées sont prêtes à se soumettre à la loi.²⁵⁷ Ces données en disent long sur le faible degré de confiance de la population envers les autorités et cela constitue, peut-être une cause du recours à des pratiques frauduleuses et de l'incapacité du gouvernement de répondre aux besoins de la population.

b-)-« Confiance unilatérale » et « confiance réciproque » : complémentarité ou incompatibilité?

« I argue that the development of legitimate, well-functioning governments and markets requires one-sided trust in public institutions. However tensions can arise between one-sided trust in institutions and reciprocal trust in friends and family. »²⁵⁸

Pour aborder la délicate question de la légitimité d'un tel gouvernement, la notion de confiance ou *trust* s'avère être un outil méthodologique précieux. Si l'on se base sur l'analyse wébérienne, « la soumission à des règlements (...) présuppose la croyance dans le pouvoir de domination légitime. »²⁵⁹ La croyance dans le bien-fondé d'un ordre est donc un paramètre majeur dans l'établissement de la légitimité. Selon la théorie de Putnam sur le capital social : plus celui-ci est élevé, plus les citoyens ont confiance, non seulement entre eux, mais également dans les institutions publiques et dans le marché. Ainsi, une société civile forte, avec de bons liens interpersonnels permet une base solide à

²⁵⁷ Alexandre Khlopine, « La Russie en quête d'une société civile : Relations informelles » in Problèmes politiques et sociaux, n.814; chiffres donnés par Igor Kliamkine, p.16

²⁵⁸ Susan Rose-Ackerman, Trust, Honesty and Corruption: Theories and Survey Evidence from Post-Socialist Societies, présenté lors du Congrès « Honesty and Trust in Post-Socialist Societies », 25-26 mai 2001, p.2

²⁵⁹ Max Weber, *op.cit.*, p. 74

la participation démocratique.²⁶⁰ La perspective développée par Inglehart définit le capital social comme étant un ensemble de croyances et normes psychologiques, sociales ou culturelles.²⁶¹ Dans cette conception centrée sur les divergences du niveau de « *trust* », le degré individuel du capital social peut ainsi être mesuré en observant le phénomène de confiance des personnes entre elles ou des citoyens envers les institutions : « *An individual's quantum of social capital can thus be measured by a disposition to trust other people and institutions of society.* »²⁶² Cependant, comment démontrer le lien entre la confiance interpersonnelle et la confiance dans les institutions étatiques ou dans d'autres formes d'organisations?

D'après l'analyse de Susan Rose-Ackerman, le phénomène de confiance peut être découpé en trois catégories distinctes. Tout d'abord, le premier type, ou « confiance générale » (*general trust*), semble souffrir d'imprécision. De plus, si l'on se fie aux sondages, la confiance générale, dans les anciens pays socialistes, n'est pas nécessairement basse. D'après le *New Democracies Barometer*, à l'affirmation « on peut faire confiance à la plupart des gens », 66% des Russes en l'an 2000 étaient d'accord, 77% en Corée et seulement 35 % aux États Unis.²⁶³ Il semble donc plutôt préférable de distinguer la « confiance unipolaire » (*One-sided trust*), qui peut se manifester par une confiance en l'État, les institutions,²⁶⁴ de la « confiance réciproque » (*reciprocal trust*) que l'on pourrait qualifier de confiance interpersonnelle. Or, il semble exister des tensions entre la « confiance unipolaire » et la « confiance réciproque ». Par exemple, un

²⁶⁰ Putnam, Robert, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, 1993

²⁶¹ Ronald Inglehart, cité par Richard Rose, p.59. Le capital social est, par Inglehart défini comme suit: « (...) a set of social, psychological or cultural beliefs and norms. »

²⁶² Ibid. p.60

²⁶³ Ibid.

²⁶⁴ Voir Annexe p. 7, tableau « Trust in Institutions » et « Attitudes envers la Démocratie ».

régime fortement corrompu peut fonctionner avec une très forte confiance interpersonnelle. En effet, celle-ci, basée sur l'affectivité, est nécessaire pour que les relations corrupteurs/corrompus puissent se perpétuer. Logiquement, on peut en déduire que la confiance réciproque ou interpersonnelle est nécessaire pour la survie des réseaux de contacts. Cependant, cela peut nuire au développement d'une « confiance unilatérale » de la population envers son gouvernement. Pourtant une telle défiance de la population envers son gouvernement est-elle imputable à la seule existence de systèmes informels d'échange? Répondre par l'affirmative à cette question reviendrait, semble-t-il, à ignorer le fait que le manque de confiance envers les institutions²⁶⁵ soit plutôt une conséquence et non une cause de la non-viabilité de ces mêmes institutions. Avant de penser à modifier les valeurs et attitudes d'une population, il conviendrait plutôt de prendre le problème à la racine en s'attaquant aux lacunes profondes du mode de gouvernance.²⁶⁶

C'est dans cette optique que David Beetham conteste l'importance de la simple croyance dans l'analyse wébérienne : « *studies that understand legitimacy as only belief, or public opinion effectively divorce people's beliefs from their grounds and reasons of holding them in the first place.* »²⁶⁷ Il identifie trois points précis qui doivent être suivis pour mériter la confiance populaire. Tout d'abord, l'État doit se conformer aux lois et règlements ayant été établis : « *the state conforms to its own established rules.* »²⁶⁸ Ce premier impératif semble, dans le cas russe, avoir été peu respecté si l'on prend en compte la véritable « piratisation » des ressources qui a eu lieu. On est loin d'une

²⁶⁵ Voir annexe D, tableau 18, p. 17; en 1998, seulement 11% des russes expriment un sentiment de complète confiance à l'égard de leur président et 8% pour le gouvernement.

²⁶⁶ Rose, p.69

²⁶⁷ Beetham, The Legitimation of Power, pp. 11-26

²⁶⁸ Ibid.

libéralisation transparente de l'économie. Beetham ajoute également que les lois et les politiques peuvent être justifiées par des références à certaines normes acceptées tant par les groupes dominants que par les classes plus faibles au sein de la société.²⁶⁹ Or, selon des données fournies par le *Central and Eastern Eurobarometer* en 1997, 82% de la population russe s'estime non-satisfaite de la manière dont la démocratie se développe dans leur pays.²⁷⁰ Enfin, un troisième élément est ajouté. Les preuves du consentement populaire reposent sur des preuves et non sur une simple croyance : « *evidence of consent is expressed through action and not only belief.* » En ce qui concerne l'attitude des russes, 54% d'entre eux affirmaient au début des années 1990, qu'il leur était impossible de résoudre leurs problèmes sans avoir recours à des moyens illicites. De plus, les termes « criminel » ou « corrompu » sont très souvent employés pour désigner l'ordre post-soviétique.²⁷¹ Les trois critères proposés par D. Beetham ne semblent donc pas correspondre à la situation russe durant le processus transitionnel. Il conviendrait cependant de préciser que ramener l'analyse weberienne sur la légitimité à l'expression d'une simple croyance pourrait apparaître réducteur. Weber suggère en effet lui-même que la validité d'un système de domination doit passer par un système de règles rationnelles qui doivent être justifiées par des normes sociales : « *Weber suggests that the validity of a system of domination must be through a system of rational rules that can be justified by social norms.* »²⁷² Or, durant le processus transitionnel, la rationalisation normative cède plutôt le pas à la personnalisation des rapports sociaux. Devant les

²⁶⁹ David Beetham, *op.cit.*, « *state laws and policies can be justified by reference to norms shared by dominant and subordinate groups within the state.* », p.11

²⁷⁰ Stephen White, *Russia's New Politics*, p. 276; voir annexe D, graphique 9, p. 18. En ce qui concerne l'économie de marché, 59% des russes se prononcent contre le développement d'une économie de marché hors du contrôle étatique (seulement 17% seraient en faveur d'une telle mesure).

²⁷¹ *Ibid.* p.193; voir tableau en annexe des termes employés pour désigner les systèmes soviétique et post-soviétique.

²⁷² Leonard Seabrooke, *op.cit.* p. 26

nombreuses lacunes de l'organe étatique, l'ancrage social nécessaire à l'établissement de la légitimité du système, devient défaillant. Le développement de réseaux informels illustre bien les limites du pouvoir et le nécessaire repli de la population vers des méthodes alternatives pour subvenir à leurs besoins.²⁷³ Cette situation se ressent dans les données statistiques puisqu'en 1994, 25% des répondants se déclaraient insatisfaits du Président Eltsine, 26% affirmaient lui être totalement opposés, 10% lui accordaient leur soutien en l'absence d'autre personnalité politique valable et seulement 3% s'estimaient entièrement satisfaits de leur président.²⁷⁴ Les carences étatiques semblent ainsi, pour une large part, expliquer la survivance et le succès d'organisation parallèles de type anti-moderne.²⁷⁵ La confiance unilatérale ne peut se développer que si les institutions étatiques méritent de recevoir cette confiance populaire : « Tant que l'égalité devant la loi dépend d'institutions arbitraires, ce type de réciprocité (interpersonnelle) permet d'affaiblir, voire de réduire à néant, la dépendance unilatérale des individus à l'égard des institutions. »²⁷⁶

²⁷³ Voir annexe E, tableau 24, p.23 sur les stratégies alternatives employées par les russes en vue de l'obtention de biens ou services.

²⁷⁴ Stephen White, *op.cit.* p.95

²⁷⁵ Richard Rose, *op.cit.*

²⁷⁶ Alexandre Khlopine, p.16

Conclusion : Corruption et mise en péril de l'émergence démocratique

« Thus the two major results of the Russian reform could be described as decentralisation of the state (through increasing powers of local and regional authorities) and deprivation of the state of its property. However in pure economic terms these two objectives failed to resolve the fundamental problems of the Soviet economy, like its structural and systemic crisis, the ruinous hidden unemployment, falling productivity and labour and the existence of a widespread system of subsidies and donations. »²⁷⁷

Ainsi pourrait être résumé le bilan du processus transitionnel russe. Quelques données statistiques sont effectivement significatives pour démontrer l'ampleur du discrédit de la « révolution démocratique ». Seulement 10% des russes voient dans le putsch de 1991 une « victoire pour la démocratie », 48% d'entre eux n'y voient qu'un « épisode de lutte pour le pouvoir » et 31% le qualifient « d'événement tragique ».²⁷⁸ La privatisation ne semble effectivement pas avoir coïncidé avec une émergence démocratique de type occidental. Les manœuvres financières illicites et le manque de transparence qui ont accompagné le passage à l'économie de marché semblent, en grande partie, expliquer ce phénomène. L'État, loin d'être un simple arbitre encadrant les opérations de privatisation, s'est trouvé être au cœur de pratiques de népotisme grâce auxquelles un petit nombre de privilégiés a pu profiter d'un enrichissement rapide et démesuré.

Dans un ordre basé sur la satisfaction des intérêts personnels au détriment de l'intérêt collectif et que l'on a, dans les termes wébériens, qualifié de « rationnel en finalité », une double dynamique d'accaparement étatique mine l'émergence d'une économie capitaliste saine. Au carrefour des influences, l'État subit de fortes pressions

²⁷⁷ Vladimir Tikhomirov, « The Second Collapse of the Soviet Economy : Myths and Realities of the Russian Reform », 2000, p.232

²⁷⁸ Jean-Marie Chauvier, « En Russie, nostalgie soviétique et nouveau patriotisme d'État », *Le Monde Diplomatique*, avril 2004, p.12

externes de la part d'acteurs désireux de s'accaparer d'anciennes ressources collectives. Ces pressions ne pourraient d'ailleurs pas se concrétiser sans l'aide de responsables publics qui, corrompus, utilisent leur fonction comme source de dividendes en rendant des « services » aux corrupteurs. Sur un plan schématique, on pourrait donc complexifier le lien entre l'accaparement étatique (A) et le niveau général de corruption (B) en introduisant dans l'équation la variable (α), soit le lien entre l'accaparement externe et l'accaparement interne. On obtient donc : $(\alpha) \rightarrow (B)$. Ainsi que cela a été précédemment étudié, il semble effectivement que plus les deux formes d'accaparement coexistent et se complètent, plus le niveau général de corruption est élevé.

[La rigueur procédurale, le respect de la loi, l'exemplarité du comportement des membres de la fonction publique sont autant de caractéristiques d'un ordre légal-rationnel qui font cruellement défaut dans la Russie post-soviétique. Dans une perspective idéaltypique, si l'État possède le monopole de la violence légitime, ce monopole ne doit être confié qu'à des représentants responsables de leurs actes devant les instances populaires.²⁷⁹ Or, durant la période transitionnelle russe, la très forte imbrication des intérêts politiques et économiques illustre bien l'absence de souci de l'intérêt des citoyens qui, dans leur immense majorité, sont loin d'avoir bénéficié des retombées économiques des privatisations. L'organe étatique, affaibli par une trop forte dépendance vis-à-vis du secteur privé et notamment bancaire, s'avère incapable d'enrayer les inégalités sociales qui gangrènent la nouvelle Russie. Partial et corrompu, l'État souffre d'un fort discrédit populaire et d'un affaiblissement de sa légitimité. Pour caractériser l'époque post-soviétique, les Russes ont volontiers recours à une terminologie péjorative dans laquelle

²⁷⁹ Stephen Holmes, op.cit., « *If the state is to have the monopoly of violence, the monopoly must be vested only in officials whom the public can hold accountable for its use.* », p. 34

les termes de « criminalité », « incertitude de l'avenir », « conflits entre nations », « possibilité de s'enrichir », « crise » ou encore « injustice sociale », occupent les premières places.²⁸⁰

Une expression d'Alexeï Koudrine, ministre des finances et vice-premier ministre sous Vladimir Poutine, résume bien les principales menaces pour la Russie actuelle. Selon lui, il serait effectivement dangereux, pour le pays, de continuer à « dépendre des oligarques, du prix élevé du pétrole, de banques artificiellement dopées et de fausses faillites. »²⁸¹ Cela fait écho à l'une des préoccupations premières de Vladimir Poutine qui, dès son arrivée à la présidence, avait annoncé qu'il comptait bien « supprimer les oligarques en tant que classe. »²⁸² L'emploi du terme « classe » stigmatise l'existence d'une profonde inégalité. Cela est également très significatif du caractère très fermé de leur « club », de l'ampleur de leurs pouvoirs ainsi que de la condamnation populaire de ce type d'enrichissement massif d'une petite élite privilégiée. L'analyste Sergeï Markov résume l'opinion de nombreux russes au sujet des privatisations lorsqu'il écrit : « Quand la Russie a privatisé, c'était dans l'idée que la propriété privée serait plus efficace que la propriété d'État. Pas pour que la propriété privée puisse être vendue aux États-Unis et que M. Khodorkovsky empoche les bénéfices. »²⁸³ Le sentiment d'hostilité à l'égard de l'opacité des transactions de privatisation se transforme souvent en critique des valeurs de la démocratie occidentale. Lors d'un sondage d'opinion dans lequel était demandé à des répondants dans quel type de société ils aimeraient évoluer, une majorité (54%) choisit

²⁸⁰ Jean-Marie Chauvier, « En Russie, nostalgie soviétique et nouveau patriotisme d'État », Le Monde Diplomatique, avril 2004, p.13

²⁸¹ Nina Bachkatov, « Le Kremlin Contre les Oligarques », Le Monde Diplomatique, décembre 2003, p.6; paroles citées du Kommersant Daily, Moscou, 3 novembre 2003

²⁸² Ibid.

²⁸³ Ibid; propos tirés du Moscow Times, 17 octobre.

une « société d'égalité sociale »²⁸⁴ et définit, comme valeur principale de la démocratie, l'« égalité des citoyens devant la loi. »²⁸⁵

Les profondes carences du système légal, caractéristiques du processus transitionnel russe, ont profondément compromis la mise en place d'un État de droit protégeant les simples citoyens. Le faible niveau de confiance du peuple envers les diverses institutions témoigne bien de l'ampleur de la déception populaire. C'est dans cette optique que s'inscrit l'ambition de V. Poutine d'instaurer la « dictature de la loi » dont l'objectif est de laisser place à la justice, d'affirmer le principe d'égalité de tous les citoyens devant l'impôt et de mettre en lumière les irrégularités liées aux privatisations. Cependant, devant cette « reprise en main » de la situation par un exécutif fort, certaines voix s'élèvent pour dénoncer les risques de péril du respect de la démocratie. Ainsi M. Khodorkovsky, actuellement emprisonné, se présente comme un prisonnier politique et sa fondation, « Russie Ouverte », a pour but de promouvoir l'émergence de la société civile. Ses alliés internationaux, parmi lesquels figurent bon nombre de néo-conservateurs américains, voient dans son incarcération, le signe d'un abandon démocratique au profit d'un retour à l'autoritarisme.

Ce tournant autoritaire était, cependant, semble-t-il, assez prévisible. Si l'on revient effectivement sur les données fournies par Richard Rose dans le « Social Capital Survey »²⁸⁶, l'existence d'un lien entre la présence de corruption dans une jeune démocratie et la faible aptitude des citoyens à rejeter des options anti-démocratiques indique le fort potentiel de résurgence autoritaire dans le cas russe. Un autre sondage

²⁸⁴ Voir annexe D, tableau 17, p.17. Parmi les préoccupations centrales des russes, on retrouve la hausse des prix, le chômage, la crise économique ou encore le non-paiement des salaires.

²⁸⁵ Jean-Marie Chauvier, op.cit., p.13

²⁸⁶ Richard Rose, William Mischler et Christian Haerpfer, Democracy and its Alternatives : Understanding Post-Communist Societies, John Hopkins University Press, Baltimore, 1998, p.188; cité à la page 63.

effectuée par Richard Rose en 1996 confirme, de manière très explicite, cette tendance. À la question, de l'ordre ou de la démocratie, quelle valeur est la plus importante pour la Russie actuelle, 77% des répondants choisissaient l'ordre et seulement 8% se prononçaient en valeur de la démocratie.²⁸⁷ La présence d'une corruption à l'échelle systémique semble entraîner un discrédit des valeurs démocratiques qui sont alors assimilées au non-respect de l'ordre et de la loi: « *Russians have become disheartened with democratic reform, and have begun to equate democracy with lawlessness and a sharp decrease in personal safety and well-being.* »²⁸⁸ La sociologue Tatiana Zaslavskaïa constate en effet que, dans la Russie actuelle, les « conquêtes démocratiques de l'époque de la pérestroïka et de la glasnost sont en danger. »²⁸⁹ Le soutien des « Nouveaux Russes » au régime de Boris Eltsine semble s'être expliqué, non par une adhésion aux principes démocratiques mais plutôt par une volonté d'éviter une nouvelle réorganisation de la propriété qui équivaldrait à une remise en cause de leurs acquis: « *Many New Russians, including the worst crooks, support the present government not because they are true democrats but because they do not want a new redistribution of property.* »²⁹⁰ À ce sujet, le « compromis historique » que Vladimir Poutine conclut, dès son arrivée au pouvoir, avec les oligarques, semble donc marquer la continuité par rapport aux mesures du gouvernement précédent. En vertu de cet accord, les oligarques pouvaient conserver leurs richesses acquises durant la période de privatisation ainsi que leur liberté d'action. En échange, ceux-ci s'engageaient à ne pas utiliser leur poids

²⁸⁷ Richard Rose et Christian Haerpfer, « New Democracies Barometer V : a 12-Nation Survey, Centre for the Study of Public Policy », University of Stathclyde, *Studies in Public Policy*, n.306

²⁸⁸ Scott P. Boylan, « Organized Crime and Corruption in Russia : Implications for US and International Law », *Fordham International Law Journal*, Vol.19, 1999

²⁸⁹ Jean-Marie Chauvier, *op.cit.*, p.13

²⁹⁰ Igor Birman, « Gloomy Prospects for the Russian Economy », *Europe-Asia Studies*, Vol. 48, n. 5, 1996, p. 747

économique pour peser sur le pouvoir ou pour tenter d'y accéder. L'arrestation de M. Khodorkovski, qui, par ailleurs affichait clairement ses ambitions politiques personnelles, marque un certain affaiblissement des oligarques vis-à-vis du pouvoir étatique.²⁹¹

En dépit de cette « mise au pas » des oligarques, la structure même de la hiérarchie sociale en Russie pose problème : les trois quarts de la population vivent dans un « état de pauvreté total ou absolu » et seulement 9% des russes appartiennent à la classe moyenne. Quant aux « riches », ils ne représentent qu'environ 1.5% de la population.²⁹² Le fossé social est donc particulièrement important. Cette constatation doit cependant être nuancée par une tendance positive puisque les effectifs de la classe moyenne ont presque doublé entre 1998 et 2004.²⁹³ En dépit de ce progrès notable, la Russie se classe tout de même loin derrière la majorité des pays industrialisés où la classe moyenne représente 70% de la population. Comblar ce retard et ainsi assurer une meilleure diffusion des richesses figurent d'ailleurs parmi « les objectifs fortement affirmés du pouvoir russe. »²⁹⁴

²⁹¹ Hélène Carrère d'Encausse, « Faut-il avoir peur de Vladimir Poutine », Politique Internationale, n.106, hiver 2004-2005, p.24

²⁹² Ibid., chiffres fournis par Hélène Carrère d'Encausse selon une étude effectuée en 2003 pour le Centre d'étude des niveaux de vie.

²⁹³ Ibid., p.24

²⁹⁴ Ibid. p.25

BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, Daron, The Form of Property Rights: Oligarchic vs. Democratic Societies, Mimeo, Working Paper 10037, MIT Department of Economics, 2003, 2-25
- Alatas, Syed Hussein, Corruption: Its Nature, Causes and Consequences, Aldershot, Avebury, 1990, 183 p.
- Bachkatov, Nina, « Le Kremlin Contre les Oligarques », Le Monde Diplomatique, décembre 2003, 6-7
- Banque Mondiale, Anticorruption in Transition, A Contribution to the Policy Debate, World Bank, Washington DC, 2000, 101 p.
- Beetham, David, The Legitimation of Power, Macmillan, Londres, 1991, 267 p.
- Berlin, Isaiah, Éloge de la Liberté, Paris, Calmann-Levy Ed., 1988, 282 p.
- Birman, Igor, « Gloomy Prospects for the Russian Economy », Europe-Asia Studies, Vol.48, n.5, 1996, 735-750
- Blanc, Hélène, Le Dossier Noir des Mafias Russes, Montréal, Balzac-Le Griot Éditeur, 1998, 191 p.
- Boïkov, Vladimir, « Professionalnaïa kouloura gosoudartstvennoï sloujby » (Culture Professionnelle de la Fonction Publique), cité dans « Une Ressource pour les Fonctionnaires », Problèmes Politiques et Sociaux, n.833, Spécial Russie n.136, 2000, 27-30
- Busino, Giovanni, Élites et Élitisme, Presses Universitaires de France (PUF), Paris, 1992, 127 p.
- Carrère d'Encausse, Hélène, « Faut-il avoir peur de Vladimir Poutine », Politique Internationale, n.106, hiver 2004-2005, 23-25
- Chauvier, Jean-Marie, « En Russie, nostalgie soviétique et nouveau patriotisme d'État », Le Monde Diplomatique, avril 2004, 12-13
- Chavance, Bernard et E. Magnin, « L'Émergence des Économies Mixtes et Dépendantes du Chemin » in R. Delorme, *À l'Est du Renouveau : Changements Institutionnels et Transformations Économiques*, L'Harmattan, Coll. Pays de l'Est, Paris, 1996

- Collier, Michael W., « Explaining Political Corruption : An Institutional-Choice Approach », International Studies Association, 40th Annual Convention, fév. 1999, 13-26
- Coser, Lewis, The Functions of Social Conflict, Free Press, Glencoe, 1956, 188 p.
- Djilas, Milovan, The New Class: An Analysis of the Communist System, Harvest Books, N.Y., 1983
- Duhamel, Luc, « La Criminalité Économique en URSS, ses Formes et son Ampleur », Revue d'Études Comparatives Est-Ouest, sept. 1989, vol.20, n.3, sept. 1989, 71-92
- Engels, Friedrich, L'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'État, Paris, Editions Sociales, 1983, 322 p.
- Evans, Peter, Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation, Princeton University Press, Princeton, 1995, 323 p.
- Eyal, Gil, Ivan Szelenyi et Eleanor Townsley, « The Theory of Post-Communist Managerialism », New Left Review, n.222, 1997, 60-82
- Feldbrugge, F.J.M., « Government and Shadow Economy in the Soviet Union », Soviet Studies, Vol.36, Oct. 1984, 528-543
- Fukuyama, Francis, « Social Capital, Civil Society and Development », Third World Quarterly, Vol 22, 2000, 7-20
- Gow, James Ian, « Avantage de l'Approche Socio-Anthropologique dans l'Étude de la Corruption Administrative » in Hommage à Vincent Lemieux, la Science Politique au Québec, le Dernier des Maîtres Fondateurs, Presses de l'Université Laval, Québec, 2003
- Gow, James Ian, Michel Barrette, Stéphane Dion et Michel Fortman, Introduction à l'Administration Publique: Une Approche Politique, Gaëtan Morin Ed., 1993, 322 p.
- Grief, A., « Cultural Beliefs and the Organization of Society: A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies », Journal of Political Economy, Vol.5, n.103, 1994, 912-950
- Grodeland, Ase B., Tatyna Y. Koshechkina et William L. Miller, « Foolish to Give and Yet More Foolish Not To Take: In Depth Interview With Post-Communist Citizens On Their Everyday Use of Bribes and Contacts », Europe-Asia Studies, Vol.50, n.4, 1998, 651-677
- Grodeland, Ase B., Tatyna Y. Koshechkina et William L. Miller, « How Citizens Cope with Post-Communist Officials: Evidence from Focus Group Discussions in Ukraine and Czech Republic », Political Studies, 45, 1997, 597-625

- Guriev, Sergei et Andrei Rachinsky, Oligarchs : The Past or the Future of Russian Capitalism, Juillet 2004, document basé sur leur recherche antérieure effectuée pour la Banque Mondiale et intitulée « Ownership Concentration in Russian Industry », 2004, 35 p.
- Hanley, Eric, Natasha Yershova et Richard Anderson, « Russia: Old Wine in a New Bottle? The Circulation and Reproduction of Russian Elites, 1983-1993 », Theory and Society, 24, 1995, 639-668
- Heidenheimer, A.J., « Perspectives on the Perception of Corruption », Political Corruption: A Handbook, (A.J. Heidenheimer, M. Johnston et V.T. Le Vine Ed.), New Brunswick, Transaction Publishers, 1989, 149-163
- Hellman, Joel S., Geraint Jones, Daniel Kaufmann et Mark Schankerman, Measuring Governance Corruption and State Capture: How Firms and Bureaucrats Shape the Business Environment in Transition Economies, Rapport préparé pour la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement et la Banque Mondiale, Working Paper n. 2312, avril 2003, 62 p.
- Hendley, Kathryn, Peter Murrell et Randi Ryterman, « Law, Relationships and Private Enforcement: Transactional Strategies of Russian Enterprises », Europe-Asia Studies, Vol. 52, n.4, 2000, 627-656
- Heywood, Paul, « Political Corruption : Problems and Perspectives », Political Studies, n.45, Vol.3, 1997, 417-435
- Hobson, John, M., The Wealth of States: A Comparative Sociology of International Economic and Political Change, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 338p.
- Holmes, Stephen, « What Russia Teaches Us Now: How Weak States Threaten Freedom », The American Prospect, Vol.8, n.33, Juillet/Août 1997, 30-39
- Hughes, James, « Sub-national Elites and Post-Communist Transformation in Russia: A Reply to Kryshtanovskaya & White », Europe-Asia Studies, Vol.49, n. 6, 1997, 1017-1036
- Huntington, Samuel, Le Choc des Civilisations, Ed. Odile Jacob, Paris, 1996, 402 p.
- Ingelhart, Ronald, Modernization and post-modernization : Cultural, Economic and Political Change in 43 Societies, Princeton University Press, Princeton, 1997, 327 p.
- Ivanov, Vyacheslav, « In My Beginning Is My End: Traditional Values In Russian Social Life and Thought” in Remaking Russia, Voices from Within » (Heyward Isham Ed.), Institute for Est-West Studies, 1991, 24-35

- Johnston, M., « Comparing Corruption: Conflicts, Standards and Development », Document présenté au XVI^e Congrès de l'International Political Science Association, Berlin, Août 1994
- Karklins, Rasma, « Typology of Post-Communist Corruption », Problems of Post-Communism, Vol.49, n.4, Juillet-Août 2002
- Kende, Pierre et Zdenek Strmiska, Égalité et inégalités en Europe de l'Est, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984, 455 p.
- Khlopine, Alexandre, « La coutume contre la Loi », Problèmes Politiques et Sociaux, n.814, série Russie n.133, janv.1999, 18-20
- Klebnikov, Paul, Godfather of the Kremlin, Harcourt, 2000, 400 p.
- Kliamkine, Igor et Lev Timofeev, La Russie de l'Ombre, Paris, Presses de la Cité, 2003 296 p.
- Klitgaard, Robert, Controlling Corruption, University of California Press, Berkeley, 1998, 220 p.
- Kolesnichenko, Olga et Juliette Tendjoughian, « Insécurité et Transformation Post-Socialiste : Étude Comparative entre le Développement des Mafias en Russie et en Albanie », texte présenté lors du colloque du DEA RCD sur le thème « Développement et Sécurité », École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 2003
- Kolesov, Yuri, « Vremya novostei », cité dans « I Hear From the Judge », Current Digest of the Post-Soviet Press, Vol.56, n.43, 2004
- Koutcherena, Anatoli, « Strachnaïa vlast » (« un terrible pouvoir »), cité dans « La Tyrannie des Kompromaty », Problèmes Politiques et Sociaux, n.833, série Russie n.136, 2000, 47-48
- Kramberger, Anton et Vasja Vehovar, « Regime Change and Elite Dynamics in Slovenia during the 1990's: What the Elite Reproduction Rates tell us », Družboslovne razprave, Vol 16, n.32-33, 2000, 148-171
- Kramer, John, M., « The Politics of Corruption », Current History, Vol.97, n.621, Octobre 1998, 329-334
- Kryshtanovskaya, Olga et Stephen White, « From Soviet Nomenklatura to Russian Elite », Europe-Asia Studies, 48, n.5, Juillet 1996, 711-734

- Kubicek, Paul, « Post-Communist Political Studies: Ten Years Later, Twenty Years Behind? », Communist and Post-Communist Studies, 33, 2000, 295-309
- Lane, David et Cameron Ross, The Transition from Communism to Capitalism, St Martin's Press, NY, 1999, 259 p.
- Ledneva, Alena, Russia's Economy of Favours, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, 235 p.
- Lénine, L'État et la Révolution, Ed. du Progrès, Paris, 1971, 187 p.
- Lorrain, Pierre, « Mafias Russes: Ébauche d'une Typologie », Politique Étrangère, Hiver 1996-97, 813-823
- Marsh, Christopher, « Social Capital and Democracy in Russia », Communist and Post-Communist Studies, n.33, 2000, 183-199
- McAllister, Ian et Stephen White, « The Legacy of the Nomenklatura: Economic Privilege in Post-Communist Russia », Coexistence, Vol.32, n.3, sept.1995, 217-239
- Migranian, Andranik, « Problema soubektnosti rossiiskoï politiki. Oligarkhizatsia vlasti v Moskve tchrevata oslablieniem gosoudarstva », cité dans « Une Sphère Privée et un État Hypertrophié », Problèmes Politiques et Sociaux, n.814, Série Russie n. 133, Janv. 1999, 12-14
- Mills, C.Wright, The Power Elite, Oxford University Press, 1956, 423 p.
- Naishul, V., « Liberalism, Customary Rights and Economic Reforms », Communist Economies and Economic Transformation, Vol.5, n.1, 1993
- Niqueux, Michel, Vocabulaire de la Pérestroïka, Ed. Universitaires, Paris, 1990, 241 p.
- Nye, Joseph, « Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis; The Study of Corruption in Less Developed Countries », American Political Science Review, n.61, Vol.2, Juin 1967, 417-427
- Phelizon, Renaud, « Économie Précédurale, Nouvelle Sociologie Économique et Réseaux », thèse de doctorat, faculté de Sciences Économiques et de Gestion, Université Lyon 2, 1997, 1-11
- Pisier-Kouchner, Evelyne, Les Interprétations du Stalinisme, PUF, Collection Recherches Politiques, Paris, 1984, 289 p.
- Plociniczak, Sébastien, Création de Petites Entreprises, Réseaux et Capital Social Local des Entrepreneurs, 4th Congress on Proximity Economics : Proximity, Networks and Coordination, Juin 2004, 25 p.

- Polanyi, Karl, La Grande Transformation, Gallimard, Paris, 1983, 420 p.
- Przeworki, Adam, «Eastern Europe : The Most Significant Event in Our Life Time? » *in Challenges to Pluralism in Eastern Europe*, Adamski et Wnuk-Lipinski Ed., Polish Academy of Sciences/Institute of Sociology and Philosophy, Varsovie, 1991
- Putnam, Robert, Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy, Princeton University Press, 1993, 258 p.
- Radaev, Vadim, «Corruption and Violence in Russian Business in the Late 1990's » *in Economic Crime in Russia*, (A. Ledneva et M. Kurkchiyan Eds), Kluwer Law International, Boston, 2000
- Radvanyi, Jean, « Ces Conflits Mal Éteints qui ébranlent le Caucase », Le Monde Diplomatique, octobre 2004, 4-5
- Rigby, T.H., « The Government in the Soviet Political System », Executive Power and Soviet Politics, Vol.1, n.35, 1990, 1-48
- Rizzi, Bruno, L'URSS : Collectivisme Bureaucratique : La Bureaucratization du Monde, Ed. Champ Libre, Paris, 1976, 111 p.
- Roemer, John, A General Theory of Exploitation and Class, Harvard University Press, 1982, 298 p.
- Rose, Richard, William Mischler et Christian Haerpfer, Democracy and its Alternatives : Understanding Post-Communist Societies, John Hopkins University Press, Baltimore, 1998
- Rose, Richard, et Christian Haerpfer, New Democracies Barometer V: A 12-Nation Survey, Studies in Public Policy 306, Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde, Glasgow, 1998
- Rose, Richard, « When Government Fails: Social Capital in an Antimodern Russia » *in* Edwards, Bob et Al. Beyond Toqueville: Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective, University Press of New England, Hanover, 2001, 56-69
- Rose-Ackerman, Susan, Trust, Honesty and Corruption: Theories and Survey Evidence from Post-Socialist Societies, Workshop on Honesty and Trust in Post-Socialist Societies, Budapest Collegium, 25-26 mai, 2001, 55 p.
- Rutland, Peter, « The Cashless Society », Current History, Vol.97, n.621, oct. 1998, 313-318

- Satarov, G., M. Levine et M. Tsirik, « La Corruption à la Base : Une Nécessité pour les Administrés » in Problèmes Politiques et Sociaux, Série Russie n.136, n.833, 1998, 43-51
- Seabrooke, Leonard, Bringing Legitimacy back to neo-Weberian State Theory and International Relations, Working Paper 2002/6, Australian National University, Sept.2002 , 55 p.
- Shevtsova, Lilia et Scott A. Bruckner, « Where is Russia Headed? Toward Stability or Crisis? » Journal of Democracy, 8, n.1, janv. 1997, 12-26
- Simis, Konstantin, La Société Corrompue, Éditions Robert Laffont, Paris, 1983, 251 p.
- Skocpol, Theda, States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China, Cambridge University Press, Cambridge, 1979, 407 p.
- Szablowski, George J. et Hans-Ulrich Derlien, « East European Transitions, Elites, Bureaucracies and the European Community », Governance, Vol.6, n.3, Juillet 1993, 308-317
- Szelenyi, Ivan et Szonja Szelenyi, « Circulation or Reproduction of Elites during the Post-Communist Transformation », Theory and Society, 24, n.5, 1995, 615-638
- Tanzi, Vito, Corruption Around the World : Causes, Consequences, Scope and Cures, IMF Working Paper, Fiscal Affairs Dept, Mai 1998, 39 p.
- Tikhomirov, Vladimir, « The Second Collapse of the Soviet Economy : Myths and Realities of the Russian Reform », Europe-Asia Studies-, vol.52, n.2, Mars 2000, 207-236
- Tompson, William, «Old Habits Die Hard : Fiscal Imperatives, State Regulation and the Role of Russia's Banks », Europe-Asia Studies, Vol.49, n.7, 1997, 1159-1185
- Trotsky, Léon, Revolution Betrayed, Pathfinder Press, 5e Ed., Atlanta, 1990, 237 p.
- Varese, Federico « Corruption in Post-Socialist Russia », Political Studies, Vol. 45, n.3, Edition Spéciale, 1997, 579-596
- Varese, Federico, « Is Sicily the future of Russia? Private Protection and The Rise of The Russian Mafia », Archives Européennes de Sociologie, vol.35, n.2, 1994, 224-258
- Volkov, Vadim, « Violent Entrepreneurship in Post-Communist Russia », Europe-Asia Studies, Vol.51, n.5, Juillet 1999, 741-754

Walder, Andrew G., « Politics and Property in Transitional Economies: A Theory of Elite Opportunity », Working Paper, Stanford Institute for International Studies, Asia Pacific Research Center, avril 2003, 40 p.

Weber, Max, Économie et Société, Tome 1, Ed. Plon, Paris, 1995, 410 p.

Weber, Max, L'Éthique Protestante et l'Esprit du Capitalisme, Ed. Plon, 1964, 341 p.

Weber, Max, The Russian Revolutions, (Gordon C. Wells et Peter Baehr Eds.), Cornell University Press, Ithaca, N.Y, 1995, 287 p.

White, Stephen, Russia's New Politics: The Management of a Postcommunist Society, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, 386 p.

Whitmore, Brian, « Russia's Top Crime Fighter », cité dans « Impuissance des Contre-Pouvoirs », Problèmes Politiques et Sociaux, Série Russie 136, n.833, 1998, 48-51

Williams, Kieran, « A Scorecard for Czech Lustration », Central Europe Review, Vol.1, n.19, Nov. 1999, 2-7

Yurchak, Alexei, « Entrepreneurial Governmentability in Post-Socialist Russia » in V. Bonell et T. Gold (Ed.), The New Entrepreneurs of Europe and Asia, Armonk, NY, 1999, 39 p.

Site internet consulté:

Russian oligarchy : <http://www.oligarchy.trj.ru>
(dernière visite effectuée le 17 février 2005)

ANNEXES

	<i>Pages</i>
<u>Annexe A</u> : Processus transitionnel et configuration de l'élite	1-2
<u>Annexe B</u> : Accaparement étatique interne et externe : quelques données statistiques	3-8
<u>Annexe C</u> : Les oligarques : un portrait statistique	9-14
<u>Annexe D</u> : Quelques données sur la Russie post-soviétique	15-19
<u>Annexe E</u> : Personnalisation des rapports sociaux et économie informelle	20-24
<u>Annexe F</u> : Profil de l'élite politique et économique russe	25-29

ANNEXE A

Processus transitionnel et configuration de l'élite

Tableau 1 : Types d'économies transitionnelles selon les modes de changement de régime et d'appropriation des biens

		Extensiveness of Regime Change	
		High	Low
Barriers to Asset Appropriation	High	<p>Type 1 Elites frequently lose posts and few appropriate public assets; public assets sold to new owners; those with managerial and technical skills fare best [<i>Czech Republic, Hungary, Poland, the Baltics</i>]</p>	<p>Type 2 Elites retain posts; use office to extract large incomes through legal and illegal means; privatization delayed and slow, few are able to appropriate public assets [<i>China, Vietnam</i>]</p>
	Low	<p>Type 3 Elites frequently lose posts, but many appropriate public assets through ownership or control as they are privatized; powerful business elite emerges out of officialdom [<i>Romania, Russia</i>]</p>	<p>Type 4 Elites retain posts, use office to extract large incomes; assets are privatized and powerful business elite emerges from within officialdom [<i>Belarus, Kazakhstan, Uzbekistan</i>]</p>

Source : Andrew G. Walder, Politics and Property in Transitional Economies : A Theory of Elite Opportunity

Processus transitionnel et configuration de l'élite

Tableau 2 : Stabilité/Instabilité politique

		<i>Elite Structures</i>				
		<i>Power Elites</i>	<i>Consensual</i>	<i>Confrontational</i>		
<i>Political Outcomes</i>					<i>Political Organization</i>	
Positive sum	1. Stable	2. Stable	3. Unstable		Interests	
Zero sum	4. Stable	5. Unstable	6. Volatile		Social blocs	
		<i>Dominant/ Monopolistic</i>	<i>Consensual</i>	<i>Antagonistic</i>		
		<i>Ideology</i>				

Source : David Lane, The Transition from Communism to Capitalism, p.18

Tableau 3: Types d'élites politiques et régimes leur étant associés

		<i>Policy</i>					
		<i>Agreement</i>		<i>Disagreement</i>			
<i>Elite Differentiation</i>	<i>Wide</i>	I. Pluralistic elite (stable polyarchy)		II. Fragmented elite (unstable polyarchy)		<i>Participatory</i>	<i>Political Culture</i>
	<i>Narrow</i>	III. Corporatist elite (stable polyarchy)		IV. Divided elite (authoritarian unstable regime)		<i>Authoritarian</i>	
		<i>Strong</i>		<i>Weak</i>			
		<i>Ideological Affinity</i>					

Source : David Lane, The Transition from Communism to Capitalism, p.118

ANNEXE B

Accapement étatique externe et interne : quelques données statistiques

Schéma 1 : Classification nationale selon les indices d'accapement de l'État et de corruption administrative (accapement interne)

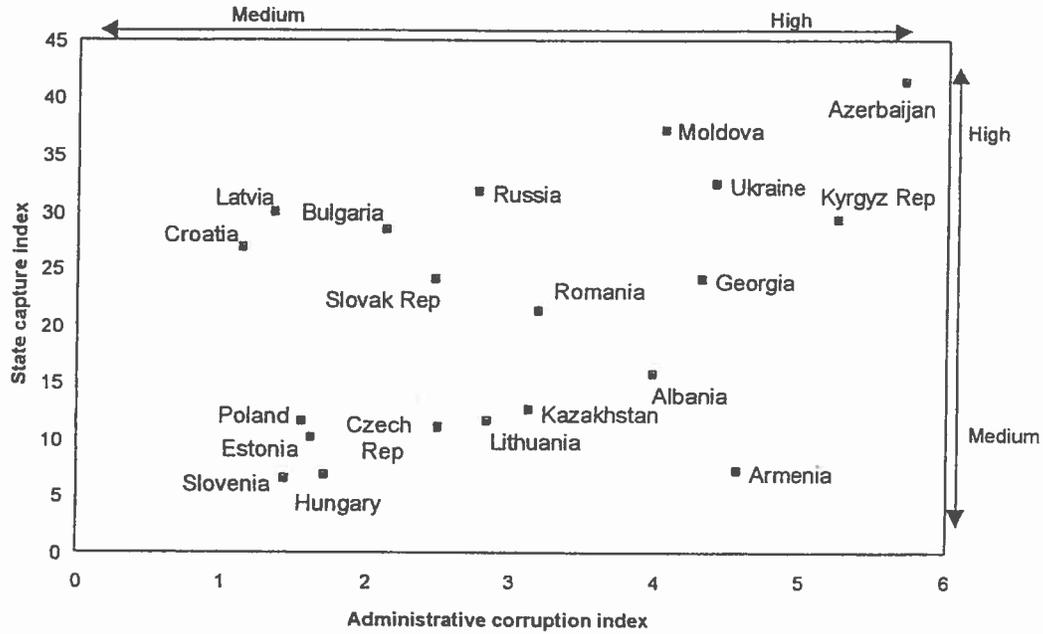
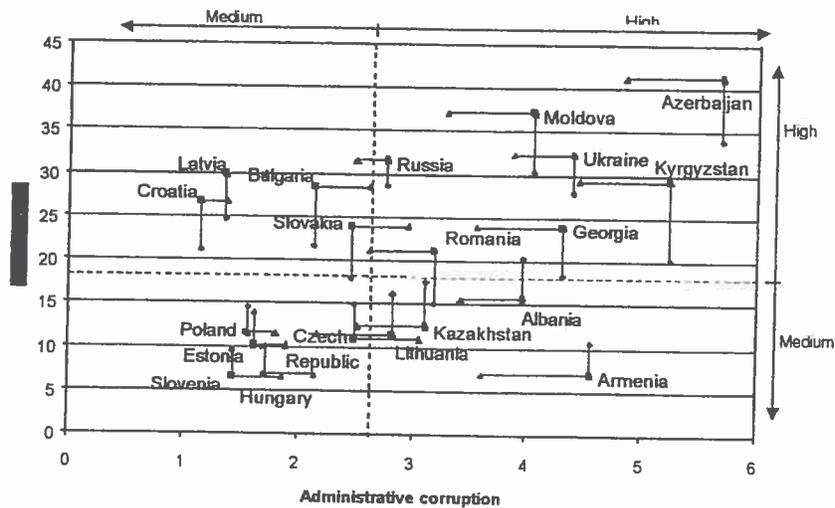


Schéma 2 : Marge d'erreur statistique



Source: BEEPS

Source : Banque Mondiale, *Anticorruption in Transition : A Contribution to the Policy Debate*, 2000

Accaparement étatique externe et interne : quelques données statistiques

Tableau 4 : Liste des pays enregistrant le plus fort niveau de corruption pour les années 1995, 1996 et 1997

	1995	1996	1997
Jordan	n.a.	4.89	n.a.
Hungary	4.12	4.86	5.18
Spain	4.35	4.31	5.90
Turkey	4.10	3.54	3.21
Italy	2.99	3.42	5.03
Argentina	3.24	3.41	2.81
Bolivia	n.a.	3.40	2.05
Thailand	2.79	3.33	3.06
Mexico	3.18	3.30	2.66
Ecuador	n.a.	3.40	2.05
Brazil	2.70	2.96	3.56
Egypt	n.a.	2.84	1.94
Colombia	3.44	2.73	2.23
Uganda	n.a.	2.71	n.a.
Philippines	2.77	2.69	3.05
Indonesia	1.94	2.65	2.72
India	2.78	2.63	2.75
Russia	n.a.	2.58	2.27
Venezuela	2.66	2.50	2.77
Cameroon	n.a.	2.46	2.27
China	2.16	2.43	2.88
Bangladesh	n.a.	2.29	1.80
Kenya	n.a.	2.21	2.30
Pakistan	2.25	1.00	2.53
Nigeria	n.a.	0.69	1.76

Source: Transparency International.

*Level at which corruption is perceived by people in business, political analysts, and the general public.

Source : Vito Tanzi, Corruption Around the World : Causes, Consequences, Scope and Cures, FMI, 1998

Tableau 5: Les Russes s'attendent-ils à un traitement équitable par les fonctionnaires?

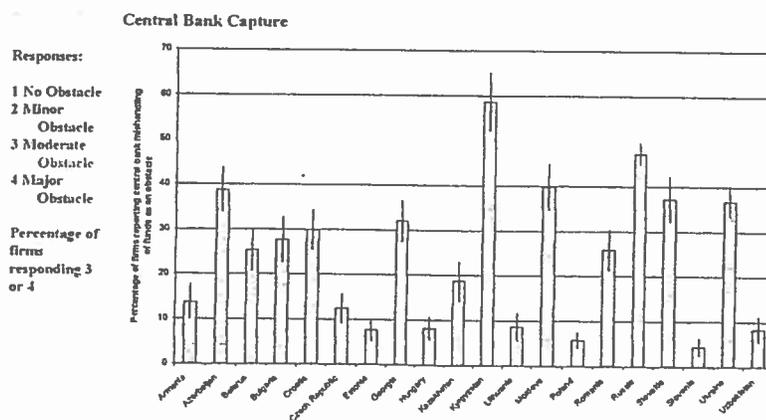
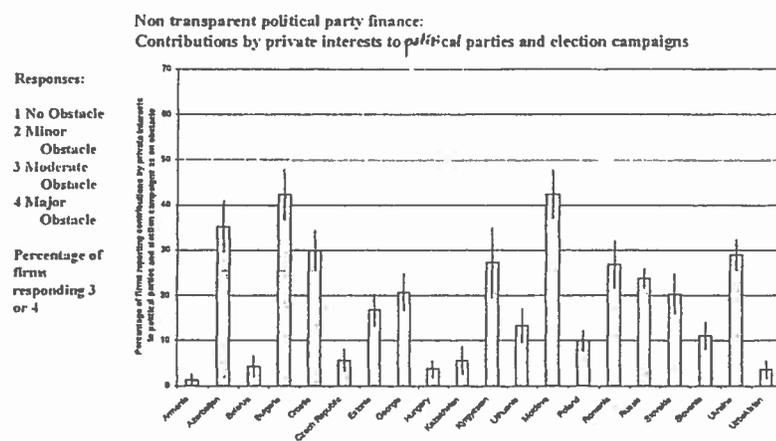
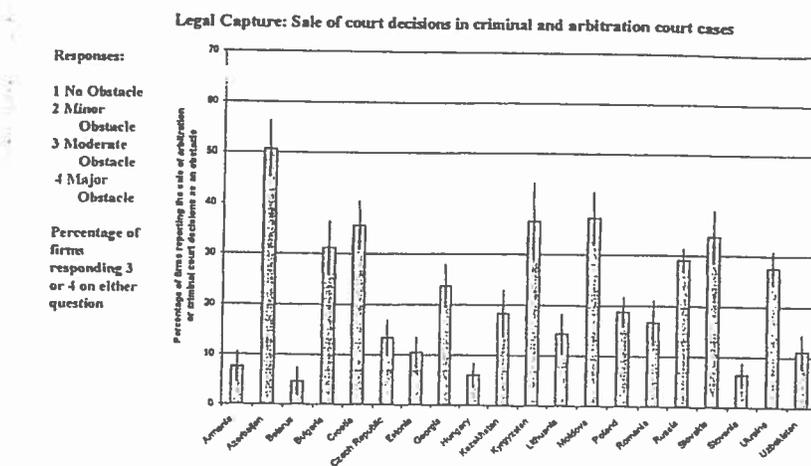
	Ukraine	Russia	Hungary	Slovakia	Czech Rep.
Yes	12	16	43	53	61
Only with connections or bribes	20	17	7	14	5
No	67	67	50	33	34

Note: Based on 5769 (hour long) interviews with representative samples of the public, November-December 1993.

Source : Grodeland, Koschekina, Miller, «How Citizens Cope With Post-Communist Officials : Evidence From Focus Group in Ukraine and Czech Republic. 1997

Accaparement étatique externe et interne : quelques données statistiques

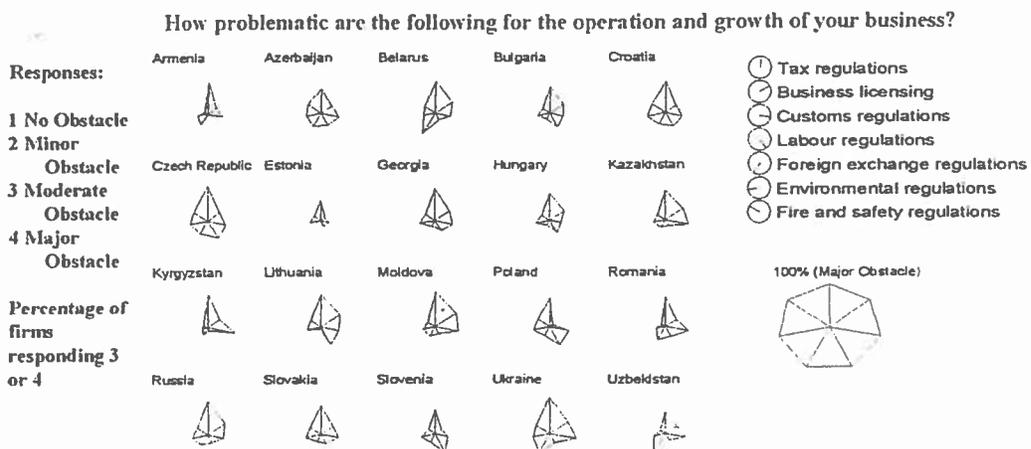
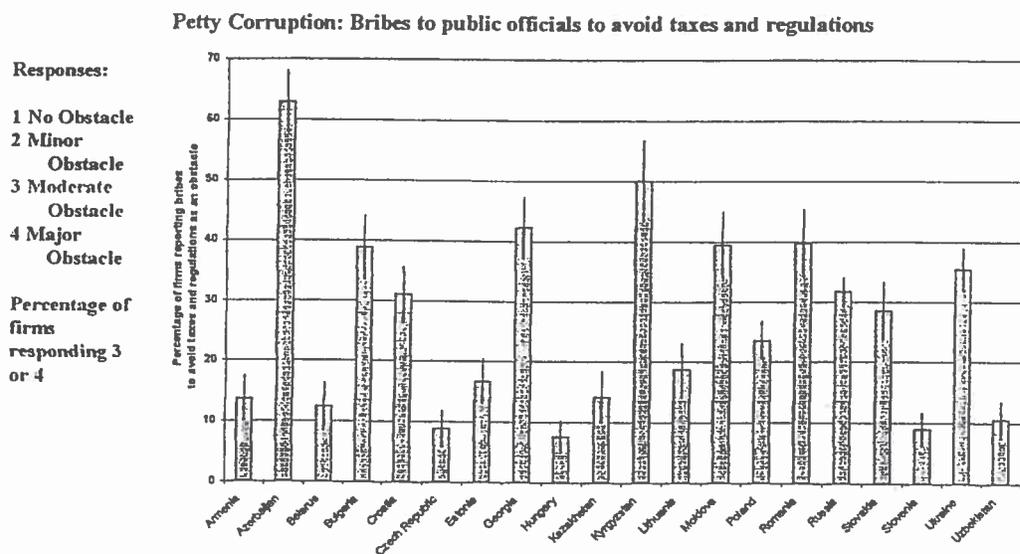
Graphiques 1, 2 et 3 : Niveau d'accaparement légal, politique et financier



Source : Banque Mondiale, BERD

Accaparement étatique externe et interne : quelques données statistiques

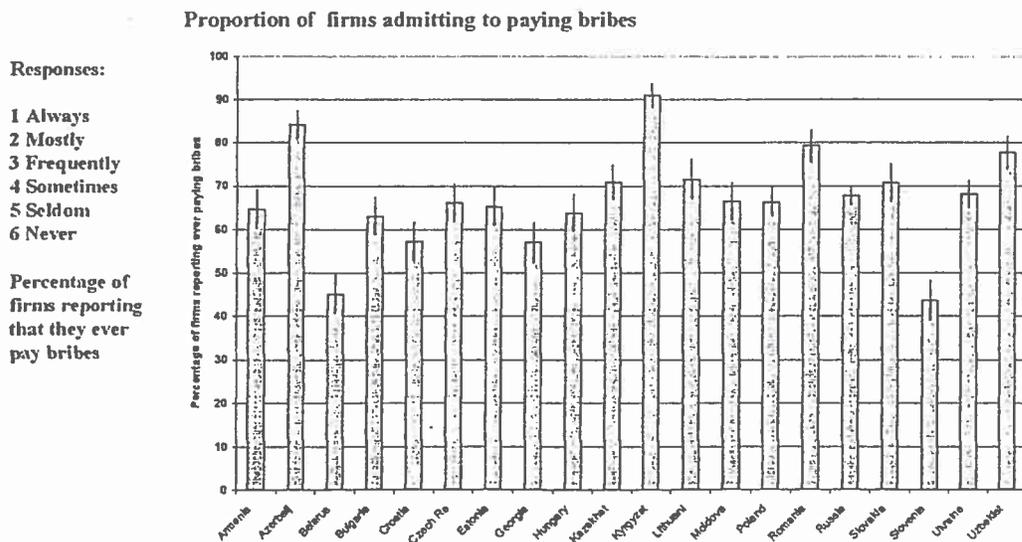
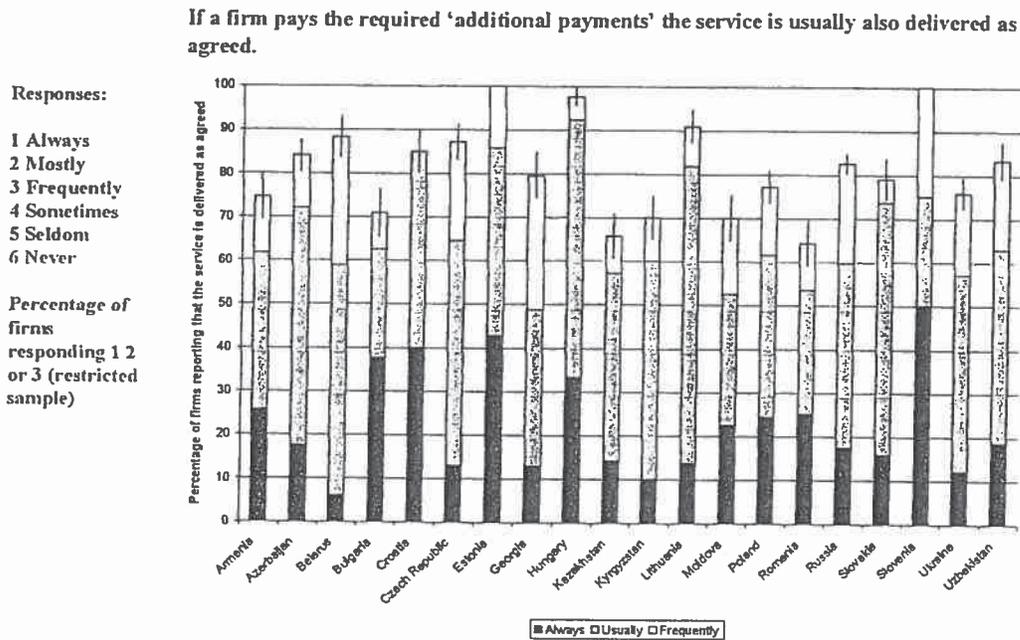
Graphique 4 et schéma 3 : Importance du problème de la taxation



Source : Banque Mondiale, BERD

Accapement étatique externe et interne : quelques données statistiques

Graphiques 5 et 6 : Fréquence de la pratique du versement de pots-de-vin



Source : Banque Mondiale, BERD

Accapement étatique externe et interne : quelques données statistiques

Graphique 7 et tableau 6 : Proportion approximative de la part de pots-de-vin versés

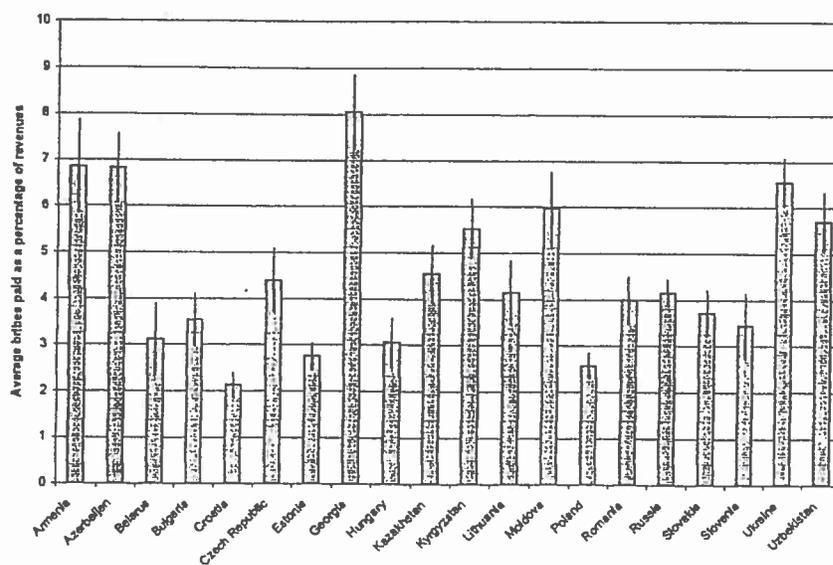
Country	Connection to public services	Licenses	Taxes	Government contracts	Customs	Courts	Health/Fire inspectors	Influence legislation	Other	Total
Armenia	10.9	9.8	30.6	5.8	14.0	4.7	2.9	3.2	18.0	100.0
Azerbaijan	9.2	20.2	31.6	17.4	8.6	6.0	4.3	2.4	0.1	100.0
Belarus	9.6	30.4	28.2	7.3	7.1	3.6	13.6	0.2	0.0	100.0
Bulgaria	17.7	22.6	14.1	6.6	11.9	13.6	8.2	2.8	2.6	100.0
Croatia	9.1	6.7	7.3	44.7	10.7	8.8	4.1	4.0	4.5	100.0
Czech Republic	8.3	16.3	7.2	43.0	6.4	6.5	9.2	1.6	1.6	100.0
Estonia	2.0	26.5	6.4	34.5	15.2	2.5	4.2	5.9	2.8	100.0
Georgia	11.0	18.3	29.3	3.6	9.6	11.3	10.4	6.6	0.0	100.0
Hungary	7.3	43.6	10.9	11.1	14.2	3.1	3.3	1.4	4.9	100.0
Kazakhstan	10.7	23.2	20.3	5.3	14.4	12.7	9.5	1.3	2.8	100.0
Kyrgyzstan	5.0	15.2	53.5	6.5	6.8	4.5	7.4	1.1	0.0	100.0
Lithuania	14.0	8.5	16.3	5.0	15.1	8.7	17.6	4.3	10.6	100.0
Moldova	14.9	29.7	21.4	3.9	10.4	9.0	7.0	1.6	2.2	100.0
Poland	7.4	26.1	8.8	17.7	15.8	9.9	5.7	4.3	4.3	100.0
Romania	16.1	39.8	6.3	7.8	15.2	5.2	5.7	3.4	0.6	100.0
Russia	11.7	20.4	18.5	11.3	8.8	11.1	11.6	2.8	3.7	100.0
Slovakia	5.7	33.2	10.1	18.3	11.8	12.9	4.3	1.3	2.5	100.0
Slovenia	6.5	24.9	4.3	36.3	8.7	5.3	5.8	8.2	0.0	100.0
Ukraine	10.3	21.3	25.8	10.4	12.2	6.8	9.7	2.5	1.1	100.0
Uzbekistan	8.5	18.0	27.9	15.4	10.9	5.2	12.0	0.9	1.2	100.0
Overall	10.6	22.0	19.4	14.6	12.2	7.9	7.8	2.6	2.9	100.0

On average, what percent of revenues do firms like yours typically pay per annum in unofficial payments to public officials?

Responses:

- 0%
- Less than 1%
- 1 - 1.99%
- 2 - 9.99%
- 10 - 12%
- 13 - 25%
- Over 25%

Midpoint of each category (except lower point of last category) taken as representative to calculate the mean



Source : Banque Mondiale, BERD

ANNEXE C

Les oligarques : un portrait statistique

Tableau 7 : Principaux oligarques russes (voir légende page suivante)

Senior partner(s)	Holding company / firm, major sector(s)	Employment, 000 (% sample)	Sales, R Bln (% sample)	Other rankings*	RSPP bureau, head of committee/ taskforce (as of June 2004)
Oleg Deripaska	Base Element / RusAl, aluminum, auto	169 (3.9%)	65 (1.3%)	P, BR, DS, K, F	B, Railroad reform
Roman Abramovich	Millhouse / Sibneft, oil	169 (3.9%)	203 (3.9%)	S, BR, DS, K, H**, F	
Vladimir Kadannikov	AutoVAZ, automotive	167 (3.9%)	112 (2.2%)	BR, K	
Sergei Popov, Andrei Melnichenko, Dmitry Pumpiansky	MDM, coal, pipes, chemical	143 (3.3%)	70 (1.4%)	F	B, Financial markets (Mamut**)
Vagit Alekperov	Lukoil, oil	137 (3.2%)	475 (9.2%)	S, P, BR, DS, K, F	
Alexei Mordashov	Severstal, steel, auto	122 (2.8%)	78 (1.5%)	BR, DS, F	B, Customs and WTO accession
Vladimir Potanin, Mikhail Prokhorov	Interros / Norilsk Nickel, non-ferrous metals	112 (2.6%)	137 (2.6%)	B, S, P, BR, DS, K, F	B, Social and labor relations (Eremeev**)
Alexandr Abramov	Evrzholding, steel	101 (2.3%)	52 (1.0%)	F	B
Len Blavatnik, Victor Vekselberg	Access-Renova/TNK-BP, oil, aluminum	94 (2.2%)	121 (2.3%)	DS, F	B
Mikhail Khodorkovsky	Menatep/Yukos, oil	93 (2.2%)	149 (2.9%)	B, S, P, BR, DS, K, H, F	B, International affairs
Iskander Makhmudov	UGMK, non-ferrous metals	75 (1.7%)	33 (0.6%)	K	
Vladimir Bogdanov	Surgutneftegaz, oil	65 (1.5%)	163 (3.1%)	P, BR, DS, K, F	
Victor Rashnikov	Magnitogorsk Steel, steel	57 (1.3%)	57 (1.1%)		
Igor Zyuzin	Mechel, steel, coal	54 (1.3%)	31 (0.6%)		
Vladimir Lisin	Novolipetsk Steel, steel	47 (1.1%)	39 (0.8%)	F	B
Zakhar Smushkin, Boris Zingarevich, Mikhail Zingarevich	IlmPulpEnterprises, pulp	42 (1.0%)	20 (0.4%)		
Shafagat Tahaudinov	Tatneft, oil	41 (1.0%)	41 (0.8%)		
Mikhail Fridman	Alfa/TNK-BP, oil	38 (0.9%)	107 (2.1%)	B, S, P, BR, DS, K, F	B, Judiciary reform
Boris Ivanishvili	Metalloinvest, ore	36 (0.8%)	15 (0.3%)	P*	B, Land reform (Kiselev**)
Kakha Bendukidze	United Machinery, engineering	35 (0.8%)	10 (0.2%)	BR, K	B, Budget and taxes
Vladimir Yevtushenkov	Sistema/MTS, telecoms	20 (0.5%)	27 (0.5%)	S, P, BR, DS, K, F	B, Industrial policy, Pension reform (Yurgens**)
David Yakobashvili, Mikhail Dubinin, Sergei Plastinin	WimmBillDann, dairy/juice	13 (0.3%)	20 (0.4%)		
Total		1,831 (42.4%)	2,026 (39.1%)		

Source : S. Guriev et A. Rachinsky, « Oligarchs : The Past or the Future of Russian Capitalism ». 2004

Les oligarques : un portrait statistique

Each entry lists the leading shareholder(s) in a respective business group, the name of the holding company or the flagship asset, and one or two major sectors. We report several individual per group only when there is equal or near equal partnership.

Ranking is based on employment in the sample and may therefore be different from actual, as the sample disproportionately covers assets of different oligarchs. Employment and sales are based on official firm-level data for 2001. The exchange rate was \$1=29 rubles.

RSPP stands for Russian Union of Industrialists and Entrepreneur, the leading lobbying organization for Russian business. B stands for RSPP Bureau membership (in total RSPP Bureau includes President and 24 members); we also list the RSPP committees/taskforces the particular oligarchs are in charge of (in total there are 17 committees/taskforces in RSPP).

* Other oligarch rankings:

B – Berezovsky's Group of Seven (Financial Times, 1996)

S – Classified as oligarchs in the "Sale of the Century" (Freeland, 2000, p. xv-xvii)

P – Pappe (2000)

BR – Boone and Rodionov (2002)

DS – Dynkin and Sokolov (2002)

K – Kommersant (2003)

H – Hoffman (2003)

F – Forbes (2004)

** Some of RSPP committee chairs have retired from active business

Mamut was MDM Board Chairman at the time of appointment at RSPP

Kiselev was Metalloinvest Board Chairman at the time of appointment RSPP

Eremeev was an Interros executive prior to the appointment at RSPP

Yurgens was a Sistema executive prior to the appointment at RSPP

Hoffman discusses Berezovsky rather than Abramovich. In 2000-2003, Abramovich took over most of Berezovsky's assets in Russia as Berezovsky went into exile.

*** Khodorkovsky has remained a Bureau member and a Committee Chair even though he was in jail since Oct 2003.

Tableau 8 : Les oligarques, un poids économique considérable

Twenty two business groups control a greater share of our sample than either regional and federal government combined, or more than all private owners combined.

The table presents total sales and employment of the firms in the sample controlled by each category of owners.

	<i>Employment</i>	<i>Sales, R000</i>
Oligarchs	42%	39%
Other private domestic	22%	13%
Foreign	3%	8%
Regions	6%	6%
Federal	15%	26%
No data	12%	8%

Source : S. Guriev et A. Rachinsky, « Oligarchs : The Past or the Future of Russian Capitalism », 2004

Tableau 9 : Importance des oligarques selon les secteurs d'activité dans l'industrie russe***Oligarchs control largest industrial sectors except for natural gas and energy.***

The table presents the share of sales controlled by oligarchs in 32 industrial sectors sorted by size. The last two columns present concentration ratios: CR4 (the share of four largest owners in the sales of the sector) and Herfindahl-Hirschman Index (the sum of squared shares of all owners in the industry). CR4 is reported in % and ranges from 0 to 100%; HHI is reported in % squared, and ranges from 0 to 10,000.

The total output of the 32 sectors (R 4,500 billion) represented 76.5% of Russia's industrial output and 50% GDP.

<i>Sector</i>	<i>Sales 2001, Ruble billion</i>	<i>Oligarchs' share in sales</i>	<i>CR4</i>	<i>HHI, %%</i>
Oil	1 256	72%	59%	1,347
Natural gas	579	1%	94%	8,655
Energy	499	8%	49%	1,736
Ferrous metals	275	78%	66%	1,180
Automotive	225	71%	71%	2,365
Machinery	209	12%	12%	51
Non-ferrous metals (except aluminum)	154	92%	95%	6,250
Milk	100	18%	23%	215
Pulp and paper	93	30%	41%	646
Coal	89	48%	47%	691
Aluminium	84	80%	90%	2,274
Construction Materials	82	6%	32%	385
Jewelry	74	0%	87%	2,666
Meat	69	16%	29%	399
Fertilizers	61	46%	66%	1,350
Beer	59	2%	57%	1,171
Tobacco	59	0%	91%	3,121
Bakery	58	0%	5%	11
Rubber	51	4%	65%	1,291
Confectionary	50	0%	59%	1,179
Timber	48	5%	8%	32
Vodka	45	14%	33%	384
Fish	42	0%	22%	202
Mill	40	5%	14%	95
Pipes	34	55%	85%	3,541
Ore	30	73%	59%	1,190
Tyre	28	10%	64%	1,338
Pharmaceutical	28	17%	37%	446
Cable	23	15%	34%	411
Poligraphy	22	2%	38%	659
Furniture	20	3%	23%	206
Non-alcoholic drinks	18	0%	62%	1,610
Total	4 500	39%		

Source : S. Guriev et A. Rachinsky, « Oligarchs : The Past or the Future of Russian Capitalism », 2004

Tableau 10 : Oligarques, formation académique, positions occupées et contacts politiques

OLIGARQUES	FORMATION ACADÉMIQUE	POSITION(S) OCCUPÉE(S)	CONTACTS POLITIQUES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Roman Abramovich (1966) 	Gubkin Institute of Petrochemicals and Natural Gas	-Gouverneur de Chukotcha; propriétaire de Millhouse Capital	<ul style="list-style-type: none"> -Proche de Berezovsky qui l'a introduit dans le milieu des affaires (il est nommé en 1996 dans le conseil général de Sibneft) -Rachète une bonne partie des avoirs de Berezovsky lorsque celui-ci est contraint à l'exil. -Bon ami de la fille de Boris Eltsine, Tatyanna et de la famille Eltsine en général. On le considère généralement comme le «caissier» du Kremlin. -A gagné un siège à la Douma puis est devenu gouverneur de la province de Chukotcha -Aurait acheté le club de football anglais de Chelsea pour éviter de payer des impôts sur sa compagnie Sibneft en 2001
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Boris Berezovsky (1946) 	Institute of Control Sciences : PhD en Mathématiques	Ancien propriétaire de Sibneft, compagnie pétrolière et de ORT, un des plus importants réseaux de la télévision russe (entre autres); président de la Fondation des Libertés Civiles; actuellement en exil	<ul style="list-style-type: none"> -Proche de Boris Eltsine dont il a été un des proches conseillers -Expérience politique : nommé par Eltsine député secrétaire du Conseil de la Sécurité Nationale puis secrétaire de la CIS (Coordinating the Commonwealth of Independent States); en 1999, remporte un siège à la Douma. -Une des membres les plus influents du groupe des «Big Seven» qui a financé la réélection de Boris Eltsine -Accusé par le magazine <i>Forbes</i> d'être une des têtes de la mafia russe
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vagit Alekperov (1950) 	Azerbaijan Institute of Chemistry, travaille ensuite comme ingénieur dans les gisements pétrolières de la Mer Caspienne	-Détenteur de LUKoil (conglomérat de trois compagnies pétrolières : Langepas, Urai et Kogalym)	-A mis en place ses plans commerciaux pour l'acquisition de LUKoil alors qu'il était ministre de l'Énergie.

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mikhail Fridman (1964) 	<p>-Moscow Institute of Steel and Alloys</p>	<p>-Président du groupe Alfa; a fondé l'AlfaBank ; un des actionnaires principaux du géant pétrolier russe TNK-BP. -Possède également de nombreuses autres compagnies dont Smirnov (vodka)</p>	<p>-Le partenaire de Fridman, Peter Aven était Ministre des Affaires Économiques Extérieures. -Fait partie du groupe des «Big Seven» et fait donc partie de l'entourage proche de Boris Eltsine.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Oleg Deripaska (1968) 	<p>-Moscow State University</p>	<p>-Partenaire d'Abramovich, il détient 75% de RusAl, seconde compagnie productrice d'aluminium à l'échelle mondiale ainsi que d'autres compagnies dans des domaines aussi divers que la construction d'autobus, les assurances ou l'aviation.</p>	<p>-Très introduit dans la sphère politique car marié à Polina Yumashev, fille l'ancien Chef du Personnel de Boris Eltsine. Le beau-père de Deripaska a épousé une des filles de Eltsine. Deripaska est donc le petit-fils de Boris Eltsine par alliance.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vladimir Gusinsky (1952) 	<p>Gubkin Institute of Petrochemicals and Natural Gas mais, échouant ses examens, il rejoint l'armée. Véritable autodidacte issu d'un milieu modeste, il exerce des fonctions aussi diverses que chef d'une compagnie de théâtre ou chauffeur de taxi.</p>	<p>-Influent dans la presse russe avec le conglomérat Media-MOST. Lance <u>Sevodnya</u>, premier journal indépendant et acquiert réseaux télévisés et radiophoniques. -Vit maintenant en exil</p>	<p>-En dépit de certaines attaques médiatiques lancées contre l'équipe de Boris Eltsine, il a été, pour un certain temps, considéré comme faisant partie du cercle du pouvoir. -Son contact le plus important fut le député-maire de Moscou, Youri Luzhkov. Il le rencontra lorsque celui-ci était chargé des licences pour les coopératives moscovites. Luzhkov lui fut d'une aide précieuse pour prendre le contrôle d'entreprises médiatiques-clé.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mikhail Khodorkovsky (1963) 	<p>Mendeleeva Chemical Technical Institute; débute dans le Komsomol.</p>	<p>Fondateur du groupe bancaire Menatep, ancien détenteur de Ioukos, actuellement en prison</p>	<p>-Cultive de nombreuses relations politiques à l'aide de sa banque, Menatep qui a servi à financer plusieurs opérations gouvernementales. -Nommé au Ministère de l'Énergie trois ans avant d'acquérir la compagnie pétrolière Ioukos. -En 1996, fait partie du groupe des «Big Seven» qui financent la réélection de Boris Eltsine -Son partenaire de longue date : Leonid Nevzlin, sénateur au Conseil de la Fédération.</p>

<p>▪ Vladimir Potanin (1961)</p>	<p>-Moscow Institute for International Relations (école formant l'élite du KGB et du Kremlin); a travaillé pour le Soviet Department of Trade où son père occupait également un poste.</p>	<p>-Un des principaux intervenants du programme des actions gagées («Loans for Shares»); crée Interros, compagnie chargée du commerce international de métaux tels l'aluminium ou le cuivre. - Avec les profits dégagés de cette entreprise, il crée deux banques : ONEXIM et MFK. -Durant la privatisation, il parvient à s'assurer du contrôle d'une vingtaine d'anciennes entreprises étatiques.</p>	<p>-Son père était très influent au sein du Ministère du Commerce Extérieur russe. -Fait partie du cercle très fermé d'amis du pouvoir. On le surnomme «Kremlin Insider.» car il a notamment bénéficié d'une position privilégié dans le programme d'actions gagées. -Fait partie du groupe des «Big Seven» qui a aidé à la réélection de Boris Eltsine. -Nommé en 1996 «first Deputy Prime Minister».</p>
---	--	---	--

ANNEXE D

Quelques données sur la Russie post-soviétique

Tableaux 11, 12 et 13 : Évolution des salaires et de l'emploi en Russie de 1990 à 1998

AN ESTIMATE OF WAGE AND INCOME TRENDS (WAGES AND INCOME FOLLOW THE SAME TREND AS GDP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1992-98
Estimated wage, de facto wage = 100	100.0	97.9	125.0	113.7	107.8	143.6	130.8	125.5	138.9	-
Wasted (-) / gained (+) money in gross wage fund vs. estimate (million US\$)	0.0	-35.0	118.7	-416.6	-1588.8	76.4	-1069.3	-1233.6	-411.5	-4524.7
Estimated per capita income, de facto income = 100	100.0	81.9	133.4	104.6	80.9	91.4	88.8	86.6	101.0	-
Wasted (-) / gained (+) money in gross income vs. estimate (million US\$)	0.0	-212.1	890.7	298.8	-2680.6	-1478.7	-2667.3	-3336.7	148.3	-8825.5

EMPLOYMENT AND PER CAPITA INCOME IN RUSSIA

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
<i>Employment</i>									
In millions	75.33	73.85	72.07	70.85	68.48	66.44	65.95	64.64	64.1
Indices, 1990 = 100	100.0	98.0	95.7	94.1	90.9	88.2	87.6	85.8	85.1
<i>Per capita income</i>									
In current rubles	215	466	4000	45200	206300	515400	761900	922800	-
Real income, 1990 = 100	100.0	116.0	60.9	70.9	80.0	67.9	67.5	69.8	57.1

Sources: Rossiiskii statisticheskii ezhegodnik, 1997 (Moscow, Goskomstat Rossii, 1997), pp. 138-139; Rossiiskii statisticheskii ezhegodnik, 1998 (Moscow, Goskomstat Rossii, 1998), pp. 173, 179, 207-208, 224; Sotsial'no-ekonomicheskoe polozhenie Rossii, 1998 god (Moscow, Goskomstat Rossii, 1999), pp. 7, 261-262, 279-280.

AN ESTIMATE OF EMPLOYMENT TRENDS (EMPLOYMENT FOLLOWS THE SAME TREND AS GDP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
De facto employment, million	75.3	73.8	72.1	70.9	68.5	66.4	66.0	64.6	64.1
Estimated employment, million	75.3	71.6	61.2	55.9	48.8	46.8	45.1	45.5	43.4
De facto unemployment, %	0.0	0.0	4.7	5.5	7.4	8.8	9.9	11.2	11.7
Estimated unemployment, %	0.0	3.1	19.1	25.5	34.1	35.8	38.4	37.5	40.2

Source: Calculated from: Table 1; Rossiiskii statisticheskii ezhegodnik, 1998 (Moscow, Goskomstat Rossii, 1998), pp. 173, 179; Sotsial'no-ekonomicheskoe polozhenie Rossii, 1998 god (Moscow, Goskomstat Rossii, 1999), pp. 279-280.

Source: Vladimir Tikhomirov, « The Second Collapse of the Soviet Economy : Myths and Realities of the Russian Reform », 2000

Tableau 14 : Évolution de la privatisation par secteur d'activité en Russie de 1993 à 1997

	1993	1994	1995	1996	1997
All industry	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
State-owned	43.6	19.9	9.7	9.2	8.9
Non-state (private and mixed)	56.1	79.9	90.1	90.6	90.9
Oil and fuel	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
State-owned	60.4	13.6	3.9	2.4	2.4
Non-state (private and mixed)	39.6	86.4	96.1	97.6	97.6
Non-ferrous metals	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
State-owned	50.7	22.2	5.6	4.9	4.2
Non-state (private and mixed)	49.3	77.8	94.4	95.1	95.8
Light industry	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
State-owned	19.2	37.2	46.5	56.3	60.4
Non-state (private and mixed)	80.8	62.8	53.5	43.7	39.6

Source: Calculated from *Promyshlennost' Rossii, 1995* (Moscow, Goskomstat Rossii, 1995), pp. 6, 11-13, 24, 27-28, 54-55; *Promyshlennost' Rossii, 1998* (Moscow, Goskomstat Rossii, 1998), pp. 23-25, 28-29, 76-80.

Tableau 15 : Évolution de la productivité des salariés dans divers secteurs industriels de 1993 à 1997 (prix constants : 1993=100)

	1993	1994	1995	1996	1997
All industry	100.0	88.5	92.8	93.5	104.8
State-owned	100.0	74.0	61.2	67.4	80.0
Non-state (private and mixed)	100.0	90.7	96.4	99.8	110.7
Oil and fuel	100.0	92.7	93.5	91.5	95.7
State-owned	100.0	52.3	44.7	51.5	104.2
Non-state (private and mixed)	100.0	63.9	54.5	56.3	63.1
Non-ferrous metals	100.0	95.4	92.5	90.8	100.8
State-owned	100.0	100.4	62.1	78.7	70.1
Non-state (private and mixed)	100.0	84.4	96.6	94.1	111.8
Light industry	100.0	57.3	48.3	44.2	48.8
State-owned	100.0	57.5	51.4	53.7	67.9
Non-state (private and mixed)	100.0	61.5	52.4	48.9	51.7

Source: see Table 8.

Tableau 16 : Tendence de la production industrielle de 1990 à 1997

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Primary industry	100.0	96.0	85.4	76.9	69.2	68.5	67.1	69.2
Manufacturing	100.0	92.0	74.5	63.3	48.1	46.2	43.9	44.8
Oil industry	100.0	90.0	84.6	77.0	71.6	68.7	67.4	68.0
Gas industry	100.0	101.0	98.0	93.1	87.5	87.1	86.3	84.5
Oil refining	100.0	98.0	88.2	76.7	66.0	66.7	67.3	67.9
Ferrous metals	100.0	93.0	78.1	64.8	53.8	59.2	58.0	58.6
Non-ferrous metals	100.0	91.0	68.3	58.7	53.4	55.0	52.8	55.5
Chemical	100.0	94.0	73.3	57.9	44.0	47.5	44.2	45.5
Machine building	100.0	90.0	76.5	64.3	44.3	40.3	38.3	39.9
Light industry	100.0	91.0	63.7	49.0	26.5	18.5	14.5	14.2
Food industry	100.0	91.0	76.4	69.6	57.7	53.1	51.0	50.6

Source: *Rossiiskii statisticheskiy ezhegodnik, 1998* (Moscow, Goskomstat Rossii, 1998), p. 379.

Source : Vladimir Tikhomirov, « The Second Collapse of the Soviet Economy : Myths and Realities of the Russian Reform », 2000

Tableau 17: Préoccupations principales des citoyens russes de 1991 à 1999

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Prices	69	62	84	84	77	63	47	40	87
Shortages	56	50	28	10	12	8	7	5	13
Increasing crime	28	37	64	68	58	60	54	50	43
Weakness of state power	20	21	33	34	35	29	40	37	34
Environment	19	15	29	26	31	27	26	24	13
Unemployment	18	22	30	49	48	63	54	65	60
Moral crisis	16	22	25	26	27	28	26	26	20
Nationalities	14	22	20	12	25	20	15	13	9
Economic crisis	-	-	45	51	47	54	47	57	58
Leadership divisions	-	-	30	16	12	10	15	12	9
Corruption	-	-	19	22	23	26	38	32	25
Social inequality	-	-	-	-	33	37	45	41	36
Unpaid wages	-	-	-	-	-	-	-	67	56

Source: National representative surveys conducted by the All-Russian Centre for the Study of Public Opinion as reported in *Moskovskie novosti*, no. 38, 1991, p. 5; *Nezavisimaya gazeta*, 7 March 1992, p. 2; *Ekonomicheskie i sotsial'nye peremeny*, no. 2, 1994, pp. 52-3, no. 5, 1995, pp. 57-8, no. 6, 1996, p. 61, no. 5, 1997, pp. 47-8, no. 5, 1998, p. 57, and no. 2, 1999, p. 56. Not all questions were asked in all years, and not all responses are included (in 1996 one of the main public concerns was the Chechen war, at 51 per cent, and in 1997 the 'threat of a military dictatorship', at 63 per cent).

Tableau 18 : Confiance, «trust» des Russes envers les institutions

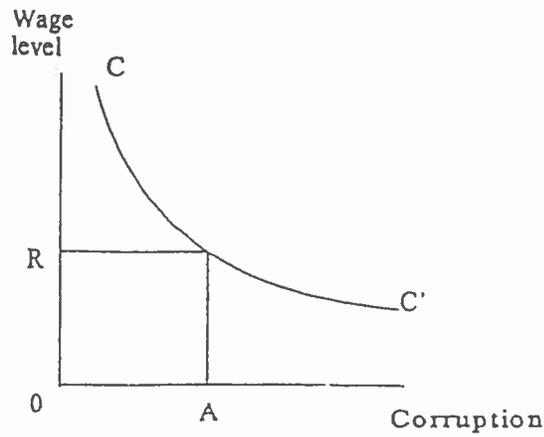
Trust in institutions, 1993-8 (percentages)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Churches	48	52	37	39	37	35
Armed forces	39	37	26	25	28	23
President	28	20	6	10	10	11
Mass media	26	27	23	26	24	24
Security services	20	21	13	16	14	15
Government	18	11	4	6	6	8
Courts, police	16	17	9	10	9	10
Local government	13	14	13	14	19	18
Trade unions	13	10	6	8	11	11
Regional government	10	13	9	11	17	17
Parliament	9	5	4	5	5	7
Political parties	-	-	-	-	4	5

Sources: Adapted from *Ekonomicheskie i sotsial'nye peremeny: monitoring obshchestvennogo mneniya*, various issues. The question was 'To what extent do you have confidence in the following?'; responses record those who had 'complete confidence'.

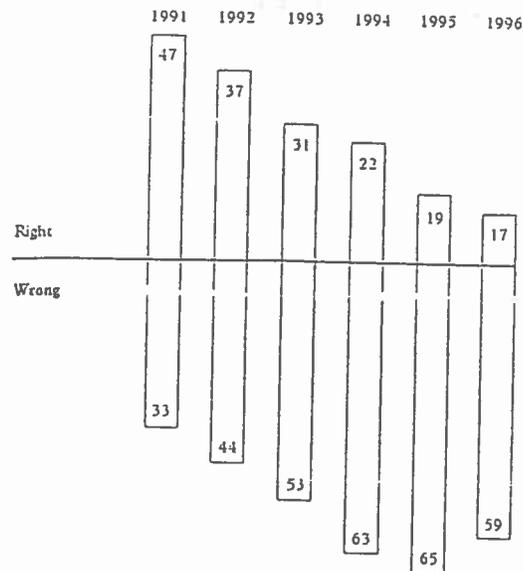
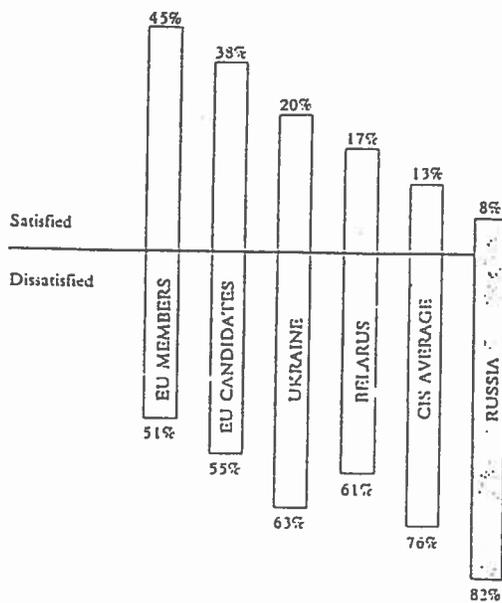
Source: Stephen White, *Russia's New Politics*, 2000

Graphique 8 : Courbe de corrélation entre le niveau des salaires et le niveau de corruption



Source : Vito Tanzi, *Corruption Around the World : Causes, Consequences, Scope and Cures*. IMF Working Paper, Mai 1998, p.17

Graphiques 9 et 10 : Attitude générale envers la démocratie et le marché



The question asked was 'On the whole are you very satisfied, fairly satisfied, not very satisfied, or not at all satisfied with the way democracy is developing in [country]?'

Source: Adapted from the *Central and Eastern Eurobarometer*, 1997; the figure for the twelve EU member states is taken from *Eurobarometer Trends 1974-1997* (Brussels: European Commission, n.d.).

The question was: 'Do you personally feel that the creation of a market economy, one that is largely free from state control, is right or wrong for Russia's future?'

Source: Adapted from the *Central and Eastern Eurobarometer*, 1992-7.

Fig. 6.1 Attitudes to the market, 1991-6

Source : Stephen White, *Russia's New Politics*, 2000

Tableaux 19, 20 et 21 : Hausse de la criminalité et carences du système légal**TABLE 1. Tax Evasion 1994-96 (Reported Cases)**

	Reported cases of tax evasion (total)	Cases of tax evasion of a criminal nature
1994	1500	20
1995	4229	1611
1996	12,000	3100

Source: Kisunko, 'Economic crime in Russia', p. 13.

TABLE 2. Annual Rate of Increase for Selected Crimes

Offence	Rate of increase (%)		
	1987-88	1988-89	1989-90
Serious robberies*	42.8	70.7	16.6
Simple robberies	44.4	23.9	2.7

*A serious robbery is defined as constituting a danger to the life or health of the victim.

Source: G. V. Dashkov, 'Quantitative and qualitative changes in crime in the USSR', *British Journal of Criminology*, 32/2 (Spring, 1992), 160-66, p. 161.

Source: Federico Varese, « Corruption in Post-Socialist Russia », 1997

Table 5.2. Recorded crime, 1990-7 (thousands)

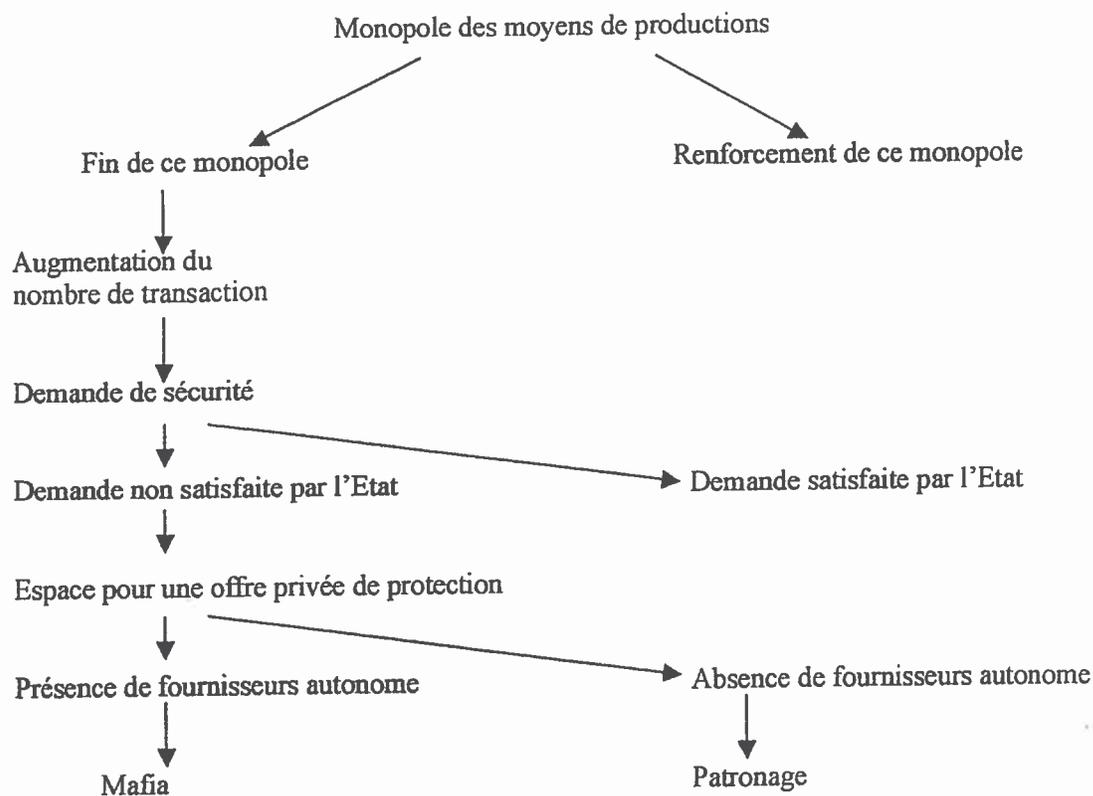
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Total cases	1,840	2,173	2,761	2,800	2,633	2,756	2,625	2,397
Murder or attempted murder	16	16	23	29	32	32	29	29
Grievous bodily harm	41	41	54	67	68	62	53	46
Robbery	83	102	165	184	149	141	121	112
Theft	913	1,243	1,651	1,580	1,315	1,368	1,208	1,054
Number of offenders	897	956	1,149	1,263	1,442	1,586	1,618	1,372
Number of sentences	538	584	661	792	725	1,036	1,111	1,013

Source: *Rossiiskii statisticheskii yezhegodnik. Statisticheskii sbornik* (Moscow: Goskomstat Rossii, 1997), pp. 269-71 (for 1990 and 1991); *Rossiya v tsifrakh. Kratkii statisticheskii sbornik* (Moscow: Goskomstat Rossii, 1998), pp. 119-20, 122.

Source: Stephen White, *Russia's New Politics*, 2000

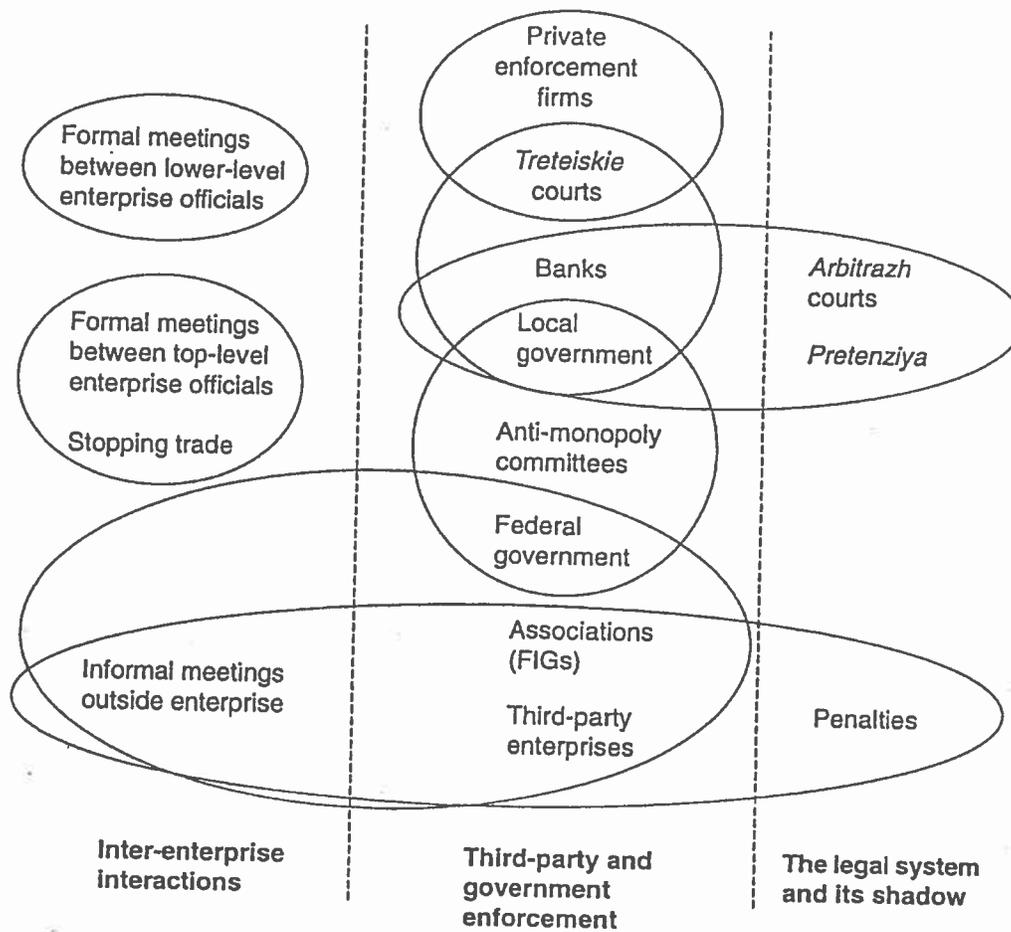
ANNEXE E

Schéma 4 : Origines des pratiques mafieuses ou clientélistes (patronage).



Source : Federico Varese, « Private Protection and The Rise of The Russian Mafia », 1994

Schéma 5: Stratégies transactionnelles des entreprises russes



Source : K. Hendley, P. Murrell et Randy Ryterman, «Law, Relationship and Private Enforcement: Transactional Strategies of Russian Enterprises », 2000

Tableau 22: Typologie de stratégies transactionnelles utilisées par les entreprises russes

SEVEN STRATEGIES THAT ENTERPRISES USE IN PURSUING EFFICIENCY AND PREDICTABILITY IN BUSINESS RELATIONS						
Strategy	Russian examples	Enforcement methods	Reliance on outsiders	Personal trust in counterpart	Reliance on reputation	Use of law
1 Relational contracting	Meetings, especially between lower-level officials	Personal pressure; fear of erosion of personal trust	Low	High	Medium—personal trust dominates	None
2 Self-enforcement	Threats to stop trading; pre-payment, barter	Calculative trust based on future interactions; fear of erosion of reputation	Low	Low	High—enterprises aim to accumulate reputational capital	Low
3 Third-party enforcement	Telling others, e.g. other enterprises	Shame; lost economic opportunities from group judgment of impartial actor; threats and/or violence	High—not state	Varying—depending on nature of group	High—especially third-party reputation	Low
4 Private enforcement	Private arbitration; 'mafia' or security service	Judgment of impartial actor; threats and/or violence	High—not state	Low	Varies: low for reputation of transacting party; high for reputation of enforcer	Varies: extra-legal means might be used to enforce legal rules
5 Administrative levers of state	Asking a governmental organ for help	State munificence or harm	Significant—state	Medium	Medium	Medium
6 Shadow of law	Penalties; <i>Pretenziya</i> ; ^a collateral	Threats to go to court; negotiated settlement	Significant—state	Medium	Medium	High
7 Legalistic	<i>Arbitrazh</i> court ^b	Court order	High—state	Low	Low	High

Notes:

'—' between any two strategies indicates cases where the borderline is particularly fuzzy.

^a A *pretenziya* is a letter requesting payment sent, by the wronged party to a contractual partner before filing a complaint in court. Prior to 1995 a *pretenziya* was mandatory.

^b *Arbitrazh* courts hear business disputes between legal entities.

Source: K. Hendley, P. Murrell et Randy Ryterman, «Law, Relationship and Private Enforcement: Transactional Strategies of Russian Enterprises», 2000

Personnalisation des rapports sociaux et économie informelle

Tableau 23: Différences « moderne » et « anti-moderne »

	<i>Modern</i>	<i>Antimodern</i>
Operation	Complex	Complex
Signals	Prices, laws	Rules, politics, bribes, personal contacts
Openness	Transparent	Translucent, opaque
Lawful	Yes	Rigidity modified by waivers
Cause and effect	Calculable	Uncertain
Output	Efficient	Inefficient
Effectiveness	Yes	Usually, but not always

Source: As discussed in Rose (1999).

Tableau 24 : Stratégies alternatives en vue de l'obtention de biens ou services

<i>Alternative Tactics for Getting Things Done</i>		<i>% Involved</i>
MODERN ORGANIZATIONS WORK		
<i>Public sector allocates by law</i>		
Police will help protect house from burglary		43
Social security office will pay entitlement if you claim		35
<i>Market allocates to paying customers</i>		
Buy a flat if it is needed		30
Can borrow a week's wage from bank		16
INFORMAL ALTERNATIVES		
<i>Nonmonetized production</i>		
Growing food		81
Can borrow a week's wage from a friend		66
PERSONALIZE		
<i>Beg or cajole officials controlling allocation</i>		
Keep demanding action at social security office to get paid		32
Beg officials to admit person to hospital		22
ANTIMODERN		
<i>Reallocate in contravention of the rules</i>		
Use connections to get a subsidized flat		24
Pay cash to doctor on the side		23
PASSIVE, SOCIALLY EXCLUDED		
<i>Nothing I can do to:</i>		
Get into hospital quickly		16
Get pension paid on time (pensioners only)		24

Source: Nationwide New Russia Barometer Survey VII (Rose 1998). Number of respondents: 1,904.

Source: Richard Rose, « When Government Fails : Social Capital in an Antimodern Russia », 2001

Tableau 25 : Quelques tarifs indicatifs de pots-de-vin

Logement		Services de santé	
Falsification des pièces d'un dossier de privatisation	100 S	Obtention d'une pension d'invalidité	5 000 roubles
Obtention d'un permis de résidence	150 S		
Obtention d'une dérogation pour avoir le téléphone	600-1 000 S	Fonction publique	
Obtention d'une ligne de téléphone officielle	1 000 S	Mise en rapport avec un fonctionnaire haut placé	1 000 S
Privatisation dans un immeuble rénové	1 000 S	Obtention d'un certificat de conformité pour un immeuble d'habitation	un studio
Education		Marchés publics	
Admission aux examens	150 S	réfection d'une maison avec installation du chauffage par le sol.	400 000 roubles
Place dans un jardin d'enfants	3 000 roubles		
Place dans une école spéciale	5 000 roubles		
Médaille d'or facilitant l'accès à l'enseignement supérieur	1 000 S		
Admission au concours d'entrée dans une faculté de sciences économiques, de droit (la plus chère), de médecine, de commerce	1 500-7 000 S	Signature sur un document financier	250 000 S
		Transfert de fonds budgétaires sur le compte d'une banque	500 000 S
Services répressifs		<i>De l'avis des experts, près de la moitié des fonds budgétaires alloués s'accompagne de pots-de-vin.</i>	
Conduite en état d'ivresse (selon la marque du véhicule)	100-300 S	Intervention dans un dossier de privatisation	Jigouli 99, vacances à Chypre, 10 000-15 000 S
Obtention d'un passeport en deux jours	600 S		
Pose d'un gyrophare	jusqu'à 1 500 S	<i>Les privatisations font partie des affaires les plus juteuses puisqu'un fonctionnaire sur dix chargés de cette mission commet un délit. Dans près de la moitié des régions, les fonctionnaires chargés de ce dossier font l'objet de poursuites.</i>	
Pose illicite d'un panneau de signalisation routière	jusqu'à 1 500 S		
Renvoi d'une affaire pour complément d'information	5 000 S	Députés	
Arrêt des poursuites	10 000 S	Achat d'un vote	2 000 S
Sentence d'acquiescement	10 000 S	Achat d'un vote en faveur du Premier ministre Kirienko	10 000-15 000 S
Classement d'une affaire	30 000 S		
Douanes		<i>K. Bonvoï et G. Iavlinski ont accusé leurs collègues députés de vénalité et de lobbyisme. On dit que les revenus des élus faisant du lobbyisme peuvent atteindre 300 000 S par an. En raison de leur immunité parlementaire, 3 % seulement des députés passent en jugement.</i>	
Faire passer un wagon de cigarettes détaxées pour des produits de boulangerie	1 000-3 000 S		
Dédouanement d'une voiture	3 500 S		
Services fiscaux			
Sollicitation d'un traitement de faveur	20 000 S		
Armée			
Rapprocher un conserier de son domicile	3 000 roubles		
Exemption de service militaire	2000 S-30 000 roubles		

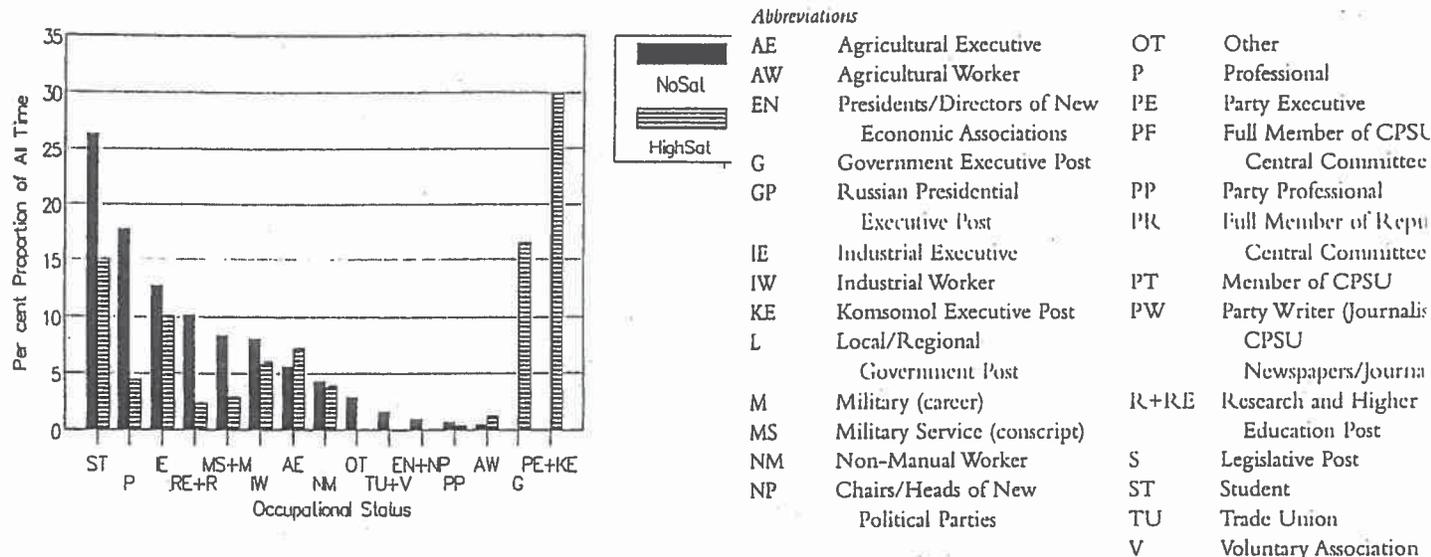
Source : Veronika Sivkova, « Quels pots-de-vin demande-t-on au peuple? », 1998

ANNEXE F

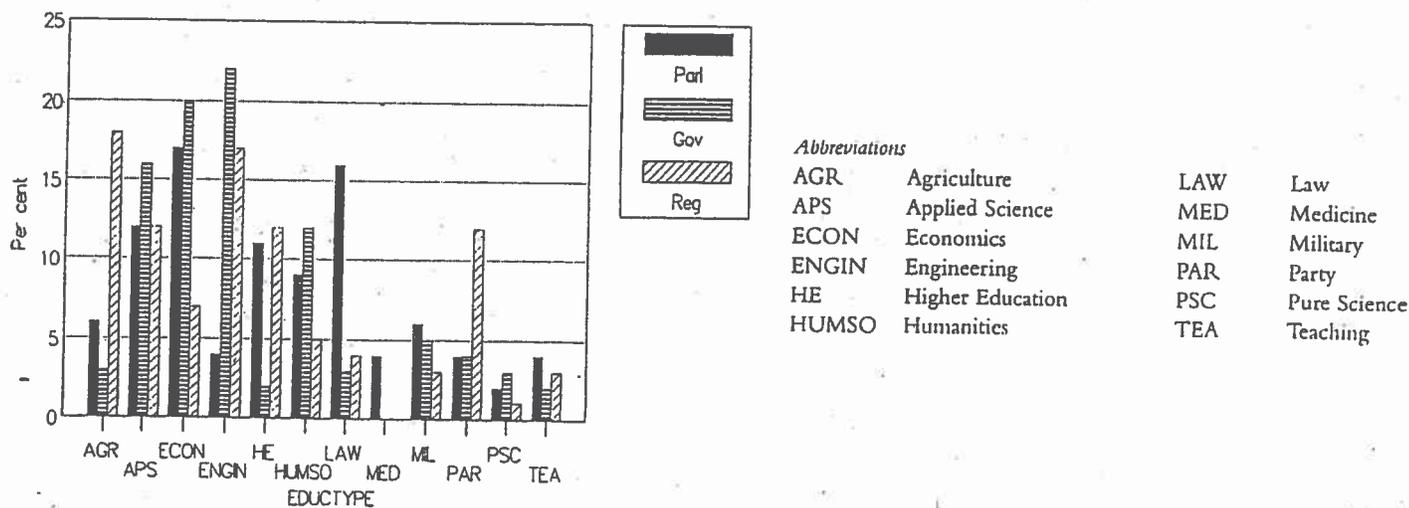
Profil de l'élite politique et économique russe

I- Élite politique

Graphique 11: Origines de l'élite politique russe : fonctions occupées avant l'âge de 30 ans



Graphique 12 : Formation académique de l'élite parlementaire, gouvernementale et régionale



Source: David Lane, The Transition from Communism to Capitalism, 1999

Graphique 13: Origine de l'élite sous Boris Eltsine : secteur d'activité de 1960 à 1985

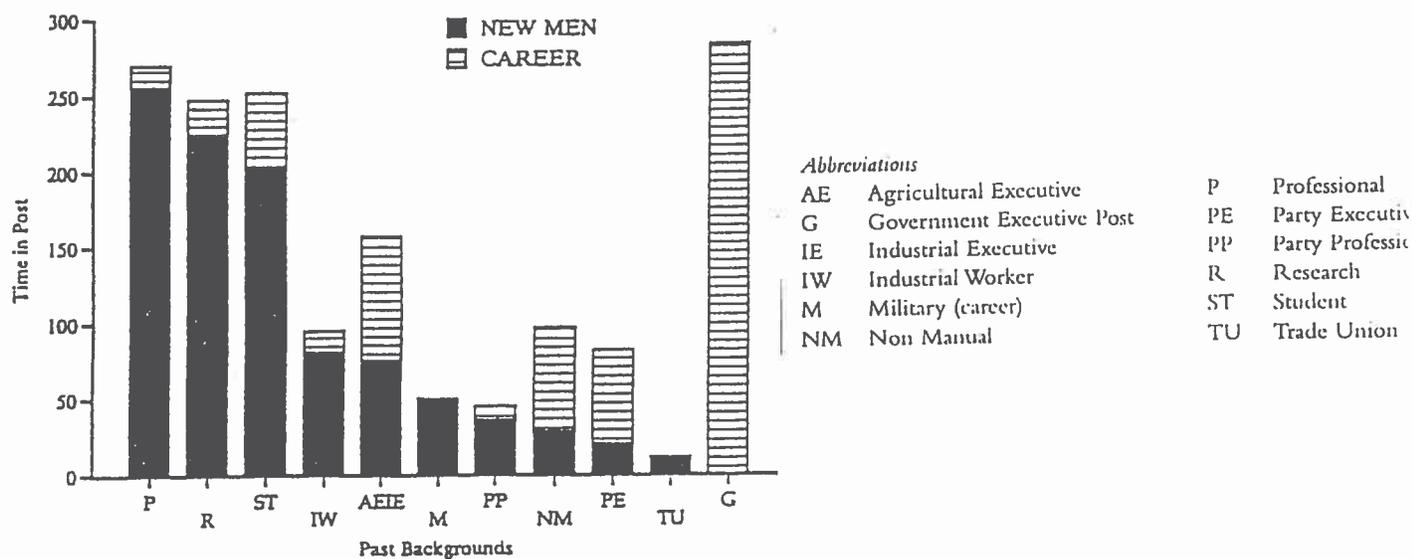


Tableau 26: Saturation partisane (« Party Saturation »)

Present Elite Constituency	High (15+ Years)	Medium (5-15 Years)	Low (0-5 Years)	No Participation	Average (Years)*	Central Committee Member
Parliament Elite RF (176)	6	20	13	137	8.69	11
Government Elite RF (108)	3	9	14	82	6.95	4
Regional Elite RF (195)	33	43	26	93	11.25	10
Total (479)	42	72	53	312		

*Average of persons with participation.

Source: David Lane, *The Transition from Communism to Capitalism*, 1999

Tableau 27: Facteurs déterminants pour la promotion au sein de la nouvelle élite politique

	<i>N</i>	<i>Average</i>	1	2	3	4	5
Personal contact	100	1.96	31	48	17	2	2
Nomenklatura	100	2.37	9	54	29	7	1
Qualification	100	2.39	11	46	37	5	1
Education	100	2.42	9	46	40	4	1
Town/village	100	2.76	5	29	44	19	3
Work performance	100	2.79	6	26	48	18	2
Chance	100	2.84	4	22	55	14	5
Sex	100	2.9	4	28	39	27	2
Social position	100	2.95	4	20	46	27	3
Social origin	100	3.3	0	10	47	41	2

1. Of great importance
2. Of some importance
3. A little important
4. No importance at all
5. Don't know; no answer

Tableau 28: De nombreux hauts politiciens privilégient la satisfaction de leur intérêt personnel plutôt que celui de l'État

Many Politicians in Leadership Think about Their Own Interests not those of the Country

	<i>A</i>		<i>B</i>		<i>C</i>		<i>D</i>	
	<i>N</i>	%	<i>N</i>	%	<i>N</i>	%	<i>N</i>	%
Executive Elite (38)	10	25	20	51	4	10	4	10
Parliamentary Elite (43)	16	37	13	30	4	9	9	20
Party Elite (19)	12	66	5	27	0	0	0	0
Total (100)	38		38		8		13	

[Pearson significant at .09097]

Key—see Table 10.2.

II- Élite économique

Tableau 29: Classification de l'élite capitaliste russe selon la tranche d'âge au 1^{er} janvier 1997

Sector	Total	Over 50	Over 40	Over 50 (%)	Over 40 (%)
Executives	27	16	24	59	89
Ind/Building	53	31	46	58	87
Oil	55	27	49	49	89
Other entrepreneurs	50	17	40	34	80
Bank/finance	118	40	86	34	73
Total	303	131	245	43	81

Tableau 30: Formation académique de l'élite économique (par secteur, en %)

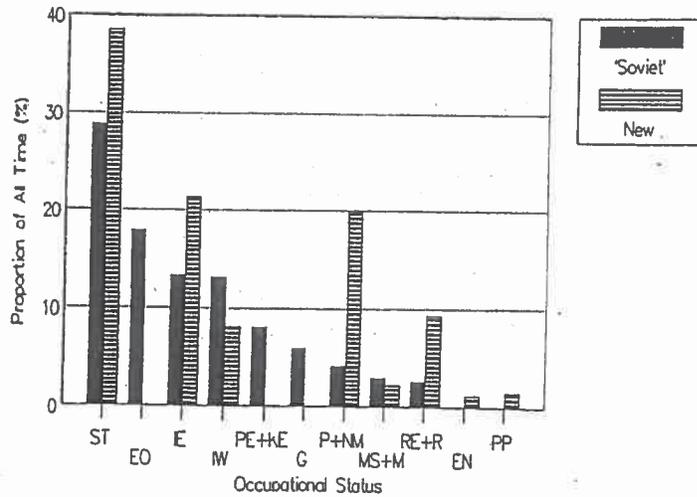
Type of Education*	Oil	Industry/ Building	Bank/ Finance	Other Entrepreneurs	Executives				
APS	49	37	20	38	28				
ENGIN	30	35	14	12	12				
ECON	11	21	53	10	50	AGR	Agriculture	LAW	Law
HE	4	2	2	1	3	APS	Applied Science	MED	Medicine
HUMSO	2	1	4	19		ECON	Economics	MIL	Military
PSC	1	2	2	5	2	ENGIN	Engineering	PAR	Party
MIL	1			4		HE	Higher Education	PSC	Pure Science
TEA	1			5		HUMSO	Humanities	TEA	Teaching
LAW			3	4					
MED				1	5				
PAR			3	2					

Tableau 31: Ancienne adhésion partisane (PCUS) de l'élite économique

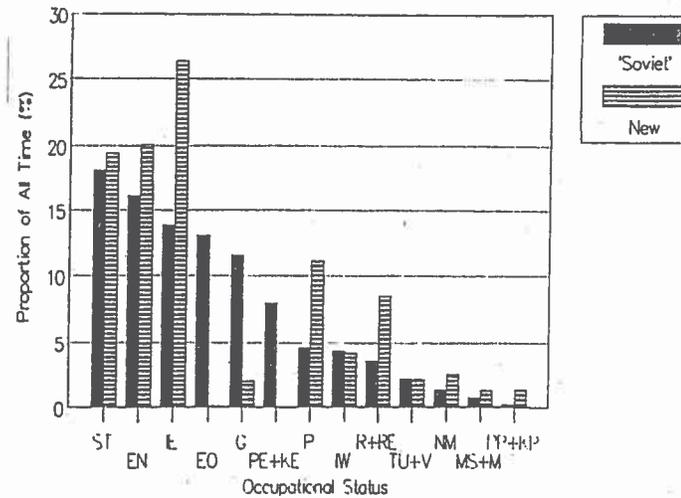
Sector	Total N	PrtMemb		PE N	PaKoEc %	AvPerCap PrtSatInd	Key:
		N	PrtSat %				
Bank/Finance	118	42	35	30	25	8	[PrtSat%] refers to the proportion of Party members in each sector. Percentages sum horizontally (as percentage of col. 1)
Executives	27	14	51	10	37	20	[PE] is the number of people in each sector who had had a position in the Party or executive apparat.
Industry/Building	53	22	41	9	16	2	[PaKoEc%] is the percentage of members of the sector who had a Party/Komsomol position.
Oil	55	18	32	11	20	4	[AvPerCapPrtSatInd] is an index of the average saturation (years in post multiplied weighted ranking of position) of each Party member in the various sectors.
Other Entrepreneurs	50	27	54	6	12	1	
Total	303	123		66			

Graphiques 14, 15 et 16: Entre « *New Men* » et héritage soviétique : profil professionnel de l'élite économique

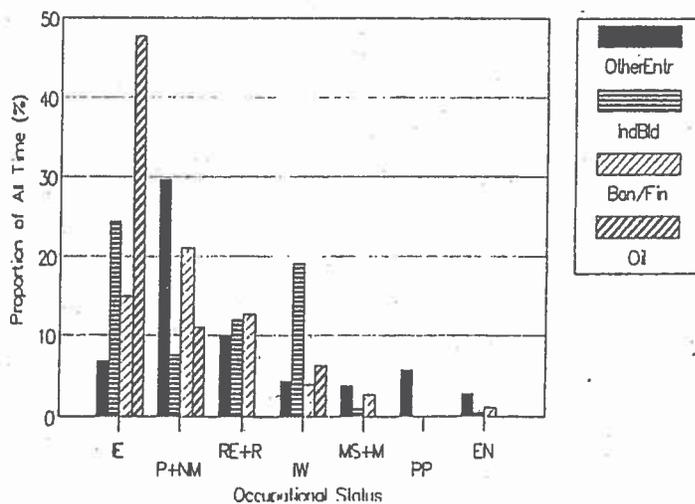
“Soviet” and New Business Elite: Occupation Begun before Age 30



“Soviet” and New Business Elite: Occupational History



“Newmen” Business Elite: Occupation Begun before Age 30



- Key:
- [IE] Industrial executive (chief engineer; director of factory)
 - [P] Professional (i.e., doctor, lawyer, lecturer)
 - [ST] Student
 - [EO] Official in Soviet Economic Organization (i.e., Gosbank)
 - [R+RE] Researcher
 - [EN] Entrepreneur (in post-Communist period)
 - [G] Government post
 - [PE+KE] Post in party apparat and Komsomol apparat
 - [NM] Non-manual worker
 - [PP+KP] Party and Komsomol professional (i.e., editor of party/Komsomol newspaper, lecturer in party/Komsomol institution)
 - [W] Industrial worker
 - [PF+PC] Full member and candidate member of CPSU Central Committee
 - [MS+M] Military service and military profession
 - [AE] Agricultural executive (director of Kolkhoz)
 - [TU+V] Trade union and voluntary organizations

Source: David Lane, *The Transition from Communism to Capitalism*, 1999